

LES ORIGINES
DES
ŒUVRES SOCIALES
DANS LA RÉGION MULHOUSIENNE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 14 Mai 1938, à 14 heures

PAR

SIMONE LAZARUS

Président : M. LESCURE, professeur.

Assesseurs { *MM. PERROUX, professeur.*
DOLLEANS, professeur.

PARIS
LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE
3, Rue Soufflot

1938

LES ORIGINES DES ŒUVRES SOCIALES
DANS LA RÉGION MULHOUSIENNE

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LES ORIGINES
DES
ŒUVRES SOCIALES
DANS LA RÉGION MULHOUSIENNE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 14 Mai 1938, à 14 heures

PAR

SIMONE LAZARUS

Président : M. LESCURE, professeur.

Assesseurs { *MM. PERROUX, professeur.*
DOLLÉANS, professeur.

PARIS
LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE
3, Rue Soufflot

1938



LES ORIGINES DES ŒUVRES SOCIALES DANS LA RÉGION MULHOUSIENNE

INTRODUCTION

Le fabricant doit à ses ouvriers autre chose
que le salaire.

(ENGEL-DOLLFUSS.)

En 1835, l'Académie des Sciences Morales et Politiques émue des échos qui lui parvenaient, relatant l'extrême misère des ouvriers employés dans les industries touchées par ce qu'on a appelé la « révolution industrielle » de la fin du XVIII^e siècle et du début du XIX^e, prescrivit une enquête dont le but était de « constater aussi exactement qu'il est possible, l'état physique et moral des classes ouvrières ¹ ».

M. Benoiston de Châteauneuf et le Dr Villermé furent chargés, dans ce but, de faire à travers la France des recherches d'économie politique et de statistique. Ils se partagèrent la tâche, et c'est au Dr Villermé qu'échut le soin de visiter les départements où les industries de la soie, du coton et de la laine occupaient le plus d'ouvriers. Parmi ceux-ci, le département du Haut-Rhin tenait une place de premier plan, et son importance ne faisait que s'accroître.

En 1827, en effet, 50.000 ouvriers environ, travail-

1. *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers*. Dr Villermé, 1840.

laient dans le Haut-Rhin pour les manufactures de coton, et ce chiffre correspondait au huitième de la population ; tandis qu'en 1834 le nombre des ouvriers employés atteignait plus de 100.000 et correspondait au quart de la population. Dans ces chiffres sont compris tous les ouvriers auxquels l'industrie de coton procure du travail, tels que menuisiers, serruriers, charpentiers, constructeurs de machines, etc., et les enfants.

L'industrie se transformant aussi radicalement et le nombre des travailleurs augmentant dans une même région à un rythme tellement précipité, les conditions de la vie ouvrière se trouvèrent désaxées, et c'est une épouvantable misère parmi les classes laborieuses que le Dr Villermé a observée et relatée.

La cherté des loyers ne permettait pas aux ouvriers du département du Haut-Rhin gagnant les plus faibles salaires et ayant les plus fortes charges de se loger toujours auprès de leurs ateliers. Cela s'observait particulièrement dans la ville de Mulhouse, qui, tout en s'accroissant très vite, se développait encore moins rapidement que les manufactures, et ne pouvait recevoir tous ceux qu'attirait sans cesse dans ses murs le besoin de travail. Les plus pauvres devaient donc aller se loger loin de la ville, à une lieue et demie ou même plus loin. Par conséquent ils devaient faire chaque jour deux ou trois lieues pour se rendre le matin à la Manufacture et rentrer chez eux le soir.

En 1835, on estimait à plus de 5.000 le nombre des ouvriers travaillant dans les ateliers de Mulhouse qui étaient logés ainsi dans les villages environnants. C'étaient les moins bien rétribués, ils appartenaient à de pauvres familles chargées d'enfants en bas âge, et venues de

tous côtés s'établir en Alsace pour y louer leurs bras.

Pour dépeindre la longue théorie de ces malheureux plus ou moins en haillons, se rendant chaque matin à l'usine et en repartant chaque soir, nous ne pouvons faire mieux que citer les propres paroles du Dr Villermé :

« Il y a parmi eux une multitude de femmes pâles, maigres, marchant pieds nus au milieu de la boue et qui, faute de parapluie, portent renversés sur la tête lorsqu'il pleut, leur tablier ou leur jupon de dessus, pour se préserver la figure et le cou, et un nombre encore plus considérable de jeunes enfants non moins sales, non moins hâves, couverts de haillons tout gras de l'huile des métiers, tombée sur eux pendant qu'ils travaillent. Ces derniers même préservés de la pluie par l'imperméabilité de leurs vêtements n'ont pas même au bras comme les femmes dont on vient de parler, un panier où sont les provisions pour la journée ; mais ils portent à la main, ou cachent sous leur veste, ou comme ils le peuvent, le morceau de pain qui doit les nourrir jusqu'à l'heure de leur rentrée à la maison. »

Ce tableau pénible s'aggrave encore si nous songeons à la longueur démesurée de la journée de travail (au moins quinze heures). Il en résultait que ces malheureux, harassés par le travail et la longueur du chemin, arrivaient chez eux accablés par le besoin de sommeil, et qu'ils en repartaient le lendemain avant d'être complètement reposés.

Aussi pour éviter de parcourir deux fois par jour un chemin aussi long, ils préféraient s'entasser dans des chambres petites, malsaines, mais situées à proximité de leur travail. Le Dr Villermé nous cite avoir vu à Mulhouse, à Dornach, de ces misérables logements « où deux familles couchaient chacune dans un coin, sur de

la paille jetée sur le carreau et retenue par deux planches. Des lambeaux de couvertures et souvent une espèce de matelas de plume d'une saleté repoussante, voilà tout ce qui recouvrait cette paille ». Il n'était pas rare même de voir louer une place dans un lit déjà occupé¹...

Est-ce à dire que les chefs d'industrie restaient indifférents devant ces spectacles, les considéraient comme inévitables, et ne cherchaient par aucun moyen à améliorer le sort de leurs ouvriers ? Certes non, et c'est leur effort en vue d'éduquer, d'instruire, de loger, et d'assurer contre la maladie et la vieillesse ces masses qui dépendaient d'eux, dont nous nous proposons de décrire les premières réalisations. Au siècle où Frédéric Le Play, du côté doctrinal, préconisait le rôle du « bon patron » nous allons montrer que beaucoup de manufacturiers du Haut-Rhin s'efforçaient de le réaliser pratiquement.

Toutefois, étant donné que les observations faites par le Dr Villermé datent de 1835, on peut objecter que les patrons restèrent indifférents pendant de longues années, et qu'au lieu du rôle actif qu'ils assumèrent par la suite, ils se contentèrent alors de jouer celui de témoins impassibles.

Pour comprendre, sinon excuser, cette passivité, il nous faut donner quelques mots d'explications sur les différentes classes d'individus composant la population du Haut-Rhin, de même que sur le libéralisme et les conceptions religieuses des Mulhousiens.

Avant la Révolution, la population de Mulhouse se composait de trois classes bien distinctes : la bourgeoisie,

1. *Discours sur quelques recherches de statistique comparée faites sur la ville de Mulhouse.* Penot 1828.

véritable caste, fermée autant qu'il est possible de l'être, les manants qui, exclus de la propriété et du commerce, n'avaient que le droit au domicile et au travail, enfin, les étrangers, la plupart catholiques, qui formaient une masse flottante, n'ayant le droit de séjourner à Mulhouse qu'autant qu'il y avait du travail, et ne pouvaient tomber en aucun cas à charge de l'assistance publique¹.

Après la Révolution deux classes seulement subsistèrent : les bourgeois et les ouvriers. Ces derniers ayant obtenu le droit au domicile s'opposaient spirituellement aux bourgeois calvinistes parmi qui l'esprit puritain régnait en maître. Or, les caractéristiques de cet esprit sont à l'opposé des dispositions nécessaires à l'éclosion de tout programme de politique sociale.

On peut y distinguer ce que nous appellerons : la conception ascétique du travail et l'esprit de caste, qui entraîne l'abstentionisme complet dans le domaine social.

La conception ascétique du travail se caractérise par une passivité absolue du patron à l'égard de l'ouvrier à qui le maximum d'efforts est demandé, tout en ne recevant qu'un salaire lui assurant juste le minimum d'existence. L'ouvrier doit mener une vie simple et austère à l'exemple d'ailleurs de celle menée par le patron. Nous devons en effet souligner la parfaite concordance entre les théories professées par les industriels d'alors et le genre d'existence qu'ils menaient. Les fondateurs des grandes industries qui, depuis plus d'un siècle, rendent si prospère le département du Haut-Rhin furent des grands travailleurs d'une rigidité de principes et d'une austérité de mœurs absolues.

1. *Cours d'économie alsacienne*. Laufenburger, t. II.

Renforçant les conséquences que pouvait avoir cette conception du travail apparaît l'esprit de caste. D'après la doctrine calviniste la réussite dans les affaires est un signe d'élection de Dieu ; le patron heureux se considérerait donc comme élu, tandis que la pauvreté des ouvriers était la marque d'une indignité morale.

A Mulhouse, deux nuances particulières renforçaient encore cette conception : la pauvreté et l'immoralité des ouvriers étaient considérées comme fatales, irrémédiables ; donc les patrons en concluaient logiquement qu'ils n'avaient rien à faire pour améliorer cette situation¹. Mais, à défaut d'éducation on considérait qu'il fallait faire travailler intensément l'ouvrier, car le travail seul avait un rôle éducateur. De même, il était inutile de lui apprendre à épargner, car l'épargne était réservée au seul patron « ascète ». Cette doctrine pouvait donc se ramener à une rationalisation dont le bénéfice, en réalité, revenait au patron.

Mais si, durant les premières années du XIX^e siècle, nous n'observons aucun essai coordonné de politique sociale, nous aurons tout de même à décrire quelques tentatives isolées d'éducation populaire faites par des hommes dont les idées philanthropiques étaient en avance sur leur époque.

Vers 1840 apparaît un affaiblissement de la rigueur puritaine, la privation perd peu à peu de sa raison d'être et l'on s'habitue à considérer l'industrie non plus comme une fin en soi mais comme un simple moyen d'acquérir des biens. Si le patron est affranchi de l'ascèse, il doit admettre un relâchement de cette même rigueur au

1. Réponses aux questions de l'enquête industrielle de 1848.

profit de l'ouvrier ; il doit admettre que l'ouvrier a un certain droit au bien-être et que c'est lui, le patron, qui doit le lui assurer. A la même époque fleurissait le romantisme qui eut des répercussions dans tous les domaines ; du point de vue qui nous intéresse c'est le concept de solidarité qui triompha.

Quant au libéralisme, tout en restant la doctrine économique des Mulhousiens, on le concilie avec l'intervention du patron dans le domaine social en faisant appel à la notion de la responsabilité. L'ouvrier en se laissant imposer les conditions de travail perd sa responsabilité individuelle, quelqu'un doit donc se substituer à lui pour l'exercer à sa place et ce sera le patron.

La signification de la politique sociale reposait ainsi, d'une part sur le droit de l'ouvrier, et d'autre part sur l'obligation du patron.

Mais pour l'organisation de ce devoir patronal se posait une double question :

Comment organiser l'amélioration matérielle et morale de l'ouvrier ? Les Mulhousiens répondirent sans hésiter : par voie de tutelle, car l'ouvrier en est incapable par lui-même. C'était l'abandon de la vieille conception de l'ouvrier malheureux fatalement, on considère maintenant qu'il ne l'est plus qu'accidentellement.

A la seconde question, qui doit se charger de redresser la situation des ouvriers ? Nous ferons intervenir dans la réponse la vieille notion de caste, la seule qui subsiste de l'esprit puritain, mais corrigée par la notion de solidarité. C'est la caste des Chefs qui conduira la classe des ouvriers vers un ordre nouveau et meilleur.

En 1826, une fondation devait donner à la Ville de

Mulhouse l'organisme prêt à organiser et à administrer d'une façon systématique et rationnelle le réseau d'œuvres sociales qui, en moins de cinquante ans fit de l'Alsace du Sud une des régions à l'avant-garde du mouvement en vue de l'assistance et de la prévoyance¹.

C'est de la Société Industrielle que nous voulons parler ici. Fondée en 1826 par vingt-deux manufacturiers alsaciens, elle fut reconnue établissement d'utilité publique en 1832. Les fins de cette Société Industrielle étaient principalement d'ordre technique, cependant l'article 6 ouvrait la voie à un champ d'action des plus vaste, il portait :

« Elle (la Société) s'occupera de tout ce qui pourra conduire à propager et à consolider parmi la classe ouvrière, l'amour pour le travail, pour l'économie et pour l'instruction. »

Aussi dès le début la voyons-nous entrer en lutte sur des points de détail. Les loteries étaient alors un fléau pour les maigres gains des ouvriers dont la protection rentrait au premier chef dans l'application de l'article 6. Dès 1827 la Société adressait aux deux Chambres une demande en vue de supprimer la loterie dans les villes exclusivement manufacturières. A Mulhouse où il y avait alors 100.000 ouvriers, femmes et enfants compris, il y avait deux bureaux dont la recette moyenne s'élevait à 120.000 francs chaque année. Accueillie favorablement par la Chambre des Pairs cette pétition avait été renvoyée au Ministre des Finances. Le Gouvernement n'y ayant pas donné suite, la Société renouvela sa demande à la session suivante. Recommandée cette fois par les deux

1. *Histoire de la Société Industrielle de Mulhouse*. Dr Achille Penot, 1876.

Chambres, le Ministre fit signer au Roi une ordonnance élevant à deux francs le minimum des mises à recevoir : immédiatement le montant des sommes perçues par les bureaux baissèrent considérablement.

Nous verrons ultérieurement qu'à la même époque, un industriel alsacien soulevait le grave problème de la réglementation du travail des enfants, et que c'est aux multiples démarches et pétitions de la Société Industrielle auprès des Chambres qu'est dû le vote de la loi de 1841.

On avait créé au sein de la Société un comité d'utilité publique dont les fonctions consistaient à veiller à l'application de l'article 6. C'est de l'activité de ce Comité que nous allons nous occuper spécialement, et nous verrons que, de restreinte à l'origine, elle devint de plus en plus importante.

Dès 1839 nous voyons la Société Industrielle créer un prix pour le meilleur ouvrage traitant de l'industrialisme dans ses rapports avec la Société en général. L'année suivante plusieurs mémoires furent présentés et une commission de sept membres fut chargée de les examiner. Aucun d'eux n'obtint le prix qui fut reporté à l'année suivante, mais à cette occasion la Commission précisa la question et nous donne ainsi la possibilité de connaître le point de vue de la Société ¹.

Le rapporteur commence par définir ce qu'il entend par industrialisme : c'est la satisfaction de plus en plus de besoins. Il y correspond un inconvénient : les crises, dont l'apparition périodique depuis le début du XIX^e siècle commençait à préoccuper sérieusement les esprits. Puis

1. *Bulletins de la Société Industrielle de Mulhouse*, 1839 et 1840.

le rapporteur passe à l'exposé même du sujet : quelle est la position physique et morale de la classe ouvrière ? L'industrie accumule dans les lieux où elle prospère une population tarée qui contamine la population primitive. Ce qu'il faut c'est réformer les mœurs des ouvriers. Le rapporteur nous énumère alors un programme très complet de réformes touchant aux rapports des ouvriers avec leurs familles, avec leurs maîtres, entre eux, avec la Cité et avec l'État.

L'absence de toute vie de famille est partout constatée. Le rapporteur préconise alors le retour de la mère de famille au foyer, dans ce but il ne faut permettre le mariage qu'à l'homme ayant les moyens suffisants pour entretenir femme et enfants. C'est un remède qui fut appliqué de tous temps dans les familles bourgeoises.

Quant aux rapports des ouvriers avec les maîtres ils sont caractérisés par un manque d'union. Là aussi le remède existe sous forme de conseils, de surveillance de la moralité des ouvriers, d'assistance pécuniaire en cas de maladie, de récompenses, de primes, de caisses de retraite. La création des caisses de malades et de retraite apporteront aussi une solution au problème du rapport des ouvriers entre eux, car c'est la forme mutualiste avec appui et investigation de l'autorité qui est préconisée.

Le Comité passe ensuite à l'examen des rapports des ouvriers avec la Cité, et constate que cette dernière n'existe plus. Il faut la rétablir par la création d'écoles et de bibliothèques, car pour contrebalancer l'effet du machinisme il faut relever chez l'ouvrier le sentiment de la dignité de l'homme. Dans ce but il faut aussi prévenir la misère physique, la Cité doit donc pouvoir forcer chaque ouvrier à faire partie d'une caisse de secours. Elle

doit pouvoir contrôler ceux qui viennent s'installer dans son sein, et veiller à la salubrité des demeures.

Le rôle de l'État, étant donné les idées libérales professées à l'époque, ne peut être que celui d'un bon tuteur. Ses ingérences dans le domaine économique doivent être réduites au minimum, il doit seulement veiller à ce que le travail de l'homme soit la denrée la plus demandée. Dans les moments de crise et de stagnation des affaires il doit entreprendre de grands travaux publics et veiller à ce que les établissements industriels soient suffisamment dispersés sur le territoire pour rendre l'effet de ces crises moins pernicieux.

Par-dessus tout, la Commission regrette qu'on ne puisse demander à la Religion d'être la sanction capable de ramener l'ordre et la moralité parmi les classes laborieuses.

Parmi les mémoires envoyés à la Société se trouvait le « *Traité de la bienfaisance publique* » en quatre volumes du baron de Gérando. Cet ouvrage n'étudiant qu'incidemment la question posée, M. de Gérando offrait de l'étudier spécialement et d'envoyer cette étude à Mulhouse. C'est ainsi que l'année suivante, en 1840, le Comité d'utilité publique reçut un opuscule ayant pour titre « *Des progrès de l'industrie dans leurs rapports avec le bien-être physique et moral de la classe ouvrière* ».

M. de Gérando y décrit minutieusement la situation matérielle et morale des ouvriers et propose un remède dont l'idée était déjà préconisée dans le *Traité de la bienfaisance publique* : c'est la création de conseils ou comités de patronage industriel dans chaque département, arrondissement, canton ou ville qui se trouve être le foyer d'une industrie considérable. Ces comités devaient naître

d'eux-mêmes, mais être agréés par une administration sage et paternelle. L'administration publique y joindrait quelques subventions sur les deniers des départements et des communes comme pour les caisses d'épargne.

Ces comités seraient composés, en partie d'administrateurs et de magistrats, en partie de chefs d'établissements industriels et quelques ouvriers distingués par leur caractère, leur instruction, leur expérience y seraient adjoints.

Ces comités n'exerceraient aucune juridiction, pas même un droit d'inspection sur les ateliers, aussi les ouvriers verraient-ils en eux non pas une autorité, mais des amis. Les enfants et les jeunes apprentis seraient l'objet principal de la sollicitude de ces comités ainsi que les femmes.

L'activité de ces comités aurait un triple but : l'instruction, l'encouragement et la protection. En cas de besoin ces comités deviendraient des comités de secours. Ils seraient aussi, pour chaque ouvrier, un centre de renseignements, un véritable bureau d'informations.

M. de Gérando conclut par des paroles qui nous semblent avoir un sens prophétique et que voici :

« Un vaste système de patronage des classes supérieures en faveur des classes inférieures est nécessaire aujourd'hui en Europe. Sinon la société européenne courrait le risque de périr par suite de la prospérité où elle est parvenue. Si l'alliance n'est pas contractée, la guerre éclatera partout entre celui qui n'a rien et celui qui possède.

« L'immense bienfait de l'émancipation générale a brisé toutes les chaînes, mais il n'a pu encore créer les appuis nécessaires à l'ignorance et à la faiblesse. Cette assistance doit venir de qui a reçu de la Providence les dons de la

richesse et de la lumière ; ils ne lui ont été confiés que dans ce but, à cette charge. »

Nous nous sommes étendus peut-être un peu longuement dans cette introduction sur l'exposé de la situation du département du Haut-Rhin aux alentours des années 1830-1840, mais cela nous a semblé indispensable pour la bonne intelligence des descriptions qui vont suivre.

Nous allons voir que, de leur propre mouvement, à une époque où les masses ouvrières encore inorganisées ne pouvaient exercer aucune influence efficace sur l'élément patronal, les patrons mulhousiens ont créé, soit de toutes pièces, soit en imitant l'exemple d'autres régions de la France ou même l'exemple de pays étrangers, un réseau d'œuvres qui, très incomplet au début, s'est complété progressivement et faisait de l'Alsace du Sud, au moment où le désastre de 1870 nous sépara momentanément de l'ancienne petite République¹, une des Régions les mieux outillées industriellement et socialement.

Nous nous proposons d'étudier ce qui a été fait pour l'ouvrier aux différents stades de son existence. Nous passerons ainsi en revue ce qui a été pour les enfants, pour les apprentis, pour les adultes et pour les vieillards. Nous verrons que, très judicieusement, depuis les salles de maternité, jusqu'aux caisses de retraite pour la vieillesse, l'ouvrier honnête et sérieux était assuré de trouver dans le service social une aide efficace et éclairée, et ceci sans avoir aucunement le sentiment de recevoir une charité, car, la caractéristique de l'époque c'est que, de

1. Mulhouse, petite république indépendante, s'était volontairement rattachée à la France en 1798.

la notion d'aide, d'assistance bénévole, de charité pure et simple on passe à la notion de devoir pour le patron et de droit pour l'ouvrier.

En même temps, on comprend que les secours matériels, tels que les connaissaient la bienfaisance antique, ne sont pas tout, et que l'ouvrier a le droit, lui aussi, de jouir de l'instruction et de l'éducation.

CHAPITRE PREMIER

LES ŒUVRES SOCIALES EN FAVEUR DE L'ENFANCE

Parmi les victimes du gigantesque essort industriel dû au développement du machinisme, les plus lamentables certes, furent les enfants, aussi est-ce sur eux que l'attention s'est tout d'abord portée et sur eux aussi que la sollicitude des industriels s'est d'abord exercée.

Cette première manifestation de philanthropie peut s'expliquer non seulement humainement et sentimentalement, mais encore rationnellement. En effet, si on veut travailler avec quelque succès à l'amélioration physique, et particulièrement au développement moral des hommes, c'est surtout sur l'enfance, toujours plus flexible, qu'il faut agir. Plus tard il devient trop difficile sinon impossible de combattre les habitudes funestes prises depuis longtemps pour leur en substituer de nouvelles.

Nous nous proposons donc d'étudier dans ce chapitre quelles initiatives ont été prises dans le but d'assurer la santé et l'éducation des enfants d'ouvriers. Mais il nous est impossible d'aborder ces questions sans en étudier une autre qui leur est préjudicielle. C'est de la longueur de la journée de travail que nous voulons parler ici. En effet, il eut été inutile de créer des maternités et des salles d'asile pour remédier à la mortalité infantile, et de fonder des écoles, si on avait continué à voir des enfants de six à treize ans travailler quelquefois plus de quinze

heures par jour, dont treize au moins dans une pièce fermée sans changer de place. Les bienfaits tirés des premiers soins reçus eussent été rapidement perdus, quant aux écoles elles n'auraient pu être fréquentées.

C'est à M. Bourcart de Guebwiller que revient l'honneur d'avoir le premier en France agité la question ¹.

L'Angleterre nous avait devancé dans cette voie. Dès 1818, à la suite de troubles et de révoltes qui avaient sérieusement compromis l'existence de plusieurs filatures, parut l'ordonnance de sir Robert Peel pour régler les heures de travail dans les manufactures. Le but ne paraissant point atteint, on promulgua une seconde ordonnance en 1825 et une troisième en 1831. Peu de temps après l'apparition de celle-ci une Assemblée Générale des Manufacturiers et principaux habitants de Manchester prit des mesures pour en assurer l'exécution sous la direction d'un comité de surveillance. On s'aperçut vite que cet acte était insuffisant, des plaintes furent portées devant le Parlement, qui, en 1832, nomma une commission d'enquête chargée de recueillir tous les renseignements possibles et de faire un rapport.

On a prétendu depuis que le mal avait été beaucoup exagéré dans les dépositions, mais, même en le réduisant à des proportions bien moindres, il serait encore plus grand que celui que nous avons eu à déplorer en France. C'est à la suite de cette enquête que fut promulgué le bill du 29 août 1833, dont voici les principales dispositions :

« Aucun enfant ne peut être employé avant l'âge de neuf ans. »

« Aucun enfant de neuf à treize ans ne peut travailler

1. *Bul. de la Soc. Ind.*, n° 5, 1828.

plus de quarante-huit heures par semaine, ni plus de neuf heures le même jour. »

« Pour les ouvriers de treize à dix-huit ans, la semaine est de soixante-neuf heures et de douze heures par jour. »

« Aucun ouvrier au-dessous de dix-huit ans ne peut travailler entre huit heures et demie du soir et cinq heures et demie du matin. »

« Tout enfant de neuf à treize ans doit passer au moins douze heures à l'école par semaine ou deux heures par jour. »

En Angleterre les hommes qui ont fait rendre ce bill n'étaient pas des manufacturiers, tandis qu'en France, M. Jean-Jacques Bourcart était industriel. En 1827, il saisissait la Société Industrielle de Mulhouse d'une proposition sur la nécessité de fixer l'âge et de réduire le nombre d'heures de travail des jeunes ouvriers de filature. Cette proposition fut renvoyée devant une commission qui, reconnaissant toute l'étendue du mal et le rappelant même dans de plus grands détails, fut d'avis qu'une loi seule pourrait faire atteindre le but désiré. Mais une objection qui peut aujourd'hui nous sembler étrange fit ajourner la question. Réglementer les heures de travail des enfants dans les manufactures serait une atteinte à l'exercice du droit de la puissance paternelle. N'oublions pas qu'à cette époque le Code civil, depuis peu promulgué, avait consacré le triomphe de l'individualisme et que, sur le terrain économique, le libéralisme battait son plein.

M. Bourcart, témoin journalier de l'exploitation des enfants, ne se tint pas pour battu, il renouvela sa proposition dans la séance du 26 décembre 1828. Le système d'une entente entre industriels étant reconnu comme

devant être inefficace, par suite de l'impossibilité d'y faire souscrire tous les filateurs, la Commission proposa de solliciter du Gouvernement une loi. Cependant deux objections firent encore une fois ajourner la question. La première était tirée de ce que nous appellerions aujourd'hui la « non-organisation des loisirs ». Si, comme l'assuraient quelques-uns, le dépérissement physique des ouvriers avait des causes telles que les habitations, une nourriture malsaine, et les débauches auxquelles se livraient de bonne heure les jeunes ouvriers, une diminution des heures de travail n'aurait nullement contribué efficacement à leur amélioration physique. La seconde était d'actualité : à cette époque l'industrie traversait une crise ; aussi il n'était pas très opportun d'augmenter ses charges comme il n'aurait pas manqué d'en résulter.

Les choses en étaient restées à ce point, lorsqu'elles furent reprises en 1833 à l'occasion d'une lettre adressée par le recteur de l'Académie de Strasbourg. Dans les réponses aux questions posées par cette lettre, l'interdiction d'employer des enfants de moins de huit ans, et la journée de dix heures pour les enfants de huit à dix ans étaient préconisées ¹.

Le Gouvernement n'ayant encore donné aucune suite, deux ans après intervint la célèbre enquête du Dr Villemé, qui conclut, elle aussi, à la nécessité d'une loi.

La Chambre de Commerce de Mulhouse et le Conseil Général du département du Haut-Rhin émirent le même vœu en 1835.

Une série de pétitions furent adressées aux deux Chambres et finirent par aboutir à la loi du 22 mars 1841. Ce fut une loi très incomplète, un point était particuliè-

1. *BuL.*, n° 28, 1833.

rement défectueux : celui de l'inspection. Au lieu de charger de l'exécution de la loi des fonctionnaires d'État (comme le demandait la Société Industrielle), on confia ce service à des inspecteurs bénévoles. Très peu de visites furent faites et la loi resta lettre morte pour beaucoup.

La Société Industrielle commença une seconde campagne demandant une exécution plus sérieuse de la loi et quelques changements dans ses modalités. Elle recommanda l'emploi du demi-temps afin de permettre aux enfants les plus jeunes d'avoir une demi-journée pour fréquenter l'école et prendre l'exercice nécessaire à la santé, car une question très délicate se posait à ce sujet : le salaire des enfants, si modique qu'il fût, était dans la plupart des cas indispensable à leur famille. Nous reviendrons d'ailleurs ultérieurement sur ce point.

En 1848, la Chambre des Pairs votait une loi nouvelle introduisant le demi-temps et une inspection salariée. La Révolution de Février empêcha de porter ce projet à la Chambre des Députés. Aussi la Société Industrielle continua-t-elle à envoyer pétition sur pétition et cela jusqu'en 1869. Enfin la loi fut votée en 1874, mais, hélas, trop tard pour Mulhouse.

Section I. — Œuvres en faveur de la première enfance.

Dans son « Discours sur quelques recherches de statistique comparée faites sur la ville de Mulhouse », publié en 1828, le D^r Penot nous apprend qu'à Mulhouse la durée moyenne de la vie n'était que de vingt-cinq ans contre trente-trois ans dans le reste de la France. De plus, tandis qu'en France la moitié des enfants dépassait l'âge de vingt ans, à Mulhouse la moitié n'atteignait pas la dixième

année. C'était donc principalement sur les enfants en très bas âge que les ravages s'exerçaient.

Deux causes y contribuaient : la plupart des ouvrières ne jouissaient pas d'un repos suffisant au moment de l'accouchement, pour perdre le moins possible du salaire indispensable à leur subsistance elles restaient à l'atelier jusqu'au dernier jour et reprenaient leur travail deux jours après. Comment s'étonner dans ces conditions du pourcentage énorme de décès, non seulement des nourrissons, mais encore des mères. Le D^r Penot préconisait donc la création de salles de maternité.

Puis, la mère retournée à l'atelier, que devenait l'enfant ? Ceux en très bas âge étaient confiés à des femmes plus ou moins expérimentées qui les gardaient le plus souvent dans des conditions d'hygiène déplorables et moyennant une rétribution quelquefois assez élevée. Ceux qui étaient un peu plus grands traînaient dans les rues couverts de haillons et exposés aux intempéries, cela faute de locaux suffisants pour les abriter pendant le jour, étant donné le nombre de personnes qui se trouvaient entassées la nuit dans une même chambre. Le remède proposé était la fondation de salles d'asile, où, non seulement les enfants recevaient des soins matériels mais encore les premiers éléments d'une éducation morale.

Pour réaliser ces fondations le D^r Penot souhaitait la formation d'une société sous la protection spéciale de comités de dames, qui veilleraient sur la salle de maternité et sur les salles d'asiles, et se chargeraient de réunir au moyen de quêtes les fonds nécessaires à leur entretien ¹.

1. *Discours sur quelques recherches de statistique comparée faites sur la ville de Mulhouse*, Penot 1828.

I. — LES MATERNITÉS

Avant qu'aucune Société ne se soit régulièrement constituée, beaucoup d'établissements industriels s'étaient préoccupés de cette importante question et l'avaient résolue chacun selon ses idées propres. Dans la plupart des Manufactures on se chargeait des frais de sage-femme, de pharmacie, de linge, et on payait à la mère la journée entière de travail pendant tout le temps donné à un repos nécessaire. Peu après 1850 on avait même créé dans certaines usines des caisses de secours pour femmes en couches ¹.

A Malmerspach, l'ouvrière mariée qui accouchait recevait une somme de 20 francs en plus de son salaire qu'elle touchait intégralement pendant les quatre premières semaines. Suivant les cas les filles-mères pouvaient être admises à jouir de la même faveur.

A Guebwiller, chez M. Bourcart fils et C^{ie}, les femmes en couches ont reçu gratuitement depuis 1865, grâce à une Société fondée par un médecin, tous les secours nécessaires plus leur salaire entier pendant trois semaines. En outre, plusieurs dames de cette ville avaient fondé une association dont le but était de fournir des secours aux femmes qui venaient d'accoucher.

A Cernay, chez M. Gros et C^{ie}, les femmes recevaient gratuitement les soins médicaux et touchaient en outre 50 francs, à condition de ne pas reprendre le travail avant le quinzième jour.

A Thann, une salle d'accouchement avait été fondée à l'hospice.

1. *Les institutions privées du Haut-Rhin*. Penot, 1867.

C'est en 1864 que la Société Industrielle de Mulhouse fut saisie, sur un rapport de M. Jean Dollfuss de l'importante question des soins à donner aux femmes en couches ¹. Depuis longtemps, la Maison Dollfuss Mieg et C^{ie}, faisait visiter, à ses frais, par des sages-femmes, les accouchées et leur payait intégralement leur salaire pendant le temps passé chez elles. M. Jean Dollfuss s'appuyant sur des chiffres fit voir que le nombre de décès d'enfants avait ainsi considérablement diminué.

Une telle constatation ne pouvait qu'engager à entrer dans la même voie. Aussitôt fut mise à l'étude la rédaction d'un règlement susceptible d'être appliqué dans toutes les usines. Mais immédiatement, bien que décidés à faire les sacrifices nécessaires, se révélèrent des divergences de vue entre les industriels sur les voies et moyens à employer. Fallait-il faire une distinction entre les femmes mariées et les filles-mères ? Les patrons supporteraient-ils toute la dépense, ou bien rendrait-on solidaires toutes les femmes d'un même établissement en leur retenant sur leur paie une prime à verser dans une caisse commune, la maison y ajoutant chaque fois une somme égale ? La solution de ces questions était très délicate, aussi les industriels ne réussirent-ils pas à se mettre tous d'accord et deux systèmes furent-ils essayés.

De ces deux règlements l'un fut arrêté par l'« Association des femmes en couches », l'autre par une importante manufacture : la maison Koechlin Dollfuss et C^{ie}.

Voici les principaux articles extraits du règlement de « l'Association des femmes en couches » :

ART. 2 : « Pour réunir les fonds nécessaires toutes les

1. *Bulletin de la Société Industrielle de Mulhouse*, 1864 et Enquête décennale de 1878.

femmes âgées de 18 à 45 ans paieront une cotisation de quinze centimes par quinzaine. Les établissements les employant paieront de leur côté la même somme.

Les versements effectués toutes les quinzaines à la caisse de l'association seront accompagnés à chaque fois de l'état nominatif des femmes.

ART. 3 : « Elles reçoivent les visites de sages-femmes et de gardes-malades chargées de leur donner les soins convenables.

ART. 5 : « Pour avoir droit au secours, l'ouvrière doit avoir travaillé pendant dix mois consécutifs dans l'un ou l'autre des établissements affiliés.

ART. 7 : « Chaque accouchée recevra une somme fixe de 18 francs par quinzaine et cela pendant six semaines, donc le secours total est de 54 francs. »

Tandis que la Maison Koechlin Dollfuss et C^{ie}, se chargeait de tous les frais de secours sans y faire participer leurs ouvrières, mais alors elle établissait une différence entre les femmes mariées et les filles-mères, ainsi qu'il en ressort des articles suivants :

ARTICLE PREMIER : « Les femmes mariées en couches travaillant dans l'établissement depuis dix mois consécutifs au moins toucheront leur paie entière pendant quatre semaines tout en restant chez elles.

ART. 2 : « Elles sont visitées par une personne attachée à l'établissement qui s'assure qu'elles reçoivent les soins convenables.

ART. 4 : « Les femmes non mariées n'ont droit à aucune paie, mais sont visitées comme les autres.

ART. 5 : « Les frais de médecin et de pharmacie seront supportés par l'établissement. »

Quelques établissements préférèrent rester en dehors de

toute association et se chargèrent de tous les frais ; seulement pour établir une distinction, les secours étaient accordés ouvertement aux femmes mariées et par voie indirecte aux filles (Exemple : la maison Trapp et C^{ie}).

A Mulhouse, depuis 1863, des dames s'étaient constituées en Société de Maternité pour venir en aide aux femmes en couches pendant les quinze premiers jours qui suivaient leur délivrance ; les secours consistaient en nourriture et soins, de plus on payait les frais de sage-femme. Un magasin alimenté, soit par des dons volontaires, soit par des achats faits par les deniers de la Société permettait de fournir des layettes et d'autres pièces indispensables telles que des draps, des habits, etc. Au besoin on prêtait même un lit.

Les fonds provenaient d'une quête qui se faisait chaque année parmi les dames de Mulhouse, de plus la Société acceptait les dons et les legs qu'on lui adressait.

Au début les secours se répartissaient seulement sur quatre-vingts ménages, mais dès 1867, environ cent trente femmes étaient secourues annuellement pour une dépense de 15 à 20 francs pour chacune.

Cette Société avait, de plus, institué un service de maternité à l'hospice civil de Mulhouse, grâce à un don de 12.000 francs fait par un industriel : M. Hartmann-Liébach. Ce service annexe à la chirurgie féminine recevait toute personne ne sachant où faire ses couches. Toutes les personnes admises étaient défrayées de tout aussi longtemps qu'il était nécessaire.

La mortalité des enfants a aussitôt après considérablement diminué, ainsi que l'attestent les rapports sur les résultats obtenus par l'association. Il était cependant à regretter qu'il n'y eut pas une seule association, car une

ouvrière perdait quelquefois son droit à un secours, n'ayant pas travaillé assez longtemps dans l'usine faisant partie de l'association.

D'autre part, on constatait que de nombreuses ouvrières travaillant en dehors des établissements associés payaient volontiers les quelques centimes de cotisation (15 centimes au début) pour jouir des avantages procurés par l'association.

II. — LES CRÈCHES

Nous allons maintenant voir ce que devenaient les enfants dans les premiers mois de leur vie, la mère une fois rétablie et retournée à l'usine. La salle d'asile ne les accueillant qu'à deux ans et demi, en attendant qu'ils atteignent cet âge, ils étaient confiés à des voisines ou à des gardes qui, la plupart, les soignaient mal, malgré une rétribution élevée.

Nous devons remarquer que la fondation des crèches a été de beaucoup postérieure aux autres institutions destinées à venir au secours de l'enfance ouvrière. On ne s'est aperçu que relativement tard de la solution de continuité qui existait entre la salle de maternité et la salle d'asile. C'est à M. Marbeau, philanthrope et avocat du barreau de Paris qui se fit connaître par des ouvrages de droit et d'économie sociale qu'est due la fondation des crèches ¹.

Chargé en 1844 de faire un rapport sur les salles d'asile, il fut justement frappé de cette solution de continuité dont nous venons de parler. Il fit une enquête et apprit tout ce qu'avait de défectueux les garderies et combien la mortalité y était considérable. M. Marbeau résolut donc de les

1. Enquête décennale de 1878.

remplacer par une institution mieux organisée et fonda la première crèche à Chaillot.

Ces crèches se composaient de deux pièces, d'une petite cuisine, et d'une cour ou d'un jardin. Dans une chambre se trouvaient les berceaux et les petits lits, et dans l'autre les enfants un peu plus grands pouvant se promener et s'asseoir. L'été on les tenait le plus souvent possible au grand air.

L'agglomération des enfants étant le plus souvent fâcheuse, on s'efforçait d'en avoir pas de vingt dans une crèche, deux femmes suffisaient alors pour les soigner.

Les enfants étaient admis depuis le premier mois de leur naissance jusqu'à l'âge de deux ou trois ans, âge auquel ils étaient reçus dans les salles d'asile.

La mère apportait l'enfant le matin, revenait au milieu de la journée pour l'allaiter et le reprenait le soir. Jamais les enfants n'y passaient la nuit.

La rétribution à payer était fort minime, elle allait de 20 à 30 centimes par jour.

Il y avait donc un double avantage sur la situation précédente : avantage au point de vue de la santé des enfants et avantage au point de vue pécuniaire.

Divers essais de crèches ont été faits à Mulhouse à plusieurs époques. Le plus important eut lieu en 1869. Les subsides étaient fournis par la charité privée auxquels s'ajouta en 1870 le produit d'une loterie de bienfaisance. On reconnut immédiatement l'utilité de ces institutions, il suffisait pour cela de voir l'état des enfants quand on les y amenait ; la première fois on devait les baigner et les nettoyer complètement. Quand les mères venaient les rechercher on leur donnait d'utiles recommandations si l'enfant était mal tenu ou indisposé.

Malgré ces constatations, l'institution fut suspendue en 1874. Il faudra alors attendre la fin du siècle pour voir de nouveau deux crèches installées à Mulhouse ; l'une destinée spécialement aux enfants des ouvrières d'une fabrique sera admirablement aménagée et suffisante pour recevoir trente à cinquante enfants ; l'autre, située dans le quartier de la Cité ouvrière sera fondée par une dame charitable, et dès le début installée de manière à pouvoir recevoir une centaine d'enfants ¹.

III. — LES JARDINS D'ENFANTS

L'institution des jardins d'enfants, si répandue aujourd'hui et dont les bienfaits sont de plus en plus appréciés vient d'Allemagne. C'est l'Allemand Frœbel qui imagina ces méthodes qui consistent à allier les exercices physiques à ceux ayant pour but de développer harmoniquement les facultés intellectuelles et morales de l'enfant avant de procéder à son instruction scolaire.

Le premier établissement de ce genre qui fut fondé à Mulhouse le fut en 1857 par une dame de la ville, M^{me} Nicolas Koechlin. La méthode Froebel y fut appliquée intégralement ².

D'autres écoles furent fondées sur le même modèle ; on fit venir d'Allemagne et de Suisse, pour les diriger, des maîtresses qui enseignèrent sur place à des maîtresses d'école enfantines et de salles d'asile les principes essentiels de la méthode.

A Guebwiller fut fondé à la même époque deux jardins d'enfants. Le plus ancien fut créé et entretenu par M. Bour-

1. *Histoire documentaire de l'industrie à Mulhouse au XIX^e siècle*, 1902.

2. *Les institutions privées du Haut-Rhin*. Penot, 1867.

cart, fils de l'industriel dont le nom reste lié à la campagne menée pour l'obtention de la loi limitant le travail des jeunes enfants. Le second était dû à un autre industriel : M. Henri Schlumberger. En 1867, ces deux petites écoles comptaient environ deux cents enfants.

IV. — LES SALLES D'ASILE

Avec les salles d'asile nous touchons à une institution qui eut en Alsace le plus grand succès. Car si c'est à Denis Cochin que nous devons à Paris, au début du XIX^e siècle, la fondation des salles d'asile, celui-ci, tout en s'inspirant de l'exemple de l'Angleterre, avait eu connaissance d'une œuvre du même genre créée en Alsace fin du XVIII^e siècle par le célèbre Pasteur Oberlin.

Avant d'esquisser une courte étude sur la figure et l'œuvre du grand philanthrope dont le nom pourrait être placé en tête de toutes les œuvres sociales d'Alsace ayant trait à l'éducation et à l'instruction, nous allons voir que l'Angleterre nous avait, sur ce point aussi, tracé le chemin.

M. Owen, de New-Lamarck, directeur d'une importante manufacture de coton, et socialiste de l'époque, avait eu l'idée de créer de ces écoles de petits enfants (infants schools) destinées aux enfants des ouvriers de sa filature. Il avait ainsi réuni plus de quatre cents enfants dans des salles où il les faisait instruire. Cet exemple avait été suivi et de nombreuses écoles du même genre s'étaient répandues en Écosse et en Angleterre. Les résultats en étaient excellents du triple point de vue de l'éducation, de l'instruction, et de la santé. Connus en France, ils frappèrent l'esprit de personnes vivant dans les centres industriels et les inci-

tèrent à encourager la création d'établissements de même nature ¹.

Cependant l'Alsace peut s'enorgueillir d'avoir eu en la personne du Pasteur Oberlin un véritable précurseur en matière de salles d'asile. A cette époque où l'étude de la psychologie enfantine occupait si peu ceux dont la mission était d'instruire les tout jeunes enfants, Oberlin conçut, de son propre chef, tout un système d'éducation dont l'esprit ne serait point renié par beaucoup de nos plus modernes pédagogues ².

Il conçut en effet un vaste système d'enseignement populaire allant de la garderie au cours d'adulte, mais à notre avis, c'est surtout en tant que créateur des salles d'asile que son œuvre fut importante. C'est pour cette raison que nous plaçons son nom au début de ce paragraphe ³.

Oberlin était pasteur du Ban-de-la-Roche, pauvre localité d'un territoire très étendu au pied des Vosges. A son arrivée en 1769 il fut frappé de l'état d'ignorance qui y régnait (il n'y avait aucune école) ainsi que du manque de toute éducation morale pour les jeunes enfants. Le premier il comprit que les enfants confiés aux gardeuses par leurs parents pendant le temps où ceux-ci se rendaient à leurs occupations, devaient recevoir un commencement d'éducation.

Pour pouvoir exercer utilement son ministère, il parvint malgré de grandes difficultés, à faire construire une école dans chacun des cinq villages que comptait le Ban-de-la-Roche. A côté de ces écoles destinées aux enfants et même

1. *Discours sur quelques recherches de statistique comparée faites sur la ville de Mulhouse*, Penot, 1828 .

2. *Notice sur Oberlin*. Strohl.

3. Enquête décennale de 1878.

aux adultes, il créa pour les tout petits ce que, depuis, on a appelé les célèbres « poêles à tricoter d'Oberlin ». Les anciennes gardeuses étaient remplacées par des personnes intelligentes et dévouées qu'il nomma « conductrices de la plus tendre enfance ». Les premières furent la femme du Pasteur : M^{me} Oberlin, Sara Bauzet et Louise Sheppler.

M^{me} Oberlin, fille d'un professeur de l'Université de Strasbourg était instruite et même lettrée, mère et éducatrice de neuf enfants elle était toute préparée à seconder son mari. Elle créa des asiles et forma des conductrices, malheureusement elle mourut subitement en 1763.

Sara Bauzet, jeune fille du village de Belmont avait été servante chez le prédécesseur d'Oberlin, elle apprenait d'elle-même à tricoter aux enfants du voisinage, malgré son père qui déplorait cette perte de temps. Quand Oberlin le sut, il fit un accord avec le père et Sara devint conductrice. Mais elle mourut cinq ans plus tard en 1774, à l'âge de vingt-neuf ans.

Louise Sheppler, paysanne du village de Bellefosse, fut pendant quarante-cinq ans la collaboratrice d'Oberlin; entrée à son service à quinze ans, elle acheva sa vie dans la famille du Pasteur dont elle avait soigné les enfants et tenu le ménage après la mort de M^{me} Oberlin. Elle fit preuve comme conductrice de qualités supérieures et l'Académie française lui décerna en 1829 le grand prix de vertu de la fondation Montyon.

Dans une salle spacieuse les petits jouaient, les plus grands découpaient des images et les filles apprenaient à tricoter, à filer et à coudre. A tous on enseignait des notions élémentaires d'histoire naturelle, d'histoire sainte et de géographie. Le chant tenait une place dans cet enseignement (il plaît toujours aux enfants); c'était aussi le

moyen de leur apprendre le français car tous ne parlaient que le patois. En ajoutant de fréquentes leçons de morale et de religion nous constaterons que ce programme était assez complet, en tout cas adapté aux nécessités et aux possibilités de la population à laquelle il s'adressait. Il convient aussi de mentionner qu'à la belle saison les enfants étaient emmenés à des promenades instructives.

Si les salles d'asile rendaient de grands services aux populations agricoles, elles convenaient encore plus aux populations industrielles ; aussi leur établissement devait-il être proposé de bonne heure dans une ville industrielle comme Mulhouse. C'est en septembre 1828 que la question fut posée pour la première fois.

A cette époque l'idée souleva de telles objections que le projet n'eut pas de suite. Ce n'est qu'en 1834, sous l'administration de M. André Koechlin, que fut créée à Mulhouse la première salle d'asile du Haut-Rhin. Étant donné les services qu'elle rendait, cette institution s'est propagée rapidement et en 1867 on en comptait déjà cent trente, dont quatorze étaient dues entièrement à l'initiative privée. La plus ancienne fut donnée à la ville par deux dames de Mulhouse, M^{mes} André et Nicolas Koechlin, une autre lui fut donnée par la Société des Cités Ouvrières. Les autres furent construites moyennant des dons et le produit de loteries de bienfaisance, le terrain étant généralement fourni par la ville¹.

En 1867, l'ensemble des enfants qui les fréquentaient dépassait seize mille, leur nombre ne fit qu'augmenter.

Les différents locaux affectés à leur usage étaient répartis dans plusieurs quartiers de la ville, principalement dans les quartiers industriels.

1. *Vingt ans à Mulhouse, 1855-1875.* Émile Boissière.

Le personnel de chaque établissement se composait d'une maîtresse, ainsi que de plusieurs sous-maîtresses et aides.

Les salles étaient ouvertes tous les jours de 8 heures à 11 heures du matin et l'après-midi de 1 heure à 4 heures en hiver et de 1 heure à 5 heures en été. Tous les enfants de deux ans et demi à six ans étaient admis : les parents devaient justifier qu'ils avaient été vaccinés et qu'ils n'étaient pas atteints de maladies contagieuses.

Le but de ces salles étant le soulagement et la moralisation de la classe ouvrière, les maîtresses donnaient aux enfants une éducation morale et pratique à l'aide d'occupations appropriées à leur âge et à leur condition.

Nous avons ainsi relevé le plan d'une journée :

Le matin, à l'arrivée : examen de propreté, puis appel nominal, l'enfant devait prononcer distinctement son nom et son adresse. Puis, tous ensemble, faisaient une courte promenade dans la salle en chantant. Détail assez pittoresque : on leur faisait alors faire ce qu'on appelait l'exercice du mouchoir, c'est-à-dire qu'on leur apprenait à s'en servir.

Ensuite venait une courte prière suivie d'une leçon qui devait inspirer aux enfants l'amour de Dieu, le respect et la reconnaissance envers leurs parents et l'amour du bien. Cette leçon avait pour but de développer leur cœur et leur intelligence. Les sujets en étaient des objets qui se trouvaient dans la salle, l'histoire sainte ou l'histoire naturelle. Toutes ces leçons étaient entremêlées de chant, d'exercice de mémoire et de calcul. Puis venait le départ précédé d'une prière, car les enfants ne prenaient jamais leurs repas à la salle d'asile.

L'après-midi débutait par un nouvel examen de propreté, une promenade en chantant suivie d'une leçon. Aux

garçons on faisait faire des exercices de traits sur des ardoises, et aux filles on enseignait le tricot. Ces exercices étaient coupés de récréation et de petits jeux dans la cour. Avant de partir les enfants récitaient toujours une prière.

Les salles d'asile étaient un établissement communal puisqu'elles dépendaient du budget municipal, mais la direction en était privée ; elle était assurée par un comité de dames patronnesses présidé par l'une des dames. On espérait que cette direction créerait un lien durable entre ces dames et les enfants des ouvriers, lien qui continuerait à vivre durant toute l'existence de l'ouvrier et pourrait contribuer à une meilleure entente et même à une compréhension plus profonde entre les deux classes patronale et ouvrière.

L'entretien des maîtresses et les frais occasionnés par le fonctionnement de ces salles étaient couverts, pour la majeure partie, par les finances communales. La plupart des enfants étaient admis gratuitement, pour les autres la rétribution pouvait être entière ou partielle, mais dans tous les cas elle était fort minime. Il importait surtout de sauvegarder le principe toujours à l'honneur à Mulhouse et psychologiquement si juste qui consiste à faire payer une rétribution si faible soit-elle dans le but d'apprendre à l'ouvrier ce qu'est une sage économie et une dépense bien entendue.

Section II. — Œuvres en faveur de l'adolescence.

PARTIE I. — Éducation et instruction.

Nous venons de passer en revue les différentes institutions qui s'occupaient de l'enfant jusqu'à ce que celui-ci ait atteint six ans. A cet âge il était admis à l'école primaire.

I. — LES ÉCOLES PRIMAIRES

Avant que l'instruction primaire ne fut rendue légalement obligatoire, un gros effort avait été fourni dans toute la France pour mettre cette instruction à portée de tous. Or, la Haute-Alsace était au premier rang des pays qui avaient fait les plus grands sacrifices pour l'instruction populaire. L'initiative privée avait exercé une puissante influence dans ce sens. Toutes les communes comptaient au moins une école, dans les campagnes et les villes très peu d'enfants étaient privés des bienfaits de l'enseignement élémentaire, à l'exception de ceux qui travaillaient dans les fabriques. Ces derniers, en effet, ne pouvaient dans la plupart des cas fréquenter l'école, soit parce que l'usine était isolée loin de toute agglomération et que se rendre de l'une à l'autre leur eut occasionné une trop grande perte de temps, soit parce que les heures de travail coïncidaient avec celles des classes ¹.

Dans ce cas, beaucoup d'industriels avaient fondé à leur frais dans leurs propres manufactures des écoles où ils envoyaient tour à tour leurs jeunes ouvriers sans rien prélever pour cela sur leur maigre salaire, car nous touchons ici à un problème que nous avons déjà signalé ².

Le salaire de l'enfant, bien que très faible était indispensable à sa famille, et s'il était important de l'envoyer à l'école, il ne fallait pas que ses gains en souffrissent une diminution. Ainsi que nous l'avons déjà exposé, la Société Industrielle avait pensé que le mieux dans ce cas serait de ne faire travailler les enfants de huit à douze ans que la

1. *Les institutions privées du Haut-Rhin*. Penot, 1867.

2. Voir *supra*, p. 19.

moitié de la journée ; dans ce but, elle adressait en 1847 une pétition à la Chambre des Pairs, et en janvier 1848 le projet était transformé en une loi qui fut arrêtée par la Révolution de Février dans son trajet du Luxembourg au Palais-Bourbon.

Parmi les usines ayant ainsi créé des écoles à l'usage des enfants qu'elles employaient nous avons relevé le nom de celle de MM. Gros, Roman et Marozeau située à Wesserling, une des plus anciennes de la région, puisque sa création date de 1750. La première école primaire libre et gratuite y fut fondée en 1810. La seconde qui était une école primaire supérieure le fut en 1830.

A Malmerspach une école primaire existait à l'intérieur de l'usine et pouvait contenir, en 1867, environ soixante-quatre enfants dont les heures de classes étaient prises sur celles de travail.

Chez MM. Bourcart fils et C^{ie}, à Guebwiller, dont l'usine comptait 400 ouvriers environ, l'école primaire gratuite pouvait recevoir 83 élèves.

Les Etablissements Dollfuss Mieg et C^{ie} entretenaient aussi dans l'usine une école primaire.

Enfin à Munster, M. Hartmann, ancien pair de France, fit construire à ses frais en 1859 des écoles primaires catholiques et protestantes pour 800 enfants ; ces écoles lui coûtèrent 250.000 francs. En 1860, en outre, le maire de Munster fonda une école primaire supérieure qu'il dota de nombreux appareils de physique, chimie, etc...

Dans ce chapitre nous ne pouvons passer sous silence « l'Ecole de filles des Sœurs de la Divine Providence de Ribauvillé » qui, fondée à Mulhouse en 1832, par une Sœur assistée de trois collaboratrices, devait en 1843 faire appel à six aides nouvelles, étant donné le nombre

toujours croissant de demandes d'admission qui affluaient.

En 1850, l'Ecole s'installa dans une maison plus grande et en 1864 elle ouvrit une succursale. Un journal alsacien de 1869 écrit d'elle : « douze cents jeunes filles en suivent les cours dont plusieurs centaines sont admises gratuitement. Plus de trente sœurs y donnent l'instruction. »

Après la tourmente de 1870 qui fit même fermer temporairement les portes de l'école, celles-ci furent ouvertes de nouveau et l'institution reconnue officiellement, reçut en 1891 le titre « d'Ecole Supérieure de Filles ».

« L'Ecole des Frères de la Doctrine Chrétienne » ouverte à Mulhouse en 1865 rendit à la population de grands services en instruisant gratuitement ou moyennant une faible rétribution de jeunes garçons qui, en général, devenaient des employés de commerce très appréciés ¹.

II. — LES ÉCOLES DU DIMANCHE

A côté des écoles fréquentées quelques heures par jour par les enfants travaillant dans les fabriques, nous trouvons, destinées à ces mêmes enfants, les écoles du dimanche.

Leur caractéristique était, ainsi que leur nom l'indique, de n'être tenues que le dimanche et quelquefois les jours de fête. Toutes ne s'adressaient pas non plus exclusivement aux enfants ; dans la plupart, les ouvriers illettrés étaient invités eux aussi à bénéficier de leur enseignement.

Etant donné leur but on les trouve surtout dans les villes, et Mulhouse les a vues s'organiser de bonne heure.

En 1828, la Société Industrielle accorde une médaille

1. Histoire documentaire de l'Industrie de Mulhouse au XIX^e siècle.

à une institution qui, fonctionnant depuis peu, était fréquentée par soixante-dix pauvres enfants auxquels les premiers éléments d'instruction et d'éducation étaient inculqués. Cependant nous sommes assez sceptiques sur la valeur de cette école, car le rapporteur du projet ajoute que les maîtresses étaient de « jeunes demoiselles de 10 à 13 ans... qui se sont réunies spontanément pour former une école du soir gratuite où elles reçoivent toutes les petites filles qui veulent y assister ¹ ». Toutefois l'école a continué à fonctionner et avec succès, nous apprend un rapport de 1867, en ajoutant que l'âge des maîtresses et des élèves avait changé !

Plus tard, en 1846, la Société de Saint-Vincent-de-Paul fonda à Mulhouse, avec le concours de plusieurs habitants de la ville, une école du dimanche pour adultes et jeunes garçons de huit à douze ans, sans distinction de culte ; d'autre part, elle patronna une école semblable pour les jeunes filles ; les frais étaient couverts par des dons particuliers, des souscriptions et le produit de loteries de charité.

La ville de Colmar possédait aussi des écoles de ce genre : la plus ancienne fut fondée en 1842 toujours par la Société de Saint-Vincent-de-Paul ; elle était destinée aux jeunes garçons catholiques. Peu après s'était ouvert une école similaire pour les jeunes filles.

En 1854, le Consistoire de la Confession d'Augsbourg créait des écoles du dimanche pour les adultes des deux sexes du culte protestant.

Les ressources de toutes ces écoles consistaient en souscriptions, et, de plus, pour les dernières en une subvention du consistoire.

1. *Bul.* n° 6, 1829.

A Guebwiller, une école du dimanche a été fondée en 1852, pour 25 élèves par la maison Bourcart fils et C^{ie}, dans le but d'enseigner la mécanique et le dessin.

III. — LES OUVROIRS

En poursuivant notre étude nous rencontrons maintenant les ouvroirs, œuvres destinées à enseigner aux jeunes filles pauvres la couture et autres ouvrages qu'il convient qu'une femme sache exécuter.

Depuis 1841 Colmar possédait un ouvroir des dames catholiques, et depuis 1853 un ouvroir-asile fondé par une inspectrice de salles d'asiles. Les ressources se composaient de cotisations.

A Mulhouse nous rencontrons deux sortes d'ouvroirs ¹ : les premiers ne s'adressaient pas directement à la classe ouvrière et nous ne parlerons d'eux que pour éviter toute confusion. Ils se composaient de dames et de jeunes filles se réunissant à date fixe, généralement une fois par semaine pour préparer des layettes et des vêtements destinés aux pauvres. Les ressources, servant à se procurer des matériaux pour confectionner ces ouvrages, se composaient de dons en nature, de cotisations volontaires et d'amendes encourues pour absences.

Les seconds s'adressaient directement aux jeunes filles ouvrières d'usine, aussi les trouvait-on quelquefois à l'intérieur de la fabrique elle-même. C'étaient de véritables écoles de couture dont les leçons étaient données par des jeunes filles de bonne volonté ayant les capacités voulues. Ainsi, les Etablissements Dollfuss Mieg et C^{ie}, avaient organisé le dimanche et un soir par semaine

1. *Vingt ans à Mulhouse, 1855-1875.* Émile Boissière.

un ouvroir pour les jeunes filles désirant apprendre à coudre. De même la fabrique de papiers peints de Rixheim avait ouvert en 1849 un ouvroir destiné à recevoir dix-huit à trente jeunes filles travaillant pour elles-mêmes.

Les Etablissements Schlumberger, de Guebwiller, possédaient une institution analogue.

Quant à l'origine de ces ouvroirs, si nous pouvons assurer qu'ils remontent à une date très ancienne, nous ne pouvons la fixer, car en les citant en 1828, dans un de ses ouvrages, le D^r Penot n'avait déjà pu la préciser ¹.

A côté de ces deux catégories d'ouvroirs, Mulhouse en possédait encore d'autres, tels que celui de la Cénobie des dames de Niederbronn et celui des Sœurs de la Divine Providence.

En dehors de Mulhouse, à Wesserling, chez MM. Gros, Roman, Marozeau et C^{ie}, un ouvroir avait aussi été fondé pour les jeunes filles employées à l'usine.

Nous devons remarquer que la plupart de ces ouvroirs ont été créés et dirigés par les femmes des manufacturiers. Ceci était logique puisque cette institution s'adressait uniquement à des jeunes filles, mais nous fournit en même temps une occasion de plus de signaler que non seulement le manufacturier, mais encore sa famille, en un mot la classe patronale tout entière, s'intéressait et s'occupait de la classe ouvrière.

Ainsi nous avons noté qu'à Bitschwiller, c'est M^{me} Edouard Stéhelin qui ouvrit dans sa propre maison, dès 1855, un ouvroir dans lequel elle réunissait tous les jeudis vingt-cinq à trente jeunes filles ; ces jeunes filles y étaient même nourries ce jour-là ². La fondatrice four-

1. *Discours sur quelques recherches de statistique comparée faites sur la ville de Mulhouse.* Penot, 1828.

2. *Les institutions privées du Haut-Rhin.* Penot, 1867.

nissait gratuitement à chaque élève les étoffes nécessaires à la confection d'un vêtement complet qu'elle devait coudre elle-même. Depuis sa fondation jusqu'en 1870, plus de trois cents jeunes filles étaient ainsi passées par cet ouvrage où elles avaient reçu une instruction manuelle.

De même à Thann, c'est une femme d'industriel, M^{me} Henriet, qui fonda un ouvrage ayant, en plus, pour mission de distribuer des vêtements aux pauvres et aux femmes nécessiteuses.

A Malmerspach, chez MM. Hartmann, Schmalzer et C^{ie}, une école de couture était dirigée par les dames de la maison et recevait, en plus des petites filles de la fabrique, celles de la commune. Les objets qui y étaient confectionnés étaient distribués aux familles dans le besoin. Ainsi, même dans les maisons qui avaient établi elles-mêmes les ouvrages ce sont les femmes des associés qui, bien que ne les ayant pas créés, les surveillaient.

IV. — LES ORPHELINATS

Avant de continuer notre étude sur les moyens d'instruction mis à la disposition des enfants d'ouvriers, nous allons voir ce que l'initiative privée avait fait pour secourir ceux que la mort de leurs parents laissait complètement abandonnés, sans secours.

Nous devons tout d'abord constater que ce n'est que relativement tard que fut créé dans le département du Haut-Rhin, par l'initiative privée, des asiles particuliers ¹.

A la Cénobie de Mulhouse, fondée en 1855 par la Société de Saint-Vincent-de-Paul, était annexé un orphelinat

1. *Les institutions privées du Haut-Rhin*. 1867, Penot.

pour les filles pouvant recevoir quatre-vingt-dix enfants environ ¹.

Toujours à Mulhouse, nous rencontrons un orphelinat communal fondé par M. Jacques Koechlin, à ses frais, lorsqu'il était maire de la ville.

A Colmar deux dames créèrent en 1861 et placèrent sous la direction des Sœurs de la Croix de Strasbourg, dont elles étaient également fondatrices, un orphelinat dont le but était d'élever des orphelines et des enfants abandonnées pour en former des servantes. On y compta rapidement une cinquantaine d'élèves.

Un asile spécial ouvert à Colmar en 1854 et subventionné par le Consistoire de la Confession d'Augsbourg avait également pour but de dresser de bonnes servantes. En 1870 on y comptait une vingtaine d'enfants sous la direction de deux diaconesses.

A Kientzheim, les dames du Sacré-Cœur entretenaient dans l'enceinte de leur pensionnat un orphelinat où les futures servantes se formaient en faisant une partie du service de la maison.

A Thann, M^{me} Henriet, dont le nom a déjà été prononcé au sujet des ouvriers, avait fondé un orphelinat, sur le modèle de celui de la Cénobie de Mulhouse, et qui comptait plus de trente orphelins.

A Guebwiller, un orphelinat, établi avec le concours de personnes charitables, comptait quatre-vingts enfants environ. De plus, les Etablissements Bourcart entretenaient depuis 1862 un refuge pour dix orphelins.

Enfin, à Kembs, la Société de Saint-Vincent-de-Paul de Mulhouse avait créé en mars 1863 un orphelinat agri-

1. *Vingt ans à Mulhouse.* Émile Boissière.

cole et professionnel, dont le but était de donner une éducation morale et religieuse ainsi qu'une bonne instruction primaire et une préparation professionnelle.

Des élèves non orphelins y étaient aussi admis moyennant une pension très raisonnable. Les revenus consistaient en pensions payées, en dons en nature ou en espèces, et en une somme de 1.000 francs accordée annuellement par le Conseil Général. Cet orphelinat était tenu par des Frères de Marie.

Dans l'arrondissement de Belfort un ancien député du Haut-Rhin, M. Keller, avait fondé dans sa propriété un orphelinat où il faisait élever à ses frais une vingtaine de jeunes garçons à qui on enseignait les travaux des champs en même temps qu'on les instruisait.

A Ribauvillé, les Sœurs de la Providence dirigeaient un orphelinat comptant près de 150 enfants, et dont l'entretien était à leur charge.

A Cernay, en 1847, un Alsacien, M. Risler, fonda un asile agricole qui n'était autre qu'une vaste ferme où les travaux étaient effectués par les élèves de l'établissement. Garçons et filles étaient admis, et y recevaient en outre les rudiments d'une solide instruction primaire et religieuse. Les ressources consistaient en une subvention annuelle de 500 francs accordée par le département, en cotisations particulières et en quelques pensions d'élèves payées par des protecteurs généreux ; la vente des produits non consommés de l'asile était aussi une source de rapports appréciables.

L'idée première de ces différents asiles agricoles appartient au pédagogue suisse Pestalozzi, qui naquit à Zurich en 1756 et mourut en 1827. Toute sa vie s'écoula à poursuivre ce rêve généreux mais irréalisé, peut-être irréalisable,

que le produit du travail des élèves suffirait à leur entretien. Il mourut à la peine après avoir sacrifié sa fortune à son idée ¹.

A côté de ces institutions nous en rencontrons une autre s'adressant à une catégorie particulière de malheureux : c'est l'asile pour les aveugles ; mais celui-ci recevant aussi bien des adultes que des enfants nous en reportons l'étude au chapitre suivant.

PARTIE II. — Formation professionnelle.

Depuis les progrès immenses réalisés si promptement dans l'industrie grâce aux découvertes faites par la science, les chefs des petits ateliers de même que les grands fabricants devinrent hors d'état de suivre cette marche rapide sans s'étayer des connaissances scientifiques d'où ressortissaient leurs arts. De même les ouvriers ne pouvaient plus rester étrangers aux premières notions de la géométrie, de la physique et de la chimie ².

L'Angleterre, dans ce domaine aussi avait montré le chemin. Lorsque Watt eut conçu le plan de sa pompe à feu il comprit que les ouvriers ne sauraient pas le mettre à exécution. Il chercha donc à en former de plus habiles, et dans ce but il établit une école où, tout en leur enseignant de meilleures méthodes de travail on leur expliquait aussi la théorie. Le résultat fut excellent.

Quelques temps après, le Dr Birbeck ouvrit à Glasgow un cours gratuit de sciences physiques appliquées aux arts qui eut un succès brillant. Le successeur du Dr Birbeck, le Dr Ure y joignit une bibliothèque qu'une com-

1. Enquête décennale de 1878.

2. *Bul.* n° 8, 1829.

pagnie d'éclairage consentit à éclairer bénévolement deux fois par semaine. Les ouvriers s'habituerent à y rester pendant tout le temps qu'elle était ouverte, et ils résolurent même de se cotiser pour acquérir, eux-mêmes, une bibliothèque et un local où ils établirent des cours pour toutes les branches de connaissances qui pouvaient leur être utiles. C'est l'origine des « mechanics institutions » qui ont puissamment contribué, à l'époque, à la supériorité des ouvriers anglais.

En France, le Baron Charles Dupin plaida chaleureusement en faveur de l'instruction des ouvriers, et un grand nombre de cours de géométrie, tels que ceux de l'École de Metz, s'ouvrirent.

A Mulhouse, la Société Industrielle partageait pleinement l'intérêt que l'on montrait un peu partout pour l'instruction de la classe ouvrière. Non seulement ses statuts l'obligeaient à agir dans ce sens, mais aussi l'intérêt bien compris des manufacturiers qui en faisaient partie. Les machines devenaient en effet d'un maniement de plus en plus complexe, il importait pour en obtenir un bon rendement de ne les confier qu'à des ouvriers suffisamment instruits de la mécanique. Il ne pouvait être question d'organiser à Mulhouse des institutions analogues aux « mechanics institutions » anglaises, car les ouvriers aisés n'étaient pas assez nombreux pour en soutenir les frais. D'un autre côté, un enseignement purement oral appliqué à la géométrie et à la mécanique, ainsi qu'il avait été envisagé, ne pouvait convenir à des ouvriers dont beaucoup ne possédaient que très imparfaitement les premiers éléments du calcul, et dont les deux tiers ne comprenaient pour ainsi dire pas le français.

La Société Industrielle finit par s'arrêter à un plan qui

se rapprochait de celui des écoles établies depuis déjà bien des années dans quelques villes allemandes, où les apprentis recevaient une instruction aussi rapide que modeste, et qui portait sur la lecture, l'écriture, le calcul, le dessin et la géométrie pratique.

Dans une ville où la production industrielle était composée en majeure partie de tissus dont, soit le dessin, soit l'impression devait être variés continuellement, la nécessité de former de bons dessinateurs et même plus simplement de bons ouvriers capables de décomposer, de mettre en carte et de disposer sur les machines les dessins qu'on leur remettait, devait être une des premières à se faire sentir.

On comprit d'ailleurs rapidement que si ce genre d'instruction rendait de grands services aux patrons en leur permettant de recruter aisément un personnel compétent, il procédait aussi de l'intérêt bien compris des ouvriers. Quelques années plus tard, le 8 mai 1836, le *Journal des Débats* publiait un article dans ce sens dont voici l'essentiel : « Par une singulière méprise nous avons jusqu'à présent pensé qu'instruction devait signifier études littéraires. Nous avons oublié que l'immense majorité de nos compatriotes était née pour le travail manuel et que les études littéraires au lieu de l'aider à améliorer son sort ne feraient que le lui rendre insupportable. On revient de cette erreur. La Société Industrielle de Mulhouse qui s'occupe avant tout de placer les enfants en apprentissage, et qui, sans négliger de leur apprendre à lire, s'inquiète davantage de leur enseigner le dessin linéaire, est sur la voie définitive du sens que doit avoir l'instruction appliquée aux classes laborieuses. »

Aussi est-ce par l'école de dessin, comme étant la plus

ancienne, que nous allons commencer notre étude des écoles destinées à l'enseignement professionnel de la classe ouvrière.

I. — L'ÉCOLE DE DESSIN

En 1829, la Société Industrielle ouvrit une souscription en vue de couvrir les frais de premier établissement d'une école de dessin industriel destinée à être fréquentée gratuitement par les apprentis et ouvriers de tout âge. Cette souscription fut en grande partie couverte par les membres de la Société Industrielle, et l'école ouverte aussitôt après, connut un grand succès dès le début.

Dès 1830, l'enseignement se complétait et comprenait trois branches distinctes : le dessin linéaire, le dessin d'ornements, la géométrie et la mécanique appliquées ¹.

Pour stimuler l'ardeur des élèves des prix étaient distribués ².

Une académie de dessin et de peinture lui fut rattachée en 1832, elle n'était pas entièrement gratuite, mais cependant, ceux qui le désiraient y trouvaient les moyens de s'instruire à peu de frais.

L'école rencontrant un grand succès et le local étant insuffisant pour recevoir tous les élèves qui demandaient à y entrer, dès 1853, le comité des beaux-arts de la Société Industrielle qui était chargé de la surveillance de l'école, loua un local plus vaste et organisa une seconde école dont les élèves payèrent une faible rétribution. Le cours gratuit était alors réservé à ceux qui pouvaient prouver qu'ils étaient hors d'état de verser la faible somme deman-

1. *Bulletin de la Société Industrielle*, n° 17, 1831.

2. *Bul.*, n° 21, 1832.

dée. Les cours devinrent complètement gratuits en 1868 grâce à une dotation particulière qui s'élevait à 5.000 francs par an.

Les écoles se tenaient, le soir, trois fois par semaine. De plus, la Société Industrielle entretenait par souscription quelques élèves à l'académie de peinture. Les Établissements Dollfus-Mieg et C^{ie} agissaient de même à l'égard d'un certain nombre de jeunes gens ¹.

En 1836, les deux écoles pour jeunes gens étant parfaitement organisées, on créa une nouvelle section pour les jeunes filles, car on estimait avec raison que si le dessin était à la base de nombre de carrières masculines, il n'était pas moins indispensable à l'exercice de nombreuses carrières féminines.

L'école prospérant de plus en plus, la Société Industrielle tenta de la faire reconnaître, en 1852, « établissement d'utilité publique » mais le Conseil d'État rejeta la demande. La Société Industrielle ne se découragea pas et fit construire à son intention un vaste bâtiment dont les subsides avaient été fournis, en partie par la Société Industrielle, en partie par des souscriptions particulières. L'école s'y transporta en 1853.

Quant à la surveillance de l'école elle fut d'abord confiée à une commission spéciale, puis en 1833 la comité des beaux-arts de la Société Industrielle la reprit et la partagea à partir de 1865 avec le comité de mécanique, car alors, l'enseignement du dessin linéaire commençait à y prendre un développement proportionné à celui que prenait à l'époque toute l'industrie métallurgique.

1. Exposition de 1867. Enquête du dixième groupe.

II. — L'ÉCOLE DE TISSAGE

Au lendemain du traité de commerce avec l'Angleterre et de l'inauguration d'une nouvelle législation douanière plus libérale, la prévision de la concurrence que l'industrie étrangère allait faire subir à la France incita à multiplier les ressources de l'instruction professionnelle, afin d'augmenter ou tout au moins d'égaliser les chances de succès de la France. Les ouvriers français et alsaciens étaient en effet des praticiens avertis et soigneux, mais il leur manquait cependant toute instruction préliminaire : tandis qu'en Angleterre un état-major de contremaîtres pourvus de connaissances théoriques permettait de tirer le meilleur parti du personnel ouvrier ¹.

D'un autre côté la situation géographique de Mulhouse, éloigné des grandes voies de communication, surtout des communications maritimes l'obligeait en raison du coût élevé des transports à ne produire qu'à un prix légèrement plus élevé que ses concurrents. Il fallait donc que ses produits s'imposent par leur qualité, et même par leur supériorité.

La Chambre de Commerce ainsi que la Municipalité se rendaient compte de la situation, mais leurs ressources étaient insuffisantes pour y remédier, aussi saisirent-ils de la question la Société Industrielle qui chercha à la résoudre ².

Elle décida de fonder, sans retard, une école qui fournirait à ses élèves l'instruction théorique et pratique appropriée aux besoins de la filature et du tissage. Rien

1. *Centenaire de la Société Industrielle de Mulhouse*, t. II, 1928.

2. *Histoire documentaire de l'industrie à Mulhouse au XIX^e siècle*.

de similaire n'existait encore dans tout l'est de la France.

M. Nicolas Kœchlin, président de la Société Industrielle, se mit à l'œuvre le 13 juillet 1861 et adressa à tous les industriels de la région un appel qui exposait, à côté du projet, les services qui découleraient de sa rapide réalisation. L'appel fut écouté, les souscriptions affluèrent et leur produit : 40.000 francs, servit à constituer, sous le patronage de la Société Industrielle, la « Société Civile de l'école de tissage mécanique de Mulhouse ». La Société, grâce à ces fonds, put faire face aux frais d'installation et assurer le fonctionnement de l'entreprise pendant trois ans.

Un local provisoire fut loué, et les ateliers de la Maison André Kœchlin et C^{ie} fournirent, à titre de prêt, les moteurs, les transmissions et le premier matériel de tissage.

L'école prospéra et devint rapidement un véritable atelier exploité industriellement et fonctionnant à côté des cours théoriques. Elle se composait de deux divisions, l'une théorique, l'autre pratique, avec passage alternatif et régulier des élèves de l'une à l'autre. A la fin du cours complet, qui durait généralement une année, l'école délivrait un certificat de capacité aux élèves ayant satisfait à des examens passés devant un jury d'industriels compétents.

Nous allons maintenant étudier l'école de filature et voir que ces deux écoles se réunirent bientôt en une seule et fonctionnèrent sous une direction unique.

III. — L'ÉCOLE DE FILATURE

L'école de filature fut fondée en 1864 dans des conditions analogues à celles qui présidèrent à la fondation de l'école

de tissage ; et fut placée, elle aussi, sous le patronage de la Société Industrielle.

Une souscription gratuite fournit les fonds suffisants pour lui permettre d'ouvrir immédiatement ; et dès le début elle forma d'excellents directeurs et contremaîtres qui trouvèrent ensuite très facilement à se placer.

On avait eu l'intention de créer une filature-école marchant sur le pied industriel, mais la difficulté de trouver un local convenable, et de l'aménager sans dépenses excessives, fit renoncer à ce projet, et l'école s'installa, à l'origine, dans le voisinage de l'école de tissage qui, elle, était dotée du matériel nécessaire à sa marche. Les élèves de l'école de filature pouvaient s'y rendre et acquérir de cette façon les connaissances pratiques indispensables.

Le programme des cours qui, de même que ceux de l'école de tissage duraient un an, était un programme de travaux pratiques comprenant : le travail manuel, le montage et le réglage des machines, l'étude des cotons, des déchets, la conduite des moteurs, en un mot tous les travaux qui se font dans une usine marchant industriellement.

Dès l'hiver 1865-1866 un cours public et gratuit fut ouvert.

Bientôt les deux écoles n'en firent plus qu'une sous l'administration unique de la « Société civile de l'École supérieure de filature et de tissage » dont le capital de 76.000 francs avait été souscrit par les principaux établissements industriels et les personnalités marquantes de la région.

Cette société fit construire un immeuble destiné spécialement à recevoir les deux écoles.

IV. — L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE

C'est aussi aux nécessités de l'heure que l'École supérieure de Commerce dut sa fondation. Le nouveau système économique de liberté nécessitait en effet de préparer des jeunes gens à la lutte qui s'annonçait. Ils devaient apprendre les langues vivantes et recevoir une éducation spéciale solide, il fallait les initier aux opérations de toutes sortes traitées dans le monde des affaires.

Or, aucune école susceptible de donner une éducation de ce genre n'existait encore dans les départements de l'Est. Frappés de cette lacune et des gros inconvénients qu'elle comportait, MM. Jules et Jacques Siegfried firent en 1865 un don de 100.000 francs à la Société Industrielle à charge pour elle de créer une école de commerce. Ce don était d'ailleurs accompagné d'un long mémoire faisant ressortir l'utilité et la nécessité d'une telle fondation.

Le Dr Penot fut chargé par la Société Industrielle d'étudier la question et de présenter un projet d'organisation de la nouvelle école.

L'institut supérieur de Commerce d'Anvers, qui était alors très réputé, servit de modèle pour élaborer les programmes, en tenant compte évidemment de la différence de besoins des deux villes. Les programmes adoptés se révélèrent si excellents que, depuis, ils servirent de modèles à la plupart des écoles de commerce qui bientôt après se créèrent un peu partout en France, notamment au Havre, à Lyon, Bordeaux, Marseille, etc...

L'école fut rapidement sur pied et ouvrit dès le 1^{er} octobre 1866 ; elle prospéra et forma de nombreux élèves.

Le programme comprenait deux années de cours, on

y enseignait l'anglais, l'allemand, l'italien ou l'espagnol, la calligraphie, la géographie et l'histoire commerciales, l'arithmétique et la comptabilité. Il y avait de plus un cours de marchandises.

En outre des cours réguliers, des cours publics et gratuits eurent lieu le soir à une heure où tous les bureaux étaient fermés.

V. — L'ÉCOLE PROFESSIONNELLE ISRAËLITE

Cette école, toute particulière à la ville de Mulhouse, fut créée en 1842 en raison des nécessités de la nombreuse population israélite qui résidait dans la région. La pensée qui présida à sa fondation est d'ailleurs exposée dans un rapport du Dr Penot en date de 1867 ¹.

« On connaît les habitudes mercantiles de la plupart des israélites de la basse classe. Faire commerce de tout, à tout prix, courir les villes et les campagnes dans l'espérance quelquefois du plus petit bénéfice, semble suffire à ces hommes d'une sobriété rare qui restent comme étrangers à la Société au milieu de laquelle ils vivent. Il a paru, à quelques-uns de leurs corréligionnaires du Haut-Rhin, qu'il y aurait avantage à arracher les enfants de ces pauvres brocanteurs à un trafic qui ne les laisse que trop souvent dans la misère en leur donnant une instruction convenable, en les initiant à la pratique de divers métiers dont l'exercice leur assurerait une existence plus confortable et moins précaire, en les associant davantage aux mœurs des populations. »

Comme pour les écoles précédentes, les fonds furent

1. *Bulletin de la Société Industrielle*. 1867.

fournis par une souscription sur la liste de laquelle figurèrent les noms d'hommes de tous les cultes.

Dès sa fondation l'école fonctionna avec un plein succès et rendit des services considérables.

Chaque élève apprenait un métier conforme à ses goûts et à ses aptitudes. Dans ce but il se rendait chaque jour dès le matin dans un atelier de la ville où il passait toute la journée, sauf une heure destinée au déjeuner qu'il revenait prendre à l'école à la table commune. Le soir il quittait l'atelier après douze heures de travail pour rentrer à l'école où il soupaît et passait sa soirée à recevoir des leçons de français, de calcul, d'histoire, de géographie, de géométrie et de dessin. Les journées du samedi et du dimanche, en dehors du temps consacré aux exercices religieux et à la promenade, étaient de même occupées par des leçons diverses.

L'école était dirigée par un instituteur sous la surveillance d'un comité qui la visitait régulièrement et scrupuleusement.

A la fin des trois années que duraient leurs études, les élèves trouvaient facilement à se placer par les soins de comités de patronage composés d'israélites bienveillants résidant dans les différents coins de la France. Il faut aussi ajouter que les qualités des élèves : docilité, habitude d'une bonne discipline, les faisaient rechercher par les patrons qui les appréciaient grandement.

Les revenus de l'école se composaient, outre les écolages très peu élevés, de souscriptions volontaires, de dons et legs, de subventions municipales et départementales et de celles des consistoires israélites des environs. Devant les services considérables rendus par l'école la ville de Mulhouse lui accorda une subvention dès 1844.

Telles sont les principales écoles existant en 1870 qui étaient susceptibles d'être fréquentées par les enfants des ouvriers. Nous voyons qu'elles constituaient un ensemble assez complet permettant de former de bons spécialistes dans toutes les professions qui gravitaient autour des industries de la laine, de la soie et du coton. D'autres écoles, telles que l'école de gravure, s'ouvrirent encore par la suite et leur ensemble permettait à l'Alsace du Sud d'être légitimement fière du point avancé auquel était parvenu son enseignement technique.

CHAPITRE II

LES ŒUVRES SOCIALES EN FAVEUR DES ADULTES

A côté des institutions que nous venons de décrire, qui étaient destinées aux enfants, et dont les bienfaits ne devaient se faire sentir que plus tard, lorsque ceux-ci seraient devenus des hommes et montreraient par la qualité de leur travail leur supériorité sur les générations précédentes, nous en rencontrons d'autres, beaucoup moins importantes certes, dont le but était de permettre aux ouvriers dont l'enfance n'avait pas eu les possibilités de s'instruire, d'acquérir un minimum de connaissances leur permettant d'améliorer leur sort.

Nous avons déjà vu que plusieurs des écoles destinées aux enfants étaient aussi fréquentées par des adultes. C'était le cas des écoles du dimanche. Cependant, nous en rencontrons qui leur était spécialement destinées et que l'on désignait sous leur nom propre de « Classes d'adultes ».

Nous allons étudier où et comment elles furent fondées. Puis dans une seconde section nous passerons en revue les institutions destinées non plus seulement à instruire l'ouvrier, mais celles dont le but était de les divertir tout en continuant à enrichir leurs connaissances.

*Section I. — Œuvres en faveur des illettrés.***I. — LES CLASSES D'ADULTES**

Ce n'est qu'en 1864, c'est-à-dire relativement tard que Mulhouse vit s'établir des cours populaires ou classes d'adultes ¹.

Cependant, dès 1836, nous voyons que la Société Industrielle reçut, d'un jeune architecte-ingénieur originaire de Lubeck, le plan d'un cours public et gratuit de géométrie et de mécanique appliquées aux arts qu'il se proposait de donner en langue allemande dans un local que la Société mettrait à sa disposition. La Société Industrielle avait accueilli favorablement cette demande et, dès 1838, les leçons qui avaient lieu le dimanche dans le local de l'école de dessin linéaire étaient suivies avec assiduité ².

Depuis 1832, des conférences publiques étaient faites par des professeurs du collège dans la salle de la Bourse, mais les sujets traités : littérature et histoire nous montrent qu'elles ne s'adressaient qu'à la classe aisée et éclairée de la Société. En 1853 un cours de physique et de chimie fut ouvert à la demande du Préfet du Haut-Rhin et du Maire de Mulhouse. Il était destiné aux ouvriers et artisans de tous états qui le suivirent avec tant d'empressement que la place vint à manquer et l'amphithéâtre dut être agrandi. Le professeur chargé de ce cours obtint de plusieurs de ses collègues qu'ils se joignent à lui pour agrandir et varier l'enseignement. Des leçons d'histoire, de littérature et d'histoire naturelle furent faites. Mais cet

1. *Histoire documentaire de l'Industrie de Mulhouse*, t. I.

2. *Bul.*, n° 44, 1838.

enseignement d'un ordre relativement élevé ne convenait pas à une population qui comptait encore tant d'adultes illettrés.

En 1864 enfin, se forma, avec le concours de la Société Industrielle, une Société d'Instruction populaire qui réunit par souscriptions une somme de 10.000 francs à laquelle vint s'ajouter une subvention municipale de 3.000 francs. Les cours furent ouverts la même année en octobre, ils comprenaient : la lecture, l'écriture, le français, l'anglais, le calcul élémentaire et appliqué, le dessin linéaire. Dès la première année les élèves affluèrent au nombre de plus de 1.000, ce chiffre ne fit qu'augmenter les années suivantes et incita à organiser des cours similaires dans plusieurs quartiers de la ville ; leur entretien se faisait au moyen de souscriptions annuelles.

Des cours analogues organisés par M. Engell-Dollfuss et la Maison Dollfus-Mieg et C^{ie} furent ouverts, entièrement à leurs frais, dans la commune de Dornach.

Partout on faisait payer une petite rétribution scolaire pour engager l'élève à suivre les cours plus régulièrement.

Un peu avant la fondation de la Société d'Instruction populaire, M. Jean-Jacques Bourcart fils avait ouvert à ses frais, à Guebwiller, des cours populaires entièrement gratuits qui étaient faits par des personnes de bonne volonté. Ces cours commençaient par la lecture pour s'élever peu à peu, c'est-à-dire qu'ils procédaient de la même idée que celle qui fit ouvrir les cours de Mulhouse auxquels d'ailleurs ils servirent de modèle.

Sur tout le territoire aux alentours de Mulhouse on vit s'ouvrir peu à peu des écoles semblables.

A Thann, des classes d'adultes soutenues par les

souscriptions volontaires réunirent rapidement plus de 150 élèves.

A Malmerspach, MM. Hartmann, Schmalzer et C^{ie} chargèrent l'instituteur de faire un cours qui fut immédiatement suivi par 25 de leurs ouvriers dont l'âge s'échelonnait entre dix-huit et vingt-cinq ans.

Munster avait aussi ses cours d'adultes qui étaient ouverts pendant quatre à cinq mois chaque hiver.

A Colmar une salle de lecture et des cours d'enseignement élémentaire, ayant lieu chaque soir pendant la saison d'hiver, s'ouvrirent à l'école normale primaire.

En résumé, sous l'impulsion du Ministre de l'Instruction publique et l'instigation des autorités départementales et académiques, beaucoup de communes voulurent suivre le courant et, pendant les dix dernières années qui précédèrent 1870, on estima à plus de 14.000 le nombre des élèves de tout âge et de toute condition qui vinrent s'asseoir sur les bancs des écoles primaires.

II. — ASILE POUR LES AVEUGLES

Nous touchons ici à une institution toute spéciale à laquelle nous avons déjà fait allusion au chapitre précédent car elle s'adressait tout autant aux enfants qu'aux adultes ¹.

Un Mulhousien, M. Alphonse Keechlin, frappé lui-même de cécité, fonda à Mulhouse en 1855 un asile destiné à recevoir ceux qui, n'ayant pas de fortune et souffrant de la même terrible infirmité, se trouvaient complètement désarmés devant les nécessités de l'existence, nécessités d'autant plus cuisantes et pénibles que l'in-

1. Voir *supra*, p. 43.

dividu n'a pas les ressources pécuniaires suffisantes pour rester dans l'inaction sans être une lourde charge pour les siens.

C'est pour remédier à cette situation que fut créé l'asile de Mulhouse, lequel fut d'ailleurs transféré à Illzach deux ans après.

Le but de l'œuvre était ¹ :

1° De recueillir et d'entretenir gratuitement dans la mesure du possible ou moyennant une modique pension des jeunes aveugles des deux sexes afin de leur donner avec une éducation religieuse, l'instruction primaire élémentaire, et la pratique des travaux manuels auxquels était susceptible de se prêter leur infirmité.

2° D'enseigner aux aveugles adultes une ou plusieurs branches d'industrie les mettant à même de subvenir à leurs besoins.

3° D'assurer autant que possible leur placement au dehors tout en continuant à les patroner.

Les aveugles étaient admis à l'asile de six à cinquante ans.

Quant aux ressources, elles provenaient d'une part des dons et des rétributions annuelles, d'autre part des rétributions payées par les pensionnaires ou leurs protecteurs. A ces ressources venaient encore s'ajouter le produit de la vente des objets confectionnés par les aveugles.

Cette première section ne nous a retenus que bien peu, car à l'opposé des autres institutions, l'importance des classes d'adultes proprement dites ne fit que décroître. Au fur et à mesure que montaient les jeunes générations qui avaient eu la possibilité de recevoir les premiers

1. *Les institutions privées du Haut-Rhin*. Penot.

éléments d'instruction durant leur enfance, le nombre des ouvriers adultes illettrés ne faisait que diminuer. La plupart ne demandaient plus alors que la possibilité d'étendre leurs connaissances, de manière à être en mesure d'accéder à un grade supérieur dans la hiérarchie ouvrière. Pour leur en procurer les moyens les écoles techniques telles que l'école de dessin, l'école de filature et les autres, créèrent à côté de leurs classes normales des cours du soir où étaient admis gratuitement, ou moyennant une très faible rétribution, les adultes déjà pourvus d'un métier mais désirant augmenter leur savoir.

Nous avons déjà fait allusion dans notre chapitre précédent à ces cours du soir et nous ne pouvons que répéter ici qu'ils eurent un grand succès et ne firent que se multiplier et prendre de jour en jour plus d'importance.

Section II. — Œuvres destinées à occuper les loisirs de l'ouvrier.

En même temps que l'on se préoccupait de diminuer les heures de travail de l'ouvrier, il était indispensable de s'inquiéter comment celui-ci occuperait les heures qu'il ne passerait plus désormais à la manufacture ; car si le mot loisir dérive du mot latin : licet (il est permis) n'oublions pas que licence a la même racine.

Tant que la durée de la journée de travail atteignait quinze heures, il est certain qu'il eût été légèrement ironique de parler de loisirs. D'un autre côté, à cette époque, les idées sociales que nous avons exposées dans notre introduction s'opposaient à ce que le patron s'immisce dans la vie privée de ses ouvriers.

Ce n'est donc que plus tard, lorsque les projets ten-

dant à diminuer le nombre d'heures de travail des ouvriers se multiplièrent, et surtout lorsque les patrons comprirent que, même en dehors de l'usine, leurs ouvriers étaient en droit d'attendre d'eux autre chose qu'un exemple et des conseils, que nous rencontrons les premières tentatives d'organisation rationnelle des loisirs. Cette expression moderne semble, certes, bien pompeuse, surtout si nous considérons la timidité des premières initiatives. Cependant n'oublions pas que presque tout était à faire dans ce domaine, qu'en France on manquait de précédents, et qu'il fallait donc procéder par expériences successives. Il faut aussi ajouter que, devant l'énorme tâche qui les attendait, les patrons mulhousiens durent opérer une sélection et qu'il était logique qu'ils consacrasent d'abord leur activité à porter remède aux pressants besoins matériels des ouvriers avant que de songer à leur apprendre à occuper des loisirs qui, nous le répétons, existaient si peu.

Ce n'est donc que dans les dernières années de la période étudiée que nous rencontrons les institutions telles que les cercles ouvriers. Par contre, nous allons voir que les premières bibliothèques, peu importantes il est vrai, remontaient à une date plus reculée ; elles s'étaient alors présentées comme le complément indispensable des cours du dimanche et des classes d'adultes.

I. — LES BIBLIOTHÈQUES POPULAIRES

Depuis de longues années des fabricants avaient compris, qu'après avoir appris à lire à leurs ouvriers ils devaient mettre à leur portée les moyens d'élargir le cercle de leurs connaissances. Dans ce but, des bibliothèques avaient

été installées à l'intérieur de certaines usines, et les volumes qu'elles contenaient étaient prêtés aux ouvriers qui pouvaient les lire à domicile ¹.

Parmi les usines possédant de ces bibliothèques, nous citerons celles de M. Hartmann Schmalzer et C^{ie} à Malmerspach qui mettaient gratuitement les volumes à la disposition des lecteurs.

La fabrique de papiers peints de Rixheim en créa une, en 1859, qui fut dotée à l'origine de 250 volumes.

A Dornach, les Etablissements Dollfus-Mieg réunirent la bibliothèque destinée à leurs ouvriers à la bibliothèque communale.

A Munster, chez M. Hartmann et Fils il existait deux bibliothèques populaires.

Enfin, à Beaucourt, chez MM. Japy frères et C^{ie} deux bibliothèques furent créées, l'une en 1842, l'autre en 1862, et comprenaient toutes deux 1.000 volumes environ ².

Quant à Guebwiller, nous y rencontrons aussi des bibliothèques qui furent fondées par M. Bourcart en 1858, c'est-à-dire en même temps que les cours populaires ³. Ces bibliothèques comprenaient 2.000 volumes et reçurent rapidement une moyenne de 7.000 lecteurs par an. L'ensemble de ces cours et bibliothèques populaires formaient une Société qui obtint la reconnaissance d'utilité publique. La dépense totale à laquelle s'était élevé l'ensemble de ces fondations fut de 60.000 francs ; elle fut entièrement couverte par M. Jean-Jacques Bourcart.

Mais nous voyons que si quelques-unes de ces biblio-

1. *Les institutions privées du Haut-Rhin*. Penot, 1867.

2. Exposition de 1867. Enquête du 10^e groupe.

3. *Opus. cit...*

thèques étaient ouvertes à toute la population laborieuse, la plupart étaient réservées aux seuls ouvriers de l'usine qui les avaient établies ; aussi, à Mulhouse, des comités de lecture s'étaient fondés dans le but de mettre à la disposition de ceux à qui l'accès de ces bibliothèques d'usine était refusé, des livres qui seraient lus sur place les après-midis du dimanche et des jours de fête. La salle était prêtée gratuitement par la Société Industrielle. Cette même Société Industrielle ouvrit une bibliothèque populaire en même temps qu'elle créait des cours publics et gratuits, c'est-à-dire en 1864. Le nombre des lecteurs la fréquentant devint rapidement considérable.

Depuis plusieurs années la Société de Saint-Vincent-de-Paul possédait aussi à Mulhouse une bibliothèque ouverte aux lecteurs de tous les cultes ¹.

Colmar en comptait aussi plusieurs dont la plus ancienne remontait à 1848. Parmi ces bibliothèques, une avait été fondée par un particulier : M. Auguste Kiess, vérificateur d'enregistrement, et une autre voyait ses frais couverts par le consistoire et diaconat.

Dans les communes rurales on trouvait des bibliothèques paroissiales dont les volumes se conservaient chez le curé ou chez le pasteur ; quelques-unes étaient même assez riches.

Enfin, le besoin de lecture se faisant de plus en plus sentir au fur et à mesure que l'instruction populaire se développait, pour y répondre, deux sociétés distinctes se formèrent dans le Haut-Rhin. La plus ancienne, qui s'appelait « Société des Bibliothèques communales du Haut-Rhin », eut pour promoteur M. Jean Macé le fon-

1. *Vingt ans à Mulhouse.* Émile Boissière.

dateur de la ligue de l'Enseignement. La Société se constitua sous la présidence de M. Jean Dollfus avec le concours du Préfet du Haut-Rhin qui était alors M. Paul Odent, de M. Engell Dollfus, et de plusieurs autres notabilités ; elle compta rapidement de nombreux souscripteurs et donna de 1864 à 1870 une puissante impulsion aux bibliothèques.

Le but de cette Société était de provoquer la création de bibliothèques publiques dans les communes n'en possédant pas encore ; la bibliothèque devant être la propriété de la commune. Elle offrait, à cet effet, une prime de 50 francs à tout village dont le Conseil Municipal votait les premiers fonds nécessaires à l'achat d'un certain nombre de livres. Son rôle consistait donc uniquement à stimuler, elle s'interdisait même tout achat direct et toute désignation officielle d'ouvrages. Toutefois, la Société consentait à centraliser les commandes de ces bibliothèques créées à son instigation, de manière à les faire bénéficier des réductions importantes que lui accordaient les libraires. En contre-partie de cet avantage elle s'était réservé un droit de surveillance sur les commandes qu'elle transmettait : la Société rayait des listes qu'on lui soumettait les ouvrages ayant un caractère de propagande spéciale dans n'importe quel intérêt. Elle n'empêchait d'ailleurs pas les bibliothèques d'en faire directement l'acquisition, elle leur refusait seulement son entremise.

La seconde Société avait son centre à Colmar et répondait au nom de : « Société alsacienne pour l'amélioration et la propagation des publications populaires françaises et allemandes ». Son but différait de la précédente en ce sens qu'elle s'était assigné un programme plus étendu. Elle se proposait :

1^o De fournir des renseignements aux personnes désirant acheter des livres, soit pour elles, soit pour fonder une bibliothèque dans des prisons, asiles, hôpitaux, etc.

2^o De provoquer la création dans tous les cantons ou communes de bibliothèques populaires en partie fixes, en partie mobiles.

3^o D'encourager la production de publications pour le peuple, et la traduction de celles qui existaient en langue allemande.

4^o D'encourager les études dans les écoles primaires en donnant, aux mieux tenues, des livres destinés aux distributions de prix.

II. — LES CERCLES OUVRIERS.

A côté de bibliothèques destinées à parfaire l'instruction de l'ouvrier, nous rencontrons, cette fois destinée uniquement à leur procurer un agréable délassement et même des distractions, l'institution des cercles ouvriers.

Leur apparition ne fut que très tardive, et ceci pour les mêmes raisons que nous avons exposées au sujet des bibliothèques. Ces raisons n'avaient d'ailleurs que plus de valeur quand il ne s'agissait que des loisirs proprement dits de l'ouvrier. Fonder des bibliothèques pouvait être considéré comme un moyen de lutte en faveur de l'instruction des illettrés, tandis que créer des salles de réunion, de billard, de musique ou de gymnastique aurait semblé au temps des pionniers du service social un luxe non seulement superflu mais bien inutile.

C'est encore l'Angleterre qui avait la première marché dans cette voie ¹. Lord Brougham, grand philanthrope,

1. Enquête décennale 1878.

avait eu la pensée heureuse que, pour remplacer le cabaret ou autres lieux de distraction plus ou moins malsains, il y aurait avantage à créer des établissements où les ouvriers jeunes et vieux pourraient en se rencontrant avec leurs camarades, trouver des distractions à la fois honnêtes, instructives et agréables. En 1825, il réalisa sa pensée en fondant, pour les ouvriers et artisans, un institut dont le but principal était d'augmenter les connaissances de chacun. Ces instituts se développèrent rapidement en Angleterre et, en 1858, fut fondé à Manchester un grand cercle d'ouvriers, dont le but était le bien-être intellectuel et moral en même temps que la distraction et la récréation des ouvriers. Une grande salle de conférences, de gymnastique et de réunion, une salle de lecture, une bibliothèque, une salle de jeux et quelques petites salles destinées à des cours particuliers composaient le local de cette institution où l'ouvrier pouvait tour à tour se distraire, s'amuser, s'instruire, se reposer agréablement du travail. Depuis cette époque les cercles d'ouvriers se multiplièrent en Angleterre sous le nom de « Workingsmen's club ».

En Allemagne, il y avait aussi, depuis longtemps, sous la dénomination « d'Arbeiterverein », des associations d'artisans et d'ouvriers qui étaient principalement des sociétés de secours mutuels et des sociétés coopératives de consommation. Elles avaient construit des salles en vue des fêtes, concerts et autres réunions nombreuses où étaient conviés les sociétaires et leur famille.

C'est à la suite de ces exemples que l'Alsace, la France et la Suisse fondèrent à leur tour des cercles d'ouvriers dont les résultats furent en général remarquables.

Mais, ce ne fut que peu de temps avant sa séparation

d'avec la France que Mulhouse et ses environs virent s'installer de vastes salles destinées à recevoir les ouvriers aux jours et aux heures où le travail leur laissait quelque répit. Nous allons même être obligés d'empiéter légèrement sur la période d'occupation allemande, car certaines de ces institutions, bien que fondées avant la guerre, ne virent leur ouverture effective qu'après la cessation des hostilités.

I. — LE CERCLE MULHOUSIEN OUVRIER

Ceci fut le cas du cercle mulhousien ouvrier, qui, créé en 1868 par la Société Industrielle, grâce à un don de 100.000 francs fait à cet effet par M. Jules Siegfried, vit son ouverture différée jusqu'en 1872¹. Son but était de fournir aux habitants de Mulhouse et principalement aux ouvriers, artisans et employés de la région, un centre de réunion pour se récréer et s'instruire dans leurs heures de loisirs. L'institution fut organisée, sous les directives de la Société Industrielle, par un comité de quinze membres qui en garda l'administration, tout en se faisant aider dans ce travail par une commission de vingt-quatre membres élus chaque année au scrutin secret par les membres du cercle eux-mêmes. Le local principal, situé rue Gay-Lussac, comprenait :

- Une salle de réunion ;
- Une salle de répétition ;
- Une salle de concerts et de conférences ;
- Une salle de billard ;
- Une salle d'escrime ;
- Une salle de gymnastique,

1. *Histoire documentaire de l'Industrie de Mulhouse*. t. II.

Et enfin une salle de lecture attenante à une bibliothèque.

Dans la cour et le jardin contigus aux bâtiments furent établis divers jeux. Enfin, on mit à la disposition du cercle moyennant un faible loyer, un vaste jardin d'été qui comprenait un grand parc attenant à la forêt du Tannenwald et qui possédait un restaurant, des appareils de gymnastique, et toutes sortes de jeux susceptibles d'être pratiqués en plein air.

L'institution connut un grand succès et la première année vit s'inscrire plus de mille membres. Ce nombre ne fit que croître durant les années suivantes. Chacun payait une cotisation annuelle de 5 francs, plus un supplément de 2 francs par famille et de 1 franc par célibataire pour le jardin d'été. La construction du bâtiment et l'achat du mobilier ayant absorbé le capital du donateur, le budget des dépenses et recettes devait s'équilibrer : on y parvint sans peine.

Certains membres se groupèrent, selon leur activité spéciale, en sections particulières, telles que : la société chorale d'hommes, celle des jeunes filles ; l'orchestre, la société de gymnastique, d'escrime ou bien encore la société dramatique.

II. — LE CERCLE DU DIMANCHE DE DORNACH

En 1868, M. Engell-Dollfuss fit construire à ses frais, à Dornach, une salle de réunion qui avait pour but la fédération des différentes sociétés de musique, de gymnastique, ou autres associations créées dans le but de propager l'instruction et la morale.

La salle fut inaugurée à la fin de l'année 1868, et dès

l'année suivante des groupes différents avaient été réunis tels que : sociétés de musique, de gymnastique, comité de bibliothèque, etc. Les ressources se composaient de subventions données par les amis du cercle, des cotisations annuelles et du produit de certaines fêtes.

La caractéristique de ce cercle était de permettre à chacune des sociétés fédérées de conserver sa complète autonomie et son budget particulier : le cercle n'était donc que le lien les unissant toutes. Chacune d'elles procédait à l'élection de délégués leur permettant de faire valoir leurs besoins particuliers au sein du comité de direction ; par réciprocité, le comité se mettait en rapport avec les sociétés membres du cercle par l'intermédiaire de leurs délégués.

Tels étaient les deux principaux cercles ouvriers fondés avant la guerre de 1870. D'autres, de moindre importance, existaient encore à Sainte-Marie-aux-Mines, à Thann, et à Niederbronn. Tous fonctionnaient sur des bases plus ou moins semblables à celles du cercle de Mulhouse et les sociétés musicales étaient un des principaux éléments de leur vie. Du reste, bien souvent, ces sociétés musicales étaient, non pas une création du cercle mais le noyau fondamental autour duquel venaient se grouper les différentes activités dont la réunion aboutissait à former un cercle populaire.

Nous terminerons en rappelant que le splendide cercle Franklin du Havre, dont la création est due, de même que celui de Mulhouse, à l'initiative de M. Jules Siegfried profita, lors de sa fondation, de l'expérience que lui avait permis d'acquérir l'étude des premières années de marche du cercle mulhousien.

CHAPITRE III

L'HYGIÈNE ET LA SANTÉ PUBLIQUE

Dans ce chapitre, nous nous proposons d'étudier les questions relatives à l'hygiène et à la santé de la famille ouvrière, celle-ci sortie de l'usine et réunie à son foyer. Nous laisserons donc de côté les problèmes très importants que posaient à cette époque où tout était nouveau dans l'industrie, les accidents dus au fonctionnement des moteurs, ainsi que tout ce qui a trait à l'entretien et à la salubrité des établissements industriels, ces questions ne devant pas être résolues par des œuvres sociales, mais par la législation industrielle.

Parmi ces questions ayant trait à l'hygiène publique, celle du logement des ouvriers est capitale. Nous avons déjà exposé la lamentable situation de Mulhouse à cet égard ; or, si les taudis sont encore aujourd'hui l'objet d'une lutte ardente comme étant à la base de la plupart des maux dont souffre la classe ouvrière, on comprit rapidement en Alsace que rien de durable ne pouvait être construit tant que l'ouvrier n'aurait pas la possibilité de se loger dignement, lui et les siens. Nous citerons à cet égard les paroles prononcées par le Dr Penot à la Société Industrielle lors des pourparlers qui devaient aboutir à la constitution de la « Société des Cités Ouvrières ».

« La commodité, la propreté d'un logement influent plus qu'on ne le supposerait d'abord sur la moralité et le

bien-être d'une famille. Celui qui ne trouve en rentrant chez lui qu'un misérable taudis ne saurait s'y plaire et le fuit pour aller au cabaret, il y contracte de funestes habitudes de dépenses qui aboutissent presque toujours à le conduire, lui et les siens, à la misère. Au contraire, si on offre à ces mêmes hommes des habitations propres et riantes, si on donne à chacun un petit jardin où il trouvera une occupation agréable et utile, où, dans l'attente de sa modeste récolte il saura apprécier à sa juste valeur cet instinct de la propriété que la Providence a mis en nous, n'aurons-nous pas résolu d'une manière satisfaisante un des problèmes les plus importants de l'économie sociale ? »

C'est d'ailleurs par l'œuvre accomplie dans ce domaine que l'activité sociale des Mulhousiens est la plus connue. En effet, nous allons voir qu'après avoir mûrement étudié la question, les fabricants alsaciens décidèrent d'élever à l'usage de leurs ouvriers les premières de ces vastes cités que, depuis lors, nous rencontrons partout où il existe une usine de quelque importance. C'est ainsi que M. Georges Picot, dans une conférence faite à Mulhouse en 1895 put, sans exagérer, attribuer la paternité de la « Cité Ouvrière » à la Société Industrielle de cette ville.

Dans la première section de ce chapitre, nous allons étudier sous quelle impulsion, après quelles observations fut fondée la Société des cités ouvrières, puis nous décrivons les résultats de son activité à quelque objet qu'elle se soit attaquée, que celui-ci fut simplement la construction d'immeubles, ou bien la fondation d'un restaurant, ou bien encore la création de bains et lavoirs publics.

Section I. — Logements d'ouvriers.

Nous ne reviendrons pas au début de cette section sur le tableau tragique que nous a tracé le Dr Villermé, et dont nous avons cité les passages les plus saisissants dans notre introduction. Dès que fut connu le rapport qu'il adressa à l'Académie des sciences morales, les esprits s'émurent et chacun sentit qu'il convenait de ne pas rester inactif ¹. Cependant, durant les premières années qui suivirent, nous n'assistons guère qu'à des discussions toutes platoniques, et si nous constatons qu'il s'est produit tout de même une grande amélioration sur ce chapitre, elle n'était due qu'aux résultats d'entreprises ayant un but lucratif. Les entrepreneurs, pressentant qu'il serait aisé de les louer à un taux intéressant, construisirent de nombreuses maisons d'ouvriers, si bien que le Dr Villermé visitant Mulhouse pour la seconde fois en 1847, ne reconnaissait plus le Mulhouse qu'il avait connu et critiqué en 1836.

On n'avait d'ailleurs à l'époque qu'une idée restreinte de ce que pouvait être un quartier construit spécialement pour les ouvriers. Certains allaient même jusqu'à préconiser la construction des maisons destinées aux ouvriers à côté de celles destinées aux patrons, dans les mêmes quartiers, et ceci dans un but psychologique : le patron voyant de plus près la misère et les besoins de l'ouvrier serait plus apte à les soulager, et les ouvriers vivant à côté de leur patron n'auraient pas l'impression d'appartenir à un monde différent, d'être parqués dans un quartier spécial ². Cette conception, empreinte de sentimentalisme, était

1. *Bulletin de la Société Industrielle*, 1839, et Réponses à l'enquête industrielle de 1848.

2. Rapport Weber 1839. *Bulletin de la Société Industrielle*.

évidemment irréalisable dès que l'on voulait l'adopter pour un plan de grande envergure ; le prix élevé auquel on aurait dû payer le terrain se trouvait être, entre autres, l'un des principaux obstacles.

Ce ne fut qu'en 1851 que la question fut reprise, et, cette fois, avec l'intention bien décidée d'aboutir à des résultats pratiques. A cette date, M. Jean Zuber déposa sur le bureau de la Société Industrielle une note traitant des habitations ouvrières ; il y joignit le plan d'une maison modèle élevée en Angleterre par le Prince Albert ainsi que l'ouvrage de M. Henri Roberts, intitulé « *The dwellings of the labouring classes* » que le prince Louis-Napoléon, alors Président de la République avait fait traduire. M. Jean Zuber demandait que le comité d'utilité publique fut saisi de cette question ¹.

Le Comité eut donc à examiner si le moment n'était pas venu de provoquer la création d'une Société dont le but serait de fonder un vaste quartier à l'usage des ouvriers. Puis une fois la Société fondée et les terrains achetés, le Comité devait aussi étudier quel système de maisons il conviendrait d'adopter.

Nous avons déjà expliqué que sur ce point les précédents n'existaient pas. On ne connaissait alors que de grands bâtiments vulgairement désignés sous le nom de casernes où s'entassaient parfois plus de vingt familles. Le terrain étant cher, le calcul des spéculateurs était logique, mais ces agglomérations pouvaient donner lieu à de graves désordres physiques et moraux, et une Société dont le but se proposait de rechercher l'amélioration du sort de l'ouvrier sans avoir en vue la réalisation de bénéfices matériels se devait de les condamner.

1. *Bulletin de la Société Industrielle*, 1851.

Il fallait donc s'enquérir de ce qui avait été tenté ailleurs et comparer les différents types de maisons proposées au triple point de vue des frais de construction, du rendement annuel, et surtout des avantages que les ouvriers étaient susceptibles d'en tirer. Il fallait aussi tenir compte, dans l'établissement de ces plans, des nécessités locales.

Le Comité s'adressa à toutes les personnes qui possédaient des maisons ouvrières dans le département et leur demanda de lui en adresser les plans, tout en lui indiquant le nombre de ménages réunis dans chaque bâtiment ainsi que les avantages et les inconvénients reconnus aux dispositions adoptées. Le Comité s'enquerrait en même temps du prix des terrains, des constructions, et du taux des loyers.

Il fallut évidemment un certain temps pour réunir la documentation demandée, aussi le Comité ne fut-il en mesure de faire connaître ses conclusions qu'au mois de septembre 1852. Il le fit au moyen d'un rapport que présenta le Dr Penot ¹.

Parmi les plans qui avaient été remis au Comité d'utilité publique, celui qui se rapprochait le plus des idées qu'admit le Comité était celui des habitations qu'avait fait élever M. Jean Zuber fils, conjointement avec M. Amédée Bieder, pour les ouvriers de leur fabrique de l'Île Napoléon. Ces habitations avaient pour base deux principes qui furent ensuite unanimement adoptés : les principes de l'habitation séparée et de la libre culture d'un petit jardin attenant à la maison. Elles étaient d'une distribution commode et d'un loyer peu élevé, grâce à la construction bon marché qui avait été employée. Tout en adap-

1. *Bulletin de la Société Industrielle*, 1853.

tant le plan aux nécessités de la ville, elles étaient les seules susceptibles de satisfaire aux exigences de l'hygiène et de la morale que ne perdirent jamais de vue les promoteurs du mouvement qui devait aboutir à la fondation des Cités ¹.

Une fois l'idée lancée, le rôle de la Société Industrielle se bornait à émettre le vœu de voir rapidement quelques industriels ou autres personnages notoires de la région se réunir pour élever quelques maisons modèles sur lesquelles on ferait les observations et les expériences indispensables à l'élaboration d'un plan définitif et de grande envergure.

C'est alors que M. Jean Dollfuss fit élever à Dornach, sous la direction d'un architecte, M. Emile Muller qui devait par la suite construire les Cités, quatre maisons destinées à servir de modèles. On y installa des familles ouvrières qui, après un séjour suffisamment prolongé furent consultées, d'après leurs observations on fut amené à adopter deux types de maisons qui servirent de base à l'érection des cités de Mulhouse d'abord, puis de celles de Guebwiller ensuite. Nous verrons que celles de Beaucourt dont nous nous occuperons après furent élevées sur un modèle différent.

Une question préjudicielle restait encore à trancher : les maisons seraient-elles louées ou bien vendues ? Dans ce dernier cas il faudrait trouver une combinaison qui mit leur acquisition à la portée des bourses des acquéreurs qu'on avait en vue.

Ces différents une fois résolus, une Société Civile fut constituée en juin 1853 qui prit le nom de *Société Mulhou-*

1. *Les cités ouvrières du Haut-Rhin*, 1865.

sienne des Cités Ouvrières. Son premier Président fut M. Jean Dollfuss.

Cette Société était fondée avec un capital de 300.000 francs qui se répartissait entre 12 actionnaires en 60 actions de 5.000 francs chacune. On ne tarda d'ailleurs pas à faire une augmentation du capital qui fut porté en 1865 à 355.000 francs ; il était alors divisé en 71 actions que se partageaient 21 actionnaires. A sa fondation l'Empereur Napoléon III lui accorda une subvention de 300.000 francs. Le caractère d'œuvre sociale de cette Société était sauvegardé par le fait que les souscripteurs ne pouvaient recevoir en guise de dividende qu'un intérêt n'excédant jamais 4 p. 100 ; si des bénéfices supérieurs étaient réalisés, ils étaient appliqués à des dépenses d'utilité publique.

Quant au but de la Société, il ressortissait de ses statuts qu'il était de construire à des tarifs avantageux, des maisons destinées à ne loger qu'un seul ménage, puis de les vendre au prix coûtant aux ouvriers en leur accordant de longs termes pour se libérer : quatorze et même seize ans. Ces maisons ne devaient être vendues que sous certaines conditions d'ordre, de propreté, et de respect de l'uniformité extérieure. Les acquéreurs devaient s'engager à ne pas les revendre avant dix ans à dater du jour du contrat, ni à sous-louer une partie de leur logement à une autre famille sans l'autorisation expresse du conseil d'administration, et ceci, afin que dans le but de se procurer de l'argent pour se libérer plus vite, l'ouvrier ne fasse pas renaître les anciens taudis que la Cité avait eu justement pour but de faire disparaître. En attendant de leur trouver un acquéreur, les maisons étaient louées.

Nous allons étudier successivement : quels furent les

terrains choisis et les plans adoptés pour l'édification de ces maisons ainsi que leur prix de revient ; puis, le point peut-être le plus important qu'il y eut à régler : quels étaient les moyens mis à la disposition des ouvriers pour leur permettre de se rendre propriétaires ? Enfin, nous ferons un court examen des avantages et des inconvénients que les contemporains de ces premières cités leur reconnurent peu d'années après leur construction ¹.

I. — TERRAINS CHOISIS ET MODÈLES DES MAISONS ÉDIFIÉES

Le choix du terrain fut dominé par deux considérations : la proximité des usines et le meilleur marché possible. C'est ainsi que la première Cité, connue plus tard sous le nom « d'ancienne Cité », fut construite à une des portes de la ville, non loin du plus grand nombre des fabriques de Mulhouse et de Dornach, entre la route de Colmar et celle de Belfort. Le terrain y fut acquis à raison de 1 franc le mètre carré. Quant à la seconde Cité on acquit pour son emplacement, au prix de 70 à 80 centimes le mètre carré, le terrain compris entre le canal de décharge et les premières fabriques de Dornach. Les deux Cités se trouvaient à cheval sur le canal de décharge et leurs extrémités en formaient comme les quais ; on communiquait de l'une à l'autre au moyen d'un pont. La ville en s'étendant ne tarda d'ailleurs pas à les englober presque complètement, tout au moins la première Cité, si bien que le terrain ne manqua pas d'augmenter considérablement de valeur.

1. Les descriptions qui vont suivre sont extraites des deux ouvrages du Dr Achille Penot : *Les Cités ouvrières du Haut-Rhin*, 1865, et *Les Cités ouvrières de Mulhouse et du département du Haut-Rhin*, 1867.

Nous verrons plus loin que la plus-value réalisée de ce fait par les immeubles fut une des causes de la revente de leur maison par certains ouvriers désirant se procurer de l'argent. Le seul fait de construire une Cité suffisait d'ailleurs à valoriser l'emplacement choisi, d'autant plus que des spéculateurs ne manquèrent pas de construire dans le voisinage un nombre important de logements d'ouvriers, puisqu'en dix ans il ne s'en éleva pas moins de trois cents.

Nous allons maintenant examiner quels modèles la Société Industrielle adopta pour la construction de ces maisons. Plusieurs plans furent successivement élaborés ; dans les uns les maisons comportaient un étage sur rez-de-chaussée, dans les autres elles ne comportaient qu'un rez-de-chaussée. Les premiers se partageaient en différents systèmes qui peuvent être ramenés à quatre.

D'abord les maisons se présentaient adossées deux à deux et construites en rangées ; chacune possédait un jardin sur le devant. A part celles qui terminaient les rangées, ces maisons ne recevaient l'air et la lumière que par leur façade, aussi renonça-t-on rapidement à ce genre de constructions.

Dans le second système, les maisons se trouvaient groupées quatre par quatre au milieu d'un jardin partagé en autant de parties égales, afin que chaque propriétaire en eut sa part ; les appartements se trouvaient donc avoir des ouvertures de deux côtés. Cette forme fut jugée excellente, aussi l'adopta-t-on, malheureusement on fut obligé de vendre ces maisons un peu plus chères car elles étaient plus grandes et possédaient une cave en sous-sol.

Pour ceux qui ne pouvaient pas se permettre de les acquérir on en construisit selon une troisième formule, plus simplifiée, puisque tout en étant toujours adossées

quatre par quatre elles ne comportaient plus qu'un rez-de-chaussée.

Un dernier système consistait à placer les maisons entre cour et jardin ; elles ressemblaient ainsi à celles du premier groupe, mais, par contre, elles avaient deux faces exposées au jour.

Tous ces logements avaient un jardin et étaient isolés ; la surface d'une maison était d'environ 40 mètres carrés et le jardin en avait 120.

Seules les maisons à rez-de-chaussée unique avaient une surface plus grande, la différence était prise sur le jardin à cultiver qui se trouvait diminué d'autant. Le jardin qui était toujours attenant à la maison rendait les plus grands services à la famille ouvrière ; service d'un ordre matériel : les légumes cultivés dans le jardin permettaient d'effectuer une sérieuse économie de nourriture ; services d'un ordre moral : l'ouvrier était porté à écourter ou même à supprimer les heures passées au cabaret afin d'avoir le temps nécessaire pour entretenir ce jardin. La culture des fleurs était même un luxe, en même temps qu'une distraction à portée de l'ouvrier, de sa femme et de ses enfants.

Le prix de revient variait avec la valeur des matériaux et le prix de la journée de travail des ouvriers, maçons, charpentiers et autres. Or, ce prix augmentait parallèlement à la hausse des denrées alimentaires si bien que la construction des cités devint de plus en plus onéreuse. Cependant leur extension ne se ralentit pas : en 1854, un an après la fondation de la Société des Cités, 100 maisons avaient été édifiées coûtant ensemble 256.000 francs et en 1870, il y en avait 892 ayant coûté 2.610.675 francs. Il y en avait 859 vendues et les paiements s'effectuaient nor-

malement puisque 2.152.770 francs étaient déjà versés ¹. Toutes ces maisons recevaient l'eau de la Doller et les puits malsains avaient été supprimés.

En même temps qu'elle construisait des maisons, la Société des Cités avait procédé à l'aménagement du quartier. Des rues spacieuses avaient été dessinées et séparaient les propriétés. La rue principale avait 11 mètres de largeur dont 3 étaient occupés par une double rangée de trottoirs. Les rues transversales n'avaient que 8 mètres. Toutes étaient installées de manière à être éclairées au gaz durant la nuit ; des fontaines publiques s'élevaient de distance en distance, et des rangées de tilleuls plantés en bordure des trottoirs contribuaient à assainir l'atmosphère.

Tous ces travaux avaient été exécutés au moyen de 300.000 francs de subventions accordés par l'Empereur à la constitution de la Société, le prix de revient des maisons n'en avait ainsi pas été grevé ; mais une fois la somme absorbée, comme il n'en fallait pas moins continuer l'exécution de ces travaux d'utilité générale, les maisons construites par la suite en supportèrent proportionnellement les frais.

Quant à la densité moyenne de la population à l'intérieur des Cités, une statistique faite par M. Engell Dollfuss nous révèle ce fait remarquable qu'elle était inférieure à celle des quartiers les plus beaux et les plus nouveaux de Paris ².

1. *Centenaire de la Société Industrielle*, t. I.

2. Engel-Dollfuss. *Mémoire sur l'épargne et la prévoyance publique*. Population de la nouvelle Cité : 250 habitants par hectare. Population du quartier de l'Étoile : 250 à 270 habitants par hectare.

I. — MOYENS D'ACQUÉRIR UNE MAISON ?
VERSEMENTS ET PREUVE DE CES VERSEMENTS
EMPLOI DE L'ARGENT AINSI TOUCHÉ

Nous allons maintenant expliquer la combinaison qui permettait à l'ouvrier de se rendre propriétaire tout en ne déboursant, à la fois, que de faibles sommes excédant de peu le prix d'un simple loyer.

Les ventes avaient lieu au moyen d'un premier versement de 250 à 300 francs, selon la valeur de l'immeuble. Cette somme était portée au crédit de l'acheteur et servait à payer les droits et les frais au moment où l'on passait définitivement le contrat, c'est-à-dire après quelques années de versements réguliers qui faisaient présumer bien assurée l'acquisition de la maison. Le restant du prix s'obtenait au moyen de versements obligatoires de 18 à 25 francs effectués de mois en mois jusqu'à libération complète. Dans le cas où un ouvrier se présentait pour devenir propriétaire avant d'avoir réuni par ses économies la somme de 250 à 300 francs, exigée comme versement initial, il pouvait tout de même être mis en possession d'une maison, à la condition seulement d'augmenter de quelques francs son versement mensuel, jusqu'à ce qu'il ait ainsi complété ce qui lui manquait à l'origine.

Le premier versement étant effectué, les paiements mensuels n'étaient pas plus élevés que ceux exigés en ville pour la simple location d'appartements moins grands et moins salubres. Ces versements n'étaient aussi que très légèrement supérieurs aux loyers demandés par l'Administration des Cités lorsque ces mêmes maisons n'étaient que louées. L'amortissement du capital était en effet calculé à un taux supérieur (7 à 8 % au lieu de 5 %) quand il ne s'agissait que d'une location.

Voici la manière dont s'établissait le compte particulier de chaque acheteur : on remettait à l'ouvrier un livret contenant la reproduction exacte du compte-courant le concernant. Chaque année ce compte courant était réglé suivant un intérêt réciproque de 5 % qui courait à l'avantage de l'acheteur à partir de la date même à laquelle il effectuait chaque versement ; ce même acheteur n'étant débité à la fin de chaque exercice que de la différence d'intérêts qui restait à sa charge.

Pour mieux faire comprendre le mécanisme employé nous reproduisons ici le tableau des deux premières années de versements de 25 francs par mois ou 300 francs par an effectués dans le but d'acquérir une maison de 3.000 francs ¹.

DÉBIT	INTÉRÊTS		INTÉRÊTS	CRÉDIT	VERSÉ
		<i>Première année.</i>			
3.000	»	Maison			
	150	Intérêts à 5 %			
		1 ^{er} versement initial	»	300	600
		12 mois à 25 francs	»	300	
		Intérêts	21,85		
		Balance desdits	128,15		
			150		
128,15	»	Balance des intérêts			
3.128,15		Solde	»	2.528,15	
				3.128,15	
		<i>Deuxième année.</i>			
2.528,15	»	Solde après 1 ^{re} année			
	126,40	Intérêts :			
		Versé	»	300	300
		Intérêts	6,85		
		Balance desdits	119,55		
			126,40		
119,55	»	Balance des intérêts			
2.647,70		Solde	»	2.347,70	
				2.647,70	
				etc.	

1. Tableau extrait de l'ouvrage : *Les Cités ouvrières du Haut-Rhin*.
D^r Penot.

Chaque année le compte s'établissait de la même manière, et ceci, jusqu'à libération complète de l'acheteur. Si les versements n'étaient pas interrompus, le calcul des intérêts étant dûment fait, la maison était entièrement soldée après treize ans et cinq mois. A cette époque le montant des sommes versées s'élevait à 4.326 francs. Or, si l'acheteur n'avait été que locataire il eut versé durant ce temps 2.898 francs (18 francs par mois). La propriété ne revenait donc qu'à 1.428 francs.

Dans cet exemple nous avons constamment supposé que l'acheteur effectuait régulièrement ses paiements. Or, n'oublions pas qu'une marge de quinze ans lui était accordée pour se libérer complètement ; dans le cas particulier que nous avons examiné il eût donc pu apporter sans inconvénients quelque retard à ses versements ; dans ce cas l'écart existant entre le prix de cette vente à tempérament et une simple location eût encore été réduit et le prix de la maison baissé d'autant.

Cette combinaison mettait une véritable caisse d'épargne à la disposition de l'ouvrier. Il venait y placer de mois en mois ses économies dont l'ensemble et le produit constituaient ses paiements annuels. Nous verrons au chapitre suivant que ce fut le seul moyen d'apprendre à l'ouvrier à épargner, car, tandis que les véritables caisses d'épargne avaient bien peu de succès, les versements effectués en vue de se rendre propriétaire prenaient de jour en jour plus d'importance.

A chaque versement l'acheteur recevait une quittance détachée d'un carnet à souches pour rendre impossible toute contestation ultérieure. Dans les cas où, par suite d'une mort ou de crise de l'industrie, l'ouvrier devait quitter Mulhouse ou ne pouvait continuer ses versements,

la résiliation du bail se fit toujours à l'amiable ; on considérait alors que l'acheteur n'avait été que simple locataire, et on lui rendait le surplus de ses versements mensuels sauf indemnité en cas de dégradations. Le premier versement de 250 ou 300 francs était rendu intégralement avec les intérêts.

Au fur et à mesure que les paiements étaient effectués, l'argent était réemployé à développer les Cités ; mais, étant donné les longs délais accordés pour ces paiements, il eût fallu interrompre les constructions si l'on n'avait pas eu recours à des emprunts gagés par des hypothèques sur les maisons elles-mêmes. La Société des Cités s'était d'abord adressée au Crédit Foncier, mais celui-ci exigeait un tel taux d'intérêt qu'il devint plus avantageux d'avoir recours à des capitalistes de Mulhouse et de Bâle dont les conditions étaient beaucoup plus faciles. Pendant les cinq premières années, l'intérêt seul était payé, puis pendant les quinze années suivantes le capital était remboursé par quizièmes égaux.

Telles sont les principales innovations de la Société des Cités de Mulhouse dans un domaine qui prit par la suite de plus en plus de développement.

Malgré le réseau cependant très serré des prescriptions émises en vue de sauvegarder le but de l'institution, améliorer le sort de la classe ouvrière, des abus se glissèrent. Ils furent dus, d'une part, à la plus-value prise rapidement par les immeubles, d'autre part, aux sous-locations interdites en théorie mais pourtant tolérées, car elles permettaient à l'ouvrier de se procurer des fonds pour faire plus facilement face à ses échéances.

Dans le premier cas, les statuts de la Société des Cités avaient bien prévu que les immeubles ne pourraient être

revendus avant dix ans, sauf autorisation expresse de l'administration qui, en fait, l'accordait facilement lorsque la revente était faite à un autre ouvrier. Ceci était prescrit afin d'éviter des achats faits par des ouvriers servant d'hommes de paille à des spéculateurs qui, ensuite, loueraient la maison à un taux bien supérieur ; mais les dix années écoulées beaucoup d'ouvriers préféraient revendre leur maison pour réaliser la plus-value qu'elle avait acquise et retournaient [se loger en ville beaucoup moins confortablement.

Dans le second cas, l'abus était dû aux nombreuses sous-locations, prohibées en théorie par l'administration, mais que celle-ci se résignait à tolérer, et même à autoriser, lorsqu'il était avéré que seules elles permettraient à l'ouvrier de se libérer financièrement. Mais alors, la promesse entre ouvriers que l'on avait voulu faire disparaître, réapparaissait, et la vie indépendante et isolée que l'on avait voulu créer pour chaque famille ouvrière était compromise.

Malgré ces critiques on dut reconnaître que la fondation des Cités eut des résultats excellents pour la classe des ouvriers en général, tant pour ceux qui habitaient la Cité proprement dite, que pour ceux qui continuaient à se loger en dehors ; en effet, les spéculateurs pour ne pas voir leurs immeubles trop dépréciés par la comparaison durent s'inspirer des plans de ceux élevés par les soins de la Société des Cités.

Aux ouvriers habitant les campagnes, elle permit d'économiser et leur temps et leur fatigue ; beaucoup qui, autrefois, habitaient les villages environnants purent, grâce à la baisse des loyers, s'installer plus près de l'usine qui les employait. On constata même que près de la moitié des habitants de la Cité se composait ainsi d'anciens villageois qui, jusqu'alors, étaient obligés de retourner à la campagne chaque soir.

III. — DÉPENDANCES DE LA CITÉ

Comme toute agglomération vivant de son existence propre et indépendante, les Cités ouvrières virent s'ouvrir des établissements d'utilité générale tels que : restaurant, boulangerie, bains et lavoirs...

Avant d'étudier chacun d'eux en particulier, nous allons d'abord parler de ce qui fut créé pour les célibataires.

Un grand établissement fut construit dans le but d'en louer les chambres meublées à des célibataires hommes, qui se trouvèrent être généralement de jeunes ouvriers sans parents à Mulhouse. Les logements étaient plus propres et plus sains qu'en ville, de plus les locataires avaient l'avantage d'y trouver une salle commune, chauffée et éclairée en hiver, où ils pouvaient passer leurs moments de loisirs. En contre-partie, ils étaient soumis à certaines prescriptions telles qu'être rentrés avant 10 heures et de ne pas introduire de femmes.

Pour les jeunes filles, un industriel, M. Émile Koechlin, loua à l'intérieur des Cités deux maisons dans lesquelles on leur donnait la faculté de vivre au milieu d'une famille honnête, chargée de veiller sur elles et de pourvoir à leurs besoins. Moyennant 10 francs par quinzaine, elles y étaient logées, nourries, blanchies et pouvaient passer le temps pendant lequel elles étaient inoccupées dans la salle commune. Cependant, nous devons signaler que, dans les commencements, on eut de la peine à réunir des pensionnaires, car peu d'ouvrières consentaient à se soumettre à la discipline nécessaire ¹.

Il est vrai que, pour les jeunes filles, existait aussi

1. *Les institutions privées du Haut-Rhin.* Penot.

l'œuvre de la Cénobie qui, fondée en 1857 par les sœurs de Niederbronn, recevait en pension de jeunes ouvrières de seize ans et au-dessus qui y étaient soumises à la règle de la maison. Leur nombre varia de soixante à soixante-dix et atteint même un moment celui de quatre-vingts. Elles ne payaient que 12 à 20 francs par mois selon leur âge et leur salaire.

De plus, chaque année, l'Administration renonçait à un loyer de 300 francs sur deux maisons qui étaient concédées en jouissance à une diaconesse pour son logement et à un médecin pour ses consultations aux malades.

I. — RESTAURANT ET BOULANGERIE À BON MARCHÉ

Le restaurant établi au milieu de la Cité était étranger à l'administration et appartenait en propre à son président, M. Jean Dollfuss. Les repas qu'on y servait étaient, à qualité égale, beaucoup moins chers qu'ailleurs grâce à la précaution qui était prise de s'approvisionner au moment où les denrées susceptibles d'être conservées un certain temps atteignaient leur cours le plus bas. Cependant il n'était pas encore à la portée des bourses de la majorité des ouvriers. Quant aux ouvriers mariés, il était préférable de ne pas les voir fréquenter le restaurant, leur place tout indiquée étant à leur foyer. Il arrivait pourtant que quelques-uns envoyaient de temps en temps y chercher un ou deux mets tout cuisinés, dans le but d'améliorer le menu familial habituel.

Dans le même bâtiment fut établi une boulangerie où le pain était vendu à un prix inférieur à celui de la boulangerie vendant le meilleur marché en ville. Il y avait une différence de quelques centimes au kilogramme. La seule

condition qui était exigée était le paiement au comptant, sans doute fut-elle jugée trop dure car elle n'eut pas autant de clients que l'eussent désiré ses fondateurs....

Enfin, toujours dans le but de contribuer à rendre la vie meilleure marché pour l'ouvrier, l'administration des Cités organisa la vente au prix coûtant de divers objets de première nécessité, tels que pommes de terre, houille, coke, poêles et cuisinières en fonte, manteaux pour le froid et la pluie, etc...

II. — BAINS ET LAVOIRS

Nous n'étudierons pas seulement ici les établissements de bains et lavoirs situés à l'intérieur de la Cité, mais aussi ceux qui furent établis en ville.

Les plus anciens de Mulhouse furent ceux que la Maison Dollfuss-Mieg fit élever à Dornach ; cet établissement comprenait un grand lavoir couvert où étaient admises gratuitement les femmes des ouvriers de la fabrique ¹. Antérieurs au décret du 3 février 1851 concernant la création de bains et lavoirs publics en France, ils furent dus à l'initiative de M. Jean Dollfuss, qui aida aussi puissamment à la création du second établissement de ce genre à Mulhouse, établissement qui fut élevé rue de Didenheim au milieu d'un quartier peuplé de nombreux ouvriers. En effet, voulant profiter de la libéralité du décret de 1851 par lequel l'État s'engageait à payer un tiers de la dépense que feraient les villes qui établiraient des bains et lavoirs publics, l'administration municipale fut aidée par M. Jean Dollfuss qui couvrit de ses deniers un second tiers des frais que nécessita l'érection de l'établissement de la rue de

1. Enquête décennale 1878.

Didenheim. Celui-ci obtint un grand succès, aussi le Comité d'administration des Cités tint-elle, dès 1855, à employer une partie de la subvention qu'elle avait reçue de l'État à créer des bains et lavoirs au centre même des habitations qu'elle faisait construire. Dès qu'ils furent ouverts les ouvriers des deux sexes y affluèrent si nombreux que des bénéfices furent rapidement réalisés, ceci permit d'abaisser le prix du bain, car il suffisait à l'administration de couvrir ses frais.

Ces trois établissements qui pouvaient déjà donner accès à plus de deux cents laveuses ne parurent pas encore suffisants à M. Jean Dollfuss, qui voulut en élever un quatrième à la seconde Cité. Dès 1854, avec les bénéfices réalisés qui s'élevaient à 5.000 francs environ, il fit creuser à l'extrémité de la nouvelle Cité, sur un terrain fourni par la Ville, un lavoir qui pouvait recevoir une soixantaine de lavandières et une vaste piscine de 112 mètres carrés où adultes et enfants pouvaient s'exercer au nombre de cinquante environ ; l'un et l'autre furent alimentés en eau chaude par un grand établissement industriel voisin. Le bain y était très bon marché et le lavage gratuit.

Un grand nombre de fabriques avaient d'ailleurs fait disposer l'écoulement de leurs eaux chaudes à l'extérieur, de manière à ce qu'elles puissent être utilisées par toutes personnes voulant les employer au lavage.

Ces différents établissements se distinguaient entre eux par certaines dispositions. Dans les uns, l'installation permettait aux lavandières de se tenir debout, dans les autres, elles devaient au contraire se tenir agenouillées. Dans ceux qui étaient aménagés en piscine, le lavage se faisait en commun dans la même eau pour tout le monde, tandis qu'au lavoir de l'ancienne Cité, chaque laveuse avait devant

elle une cuve qu'elle pouvait remplir à un robinet d'eau chaude situé au-dessus. Certains étaient dotés d'accessoires qui se révélèrent à l'usage bien peu utiles, tels que : séchoirs à air chaud et salles de repassage. Au contraire, ceux qui possédaient un séchoir à air libre (sorte de grande armoire dans laquelle on faisait passer un courant d'air) voyaient celui-ci rendre de grands services.

Pour les bains, outre les piscines de la nouvelle Cité et de l'Établissement Dollfus-Mieg à Dornach, ces dernières réservées aux ouvriers de la maison et pouvant contenir une trentaine de personnes, il y avait rue de Didenheim et à l'ancienne Cité, dix-huit baignoires dans des cabinets particuliers et deux piscines également en chambre pouvant recevoir quatre personnes à la fois. L'eau chaude et l'eau froide étaient à la disposition des baigneurs de même que tous les accessoires qui se trouvent dans les établissements ordinaires.

Ces établissements rendirent-ils de grands services à la classe ouvrière ? Incontestablement leur création était due à une pensée généreuse et marqua une étape importante dans le confort mis à la disposition des ouvriers ; malheureusement on dut rapidement constater qu'ils étaient insuffisamment fréquentés car, à l'époque, les lois de l'hygiène étaient encore mal connues.

D'un autre côté, la redevance exigée pour la fréquentation du lavoir bien que très faible (0,05 pour deux heures), semblait encore trop élevée à beaucoup de femmes qui préféraient parcourir un assez long chemin pour aller laver leur linge au canal de décharge plutôt que de se rendre au lavoir public à côté duquel elles habitaient. Par contre, le lavoir de la nouvelle Cité où la redevance était presque nulle était fréquenté toute l'année d'une façon suivie.

IV. — AUTRES CITÉS
DU DÉPARTEMENT DU HAUT-RHIN

I. *Cités de Guebwiller.*

Entre Mulhouse et Guebwiller, il y eut toujours rivalité de fondations généreuses et si, pour certaines institutions telles que les cours populaires, Mulhouse alla chercher son inspiration à Guebwiller, ce fut Guebwiller qui copia Mulhouse dans la création de ses Cités.

Aussitôt que furent connus les résultats des premières constructions élevées à Mulhouse, MM. Bourcart commencèrent à bâtir un certain nombre de maisons conformes au premier type que nous avons décrit tout à l'heure, c'est-à-dire des habitations contiguës et adossées par rangées. Construites en 1854 elles datent donc de l'époque où l'on ne faisait que tâtonner. Quelques années plus tard, en 1860, fut créée une Société au capital de 342.000 francs partagé en 342 actions de 1.000 francs. Mais elle n'obtint aucune subvention de l'État, car les fonds destinés à cet effet étaient épuisés.

Cette Société sut apporter à ses maisons diverses améliorations inspirées par l'expérience de celles de Mulhouse.

Le type qui parut le plus satisfaisant et qui fut adopté en 1864 fut celui à façade prolongée. Ces habitations étaient établies par groupes de quatre, six, huit ou même plus et se trouvaient appuyées dos à dos. Leur profondeur n'était que de quatre mètres, par contre leur longueur qui était de plus de sept mètres à l'intérieur permettait à toutes les pièces d'être situées en façade.

Au moment où on le mettait en possession d'une maison, l'acquéreur devait payer au comptant le dixième de son

prix, puis les frais d'acte et d'enregistrement. Il devait ensuite effectuer, chaque mois, un versement de 20 à 30 francs, suivant la valeur de son immeuble qui se trouvait ainsi soldé au bout de quinze ans environ. Il s'engageait en outre à entretenir la maison en bon état et à ne pas donner au jardin une destination autre, tout ceci dans un but d'utilité publique et de conservation. L'acquéreur était encore soumis à certaines obligations contenues dans un règlement de police afin de maintenir l'ordre, la salubrité et la physionomie actuelle du nouveau quartier. Toutes ces prescriptions étaient sensiblement les mêmes que celles édictées par la Société des Cités de Mulhouse.

La première Cité qui se nommait « Cité Bourcart » du nom de son créateur et propriétaire, vit s'établir une pension analogue à celle de Mulhouse où l'on recevait de jeunes ouvriers. Pour les jeunes filles, on accordait gratuitement l'usage d'une maison garnie de tout le mobilier nécessaire à une famille choisie avec soins, à condition qu'elle accepte de loger, nourrir et blanchir moyennant une faible redevance (0 fr. 50 par jour) toutes les jeunes filles de la fabrique qui voudraient y prendre pension. Celles-ci s'engageaient naturellement à respecter certaines prescriptions telles que de ne pas sortir le soir, de fréquenter les exercices de leur culte, et de se prêter aux soins du ménage.

II. *Cité de Colmar.*

Devant les succès obtenus par les Cités de Mulhouse et de Guebwiller, Colmar voulut aussi posséder sa Cité ouvrière. Dans cette ville elle fut due à l'initiative d'un fabricant, qui, en juin 1866, constitua une Société répondant au nom de « Société Immobilière de Colmar ». Son capital d'un mil-

lion était divisé en 1.000 actions de 1.000 francs chacune, se partageant entre quatre-vingt neuf actionnaires. Le promoteur de l'œuvre, M. Antoine Herzog, souscrivit près de 700 de ces actions et s'engagea à ne toucher personnellement aucun intérêt tant que les revenus de la Société ne permettraient pas de distribuer 5 p. 100 de leurs capitaux aux autres actionnaires. Grâce à cette impulsion le concours des petits capitalistes fut acquis à l'œuvre qui prit, de ce fait, un caractère plus populaire.

Dès la première année, cinquante maisons furent édifiées et le terrain acquis par la Société était suffisant pour en construire un millier. L'emplacement choisi se trouvait entre la ville et le Logelbach à un endroit où étaient situées plusieurs fabriques et tissages.

Pas plus qu'à Guebwiller, le gouvernement ne put accorder de subvention, or, le prix du terrain étant assez élevé, on dut réduire la grandeur des jardins afin de ne pas trop grever le prix de revient. Cependant chaque maison était toujours accompagnée d'une cour et d'un jardin, quelques réduits qu'ils fussent.

Les maisons furent construites selon des plans très variés : pour les unes, on adopta les plans de Mulhouse, pour d'autres ceux de Guebwiller, et dans la plupart des cas on établit des plans entièrement nouveaux. Ceci produisit une grande diversité dans l'apparence. Pour permettre une sous-location tout en évitant une promiscuité fâcheuse entre les divers habitants d'une même maison, beaucoup d'entre elles étaient dotées de deux entrées distinctes.

Enfin, le prix des logements variait entre 5 et 25 francs par mois, car on voulait s'adresser à un public très varié. Là aussi des facilités de paiement étaient accordées dans le but de transformer peu à peu les locataires en propriétaires.

III. *Cités de Beaucourt.*

A l'extrémité du département se trouvait l'importante manufacture d'horlogerie et de quincaillerie de MM. Japy frères et C^{ie}, qui y occupaient plusieurs milliers d'ouvriers. Là comme partout où se créait un établissement industriel de quelque importance, il y eut rapidement difficulté de trouver des maisons présentant les qualités d'hygiène que l'on commençait à exiger des logements destinés aux ouvriers.

En outre, il y avait quasi impossibilité pour ceux-ci de se rendre propriétaires car ils eussent dû payer comptant.

Ces considérations amenèrent MM. Japy à faire élever des Cités ouvrières au moyen d'une Société immobilière au capital de 100.000 francs divisé en 1.000 actions de 100 francs. La modicité des coupures permit d'en acquérir à de simples contre-mâîtres et ouvriers, ainsi qu'à des employés et marchands de la localité.

Cette Société avait une durée limitée de onze ans. Elle se proposait de construire des logements indépendants en ménageant à chacun un petit jardin y attenant. La Société s'interdisait de faire aucun bénéfice, donc il n'y aurait pas de dividendes à distribuer aux actionnaires, ceux-ci avaient seulement droit à un intérêt de 5 p. 100 qui leur était garanti par MM. Japy. Ceux-ci s'étaient même engagés à racheter pour leur compte, et au prix de revient, les maisons qui ne seraient pas entièrement soldées à l'expiration de la Société.

On ne les bâtissait que sur la demande d'un acheteur auquel on ouvrait alors un crédit de 2.000 francs, représentant le prix de revient. Si le propriétaire effectuait quelques changements au plan, il acquittait directement le surplus à l'entrepreneur.

L'acquéreur n'avait pas de termes fixés à l'avance pour payer son habitation. Il choisissait les époques et la quotité des paiements pourvu que tout soit soldé au bout de onze ans.

Ici aucune condition de propreté ou de conservation n'était imposée à l'acquéreur, et l'ouvrier pouvait apporter tout changement lui paraissant souhaitable.

Les constructions étaient très économiques car elles ne comportaient pas d'étage, mais il y avait possibilité d'ouvrir deux chambres dans le grenier.

Les maisons, en principe, étaient bâties deux par deux ou quatre par quatre, mais moyennant une légère différence on pouvait les isoler entièrement. Malgré le supplément de prix que cela comportait, les ouvriers dans la majorité des cas préférèrent cette dernière formule.

Telles sont, pour la période qui précéda la guerre de 1870, les principales Cités ouvrières qui furent élevées dans le Haut-Rhin. Elles n'eurent pas toutes le même succès. En effet, si à Mulhouse on n'eut jamais aucune difficulté à trouver des locataires et même des acheteurs, à Guebwiller et à Colmar on eut assez rapidement l'impression qu'il ne convenait pas de donner plus d'extension aux constructions si on ne voulait pas courir le risque de voir inhabitées une grande partie des maisons de la Cité.

A quoi tenait cette différence ? Aux besoins qui n'étaient pas les mêmes partout. Tandis qu'à Mulhouse les Cités étaient situées au centre de nombreuses usines qui ne firent que se développer, attirant une main-d'œuvre de plus en plus nombreuse, à Colmar et à Guebwiller les établissements industriels ne se développèrent pas dans les mêmes proportions, la population industrielle ne s'y accrut donc

pas. Particulièrement à Colmar on pourrait presque parler d'échec, en effet il fut pour ainsi dire impossible de trouver des acheteurs. Malgré les grands efforts du promoteur de l'œuvre le but poursuivi ne fut pas atteint : l'ouvrier ne s'y intéressa pas et ne lui confia pas ses épargnes. Il faut ajouter que cette anomalie dans un pays où l'ouvrier s'était montré généralement si désireux de posséder sa demeure s'explique par différents motifs, tels que le prix élevé des maisons dû à la cherté du terrain, et la répugnance de certaines familles adonnées à l'agriculture en même temps qu'à l'industrie à venir se fixer dans un quartier qu'elles voulaient envisager comme exclusivement ouvrier.

A Mulhouse, non seulement les ouvriers, mais encore des individus exerçant des métiers très différents, tels que marchands, barbiers, etc..., s'installèrent à l'intérieur des Cités, contribuant à leur donner la physionomie de petites villes complètes et indépendantes ayant une vie autonome à l'intérieur de la grande ville à laquelle elles appartenaient. A Colmar, au contraire, seuls les ouvriers consentirent et encore sans enthousiasme à peupler la Cité ¹.

Avant de terminer cette étude sur les logements d'ouvriers nous signalerons l'activité de la « Commission Municipale d'hygiène et des logements insalubres » qui fut fondée dans le but d'obtenir la réforme des maisons malsaines habitées par des familles pauvres. Cette Commission était composée de Conseillers Municipaux et de quelques autres personnes de la Ville, mais son rôle n'était vraiment efficace qu'en temps d'épidémie. Ses rapports servaient de base aux mesures de police ².

1. Enquête décennale 1878.

2. *Histoire documentaire*, t. II.

Section II. — La santé publique.

Dans cette seconde section nous allons passer en revue ce qui a été fait pour mettre à la disposition des classes laborieuses les moyens de se soigner en cas de maladie, soit à domicile, soit dans les hôpitaux ; puis nous verrons quelles fondations furent faites pour venir en aide aux vieillards sans famille, ou n'ayant pu se constituer un pécule suffisant pour pourvoir à leurs besoins le jour où leurs forces ne leur permettraient plus de travailler.

Nous n'envisagerons pas ici les moyens qui furent mis à la disposition de l'ouvrier afin de se constituer pécuniairement les ressources nécessaires à son entretien durant sa vieillesse et durant les maladies susceptibles de le frapper au cours de son existence, nous ferons de leur étude l'objet de notre chapitre IV. C'est uniquement les fondations sociales destinées à fournir des soins définis que nous exposerons ici.

I. — LA MÉDECINE CANTONALE

L'idée primordiale de cette institution revient au Dr Curie qui fit une proposition dans ce sens à la Société Industrielle en 1831. Constatant qu'on n'avait encore rien fait pour soulager la classe ouvrière lorsque la maladie la frappait, que ses membres périssaient, non pas seulement à cause du manque de soins, mais encore beaucoup plus parce qu'ils avaient été assistés par des charlatans, le Dr Curie demandait à la Société Industrielle d'obtenir la création, dans chaque ville du département, d'un Conseil de salubrité composé d'industriels, de médecins et administrateurs, ainsi que l'installation dans chaque canton

d'un ou plusieurs médecins cantonaux. Les attributions de ce Conseil de salubrité en rapport avec les autorités locales et départementales seraient de les éclairer sur les mesures à prendre pour assainir certaines localités et de s'occuper, conjointement avec les chefs d'industrie, à remédier aux nombreux inconvénients attachés aux établissements industriels. Il aurait, de plus, le pouvoir d'arrêter ceux qui pratiqueraient ce que nous appellerions aujourd'hui « l'exercice illégal de la médecine ».

Le besoin d'une création de cette sorte se faisait encore plus sentir à la campagne qu'en ville, en raison de l'éloignement du médecin, qui devait, lorsqu'on l'appelait, augmenter le prix de sa consultation du montant de ses frais de déplacement. Même en ville les secours portés aux malades sans ressources étaient insuffisants, car le médecin, poussé par la nécessité, était souvent dans l'obligation de les négliger au profit de ceux qui lui donnaient de quoi vivre.

A la suite de cet exposé, le Conseil d'Administration de la Société Industrielle, saisi de la question, se mit en rapport avec l'autorité compétente¹. Malgré la nécessité d'une création de ce genre, nécessité sur laquelle tout le monde était d'accord, les résultats pratiques se firent longtemps attendre. Ce ne fut qu'en 1856, et cette fois sous l'inspiration du gouvernement français que l'institution des médecins cantonaux devint une réalité².

Les raisons qui motivèrent cette création furent les mêmes que celles qui avaient inspiré vingt-cinq ans plus tôt l'interpellation du Dr Curie.

1. *Bulletin de la Société Industrielle*, n° 19.

2. Enquête décennale de 1878.

Les attributions des médecins cantonaux étaient les suivantes :

1° L'administration gratuite des secours médicaux et chirurgicaux aux malades indigents ;

2° Le service de vaccination.

Ce dernier service constituait une mesure d'utilité et de salubrité publiques, et était gratuit pour toutes les familles sans distinction.

En contre-partie de leurs soins, ces médecins recevaient une allocation annuelle variant suivant l'importance de leurs circonscriptions. Le montant de ces indemnités était couvert, moitié par le département, moitié par les communes.

De 1856 à 1871, on compta dans le Haut-Rhin cinquante-six médecins cantonaux. A leur groupe se trouvait adjoint un inspecteur des établissements de bienfaisance, dont les attributions étaient :

1° La surveillance de l'hygiène et de la salubrité publique ;

2° La police et la statistique médicale ;

3° Le service des enfants trouvés et abandonnés, ainsi que des orphelins pauvres.

Mais il ne suffisait pas de faire connaître aux malades ce qu'il fallait faire pour se rétablir, il fallait encore pourvoir aux moyens de leur procurer les remèdes nécessaires ainsi qu'une alimentation convenable durant leur maladie et leur convalescence. En principe, ceci était à la charge des bureaux de bienfaisance, aidés, si le besoin s'en faisait sentir, de subventions prises sur les caisses municipales. Mais, outre que la plupart des communes étaient dépourvues d'établissements de ce genre, celles, très rares, qui en possédaient voyaient leurs caisses insuffisamment dotées pour subvenir à ce qui était exigé sous ce rapport.

C'est alors que pour combler cette lacune fut créé le service de la pharmacie cantonale, qui, complétant celui de la médecine cantonale, remettait aux malades dans le besoin les médicaments nécessaires à leur traitement, et même des aliments dans certains cas.

Il fut alors établi des dépôts de médicaments dans chaque circonscription médicale où n'existait pas de pharmacie. Le nombre de ces dépôts, indépendamment de ceux qui étaient tolérés dans plusieurs établissements industriels était d'une trentaine en 1870. Les frais d'établissements et de fournitures de ces dépôts de pharmacie furent en grande partie couverts par souscriptions.

Au début, certains pharmaciens seuls étaient désignés pour la délivrance des médicaments ainsi distribués, mais par la suite, tous purent, au choix des malades et sur la simple présentation de l'ordonnance, délivrer ces médicaments à la seule condition de se conformer au tarif approuvé par l'autorité. Celui-ci était publié par les soins des Sociétés pharmaceutiques de l'Alsace, et subissait, au profit de la médecine cantonale, une réduction de 30 p. 100 sur les prix qui y étaient portés. Le paiement des notes était ensuite fait par le receveur municipal avec les deniers de la caisse communale et suivant les formes prévues par les règlements administratifs.

II. — LES PATRONAGES DE QUARTIER

A la différence de l'institution que nous venons d'étudier qui avait principalement pour but de secourir les populations rurales, nous touchons avec les patronages de quartier à une œuvre spécifiquement mulhousienne.

C'est, en effet, M^{me} Nicolas Koechlin qui eut l'idée

en 1852 de faire venir, de la maison mère de Strasbourg, une Sœur diaconesse pour soigner les malades à domicile dans le quartier de la chaussée de Dornach. Devant le succès obtenu par cette initiative, on décida de lui donner un plus grand développement, et en 1853 un comité se constitua pour élaborer les statuts d'une « Société de patronage pour le faubourg de Bâle ». Ceux-ci servirent de modèle à toutes les Sociétés similaires qui se fondèrent les années suivantes. Mulhouse ayant été divisé en sept quartiers, chacun eut sa société distincte ¹.

Un comité de patronage se composait de dames patronesses au nombre de dix à quinze, et généralement de quelques hommes dévoués à l'œuvre, dont l'un remplissait les fonctions de Président, et un autre de Vice-Président trésorier. Une sœur diaconesse et un médecin de quartier étaient adjoints à chaque comité ; la diaconesse occupait pendant la journée un local spécial au milieu du quartier qui lui était dévolu. Elle était assistée par une femme de ménage et avait pour mission de recevoir les requêtes et de distribuer des secours. Les consultations du médecin étaient données dans le même local.

Chaque membre de la Société se chargeait de visiter une ou plusieurs familles nécessiteuses, de les secourir et surtout de s'efforcer de leur procurer les moyens de subvenir elles-mêmes, par la suite, à leurs propres besoins. Une fois ce but atteint, tout en continuant à surveiller la famille sortie de la misère, la dame patronesse reportait son activité sur une autre famille malheureuse.

Chaque année le Comité rendait compte des recettes et dépenses de l'exercice écoulé.

1. *Histoire documentaire, de l'industrie à Mulhouse au XIX^e siècle*, t. II.

Les besoins matériels étaient couverts par une quête annuelle dont les résultats furent assez réguliers. Des dons et legs peu importants au début complétèrent ces ressources qui se révélèrent suffisantes.

Le nombre des familles secourues variait entre cent cinquante et deux cents pour chaque Société ; quant au nombre des malades visités et soignés à domicile, il était, également par Société, de trois cents à quatre cents par an. Les médecins donnaient en moyenne quatorze à quinze cents consultations ¹.

Au début les sœurs étaient logées à l'hôpital, mais lorsque fut créé en 1855 un comité central rendu nécessaire par le développement de l'œuvre, elles furent toutes réunies avec une sœur directrice dans un local spécial.

En 1859 fut commencée la construction, dans un immeuble acheté à cet effet, de la maison dite « Maison du Diaconat ». Un premier don, destiné à la création d'une maison de santé avait été à l'origine du capital qui permettait, joint à des ressources obtenues de la générosité publique, de réaliser cette construction. En 1860, les locaux étant en état on y installa une maison de santé pour malades payants et, le 14 juillet 1865, l'établissement obtint la reconnaissance d'utilité publique.

Plusieurs de ces patronages distribuaient en hiver des soupes et des repas à des enfants faibles et à des malades. Beaucoup donnaient toute l'année des secours en nature.

La caractéristique de l'œuvre était d'être essentiellement privée.

Il convient de signaler que les diaconesses de quartier étaient des auxiliaires précieuses pour la Société de Mater-

1. Enquête décennale 1878.

nité à laquelle elles signalaient les cas relevant de ses attributions.

A côté de l'œuvre des patronages de quartier il faut signaler l'activité de la Société de Saint-Vincent-de-Paul qui, à partir de 1846, secourut chaque année, soit en argent, soit en nature quatre cents familles environ. Elle était entretenue par le produit d'une loterie annuelle.

Nous citerons encore ici le nom des sœurs de Niederbroon que nous avons déjà rencontré plusieurs fois au cours de cette étude. Elles s'étaient spécialisées dans le soin des malades.

Toutes ces institutions ne dépendaient en aucune manière de la municipalité qui, elle, en administrait d'autres telles que le bureau de bienfaisance.

Nous rattacherons à ce paragraphe l'étude d'une initiative qui, développée par la suite, a pris de nos jours une importance de plus en plus grandissante. Ce sont des « colonies de vacances » pour enfants pauvres et malades que nous voulons parler ici.

En 1860, M^{me} Engell-Dollfuss eût l'idée d'envoyer à Shanenbourg dans le canton de Bâle-Campagne, une dizaine d'enfants d'ouvriers accompagnés de deux femmes, pour y faire une cure de lait et de bains salins. Cet essai fut renouvelé durant plusieurs années et les résultats furent tellement satisfaisants qu'en 1867, l'Impératrice Eugénie envoya à M^{me} Engell-Dollfuss un diplôme et une médaille d'argent.

Les événements de 1870 interrompirent cette œuvre à peine naissante qui ne fut reprise à Mulhouse qu'en 1883, sur le modèle inauguré à Zurich par le pasteur Biers, à la suite d'une lettre de M. Schlumberger à la Société Indus-

trielle, appelant l'attention de ladite Société sur ce qui se passait en Suisse ¹.

III. — HOSPICES ET ASILES DE VIEILLARDS

Dans tout le département du Haut-Rhin existait un nombre considérable d'hospices municipaux ou cantonaux, dans lesquels pouvaient trouver un refuge, soit gratuitement, soit en payant une petite rétribution les vieillards invalides ou infirmes qui n'avaient pas de famille susceptible de prendre soin d'eux.

Au contraire, nous allons voir que les asiles et maisons de retraite n'étaient pas très nombreux, les caisses de retraite préférant de beaucoup assister les vieillards dans les familles plutôt que dans des locaux spéciaux.

Bien que nous n'ayons l'intention de ne nous intéresser qu'aux œuvres d'initiative privée, il nous est impossible ici de passer sous silence les hospices municipaux de Mulhouse et de Colmar. Pendant trop longtemps ils furent les seules maisons dans lesquelles les vieillards invalides ou infirmes pouvaient venir finir leurs jours.

La date de la fondation de l'hospice de Mulhouse est des plus reculées puisque, ce fut en 1444, qu'il fut transféré dans l'enceinte de la ville, rue du Sauvage ². Auparavant, il était situé en dehors des murs de celle-ci. Après la Réforme, en 1528, il fut installé dans l'ancien couvent des Augustins qu'il quitta en 1624 pour être transféré dans l'ancien couvent des Clarisses où il demeura cette fois jusqu'en 1843. A cette date, les locaux étant devenus insuffisants, dès 1841, quatre Mulhousiens proposèrent à la

1. *Histoire documentaire.*

2. *Histoire documentaire de l'Industrie de Mulhouse*, p. 184, t. I.

Ville d'échanger l'ancien hospice contre un emplacement plus vaste situé sur le Quai du Fossé. Cette proposition fut acceptée et ratifiée par un vote définitif en date du 20 décembre 1841. Depuis lors des dons et legs lui permirent de se développer. On put ainsi fonder dès 1843 un service de vaccination et, en 1853, fut construit de la même manière un département spécial pour le traitement des aliénés. Depuis longtemps une maison destinée aux orphelins était annexée à l'hospice.

Après la guerre de 1870 des dons réunis par souscription permirent d'offrir à la ville la propriété dite du « Hasenrein » située sur une colline dominant Mulhouse pour y transporter l'hospice civil. C'était un grand château-villa ayant appartenu autrefois à M. André Koechlin. La même année 1888, les héritiers de M. Jean Dollfuss offrirent le château et le parc de Geisbühl au-dessus de Dornach, ainsi qu'une somme d'argent, afin d'y installer une maison de refuge pour les vieillards et les vieux pensionnaires de l'hospice.

Depuis des temps immémoriaux les sœurs protestantes assuraient seules le service de l'établissement municipal. Ceci était logique aux siècles précédents alors que le protestantisme était religion d'État, mais les catholiques devenant de plus en plus nombreux à Mulhouse, on résolut de partager le service entre des religieuses protestantes et des religieuses catholiques. Les premières continuèrent à s'occuper des vieillards, et les secondes, qui furent choisies parmi les sœurs de Saint-Vincent-de-Paul prirent la charge des malades qui étaient désormais admis à l'hôpital du Hasenrein, celui-ci continuant, comme par le passé, à recevoir des malades de tous les cultes.

L'hospice dépendant de la municipalité voyait une

grande partie de ses frais couverts par les finances de la ville ; mais il possédait à titre personnel des revenus propres parmi lesquels figuraient des rentes sur l'Etat et hypothécaires. Un certain nombre de malades payant fournissaient des ressources supplémentaires.

L'hospice municipal de Colmar était administré par une Commission de cinq membres nommés par le préfet et dont le maire de la ville était président de droit. Le service des malades était assuré par des sœurs de Saint-Vincent-de-Paul qui s'occupaient, en outre, des soins que réclamaient l'asile de vieillards et l'orphelinat adjacents à l'hospice. Trois médecins visitaient journellement les malades.

Une école d'accouchement destinée aux élèves sages femmes existait en outre à l'intérieur de l'hospice qui lui fournissait le local, le chauffage et les aliments ; mais elle s'administrait séparément en tant qu'institution départementale. L'hospice était remboursé de ses frais par le département.

A côté de l'hospice municipal, Colmar possédait un autre hospice, privé celui-là, appartenant aux Petites Sœurs des Pauvres qui recevaient des pensionnaires, les uns moyennant finance, et les autres gratuitement. Les prix étaient très modiques et l'œuvre ne se soutenait que grâce à des souscriptions.

Cernay, Kaysersberg, Sainte-Marie-aux-Mines, Issenheim, et Rixheim possédaient aussi chacun leur asile dont l'origine était pour beaucoup un don particulier.

A Guebwiller existait un « hôpital communal » fondé en 1840 dans l'ancien couvent des Dominicains acquis par la famille Bourcart et cédé par elle à la commune. Il était administré par cinq notables de la ville sous la tutelle

de l'administration municipale et sous la surveillance de l'Etat. Les sœurs de la Charité chrétienne en assuraient le service. Les ressources consistaient en dons volontaires, en journées payées par les malades non indigents auxquels s'ajoutaient une subvention allouée par la Commune et des droits versés par l'Assistance publique.

Toujours à Guebwiller, avait été fondée en 1856, grâce à des souscriptions particulières, « l'Œuvre hospitalière protestante » qui s'était installée dans une annexe de l'ancien couvent des Dominicains cédée par la famille Bourcart. Elle était administrée par un Comité de notables appartenant à la confession protestante, et les diaconesses de Strasbourg étaient chargées d'en assurer le service. Les recettes provenaient, de même que pour l'hôpital communal, de dons particuliers et de journées payées par ceux des malades qui en avaient le moyen. A cet établissement était annexé un patronage pour enfants pauvres.

Il est à constater qu'il n'existait pas en Haute-Alsace d'hospices spécialement destinés aux enfants. Par contre, on en trouvait un certain nombre désignés comme dépositaires des enfants assistés de la Haute-Alsace. Cette lacune était des plus regrettable, car rien n'est mauvais, tant au physique qu'au moral des enfants, que cette promiscuité avec des vieillards.

Nous avons d'ailleurs déjà vu que la création de simples orphelinats dus à l'initiative privée fut tardive en Alsace ¹.

Quant aux asiles de vieillards proprement dits, nous venons de voir que la plupart des hospices communaux et privés en faisaient fonction. Cependant il existait avant la guerre de 1870 trois à quatre véritables maisons de retraite dans le département.

1. Voir p. 40.

A Mulhouse, en 1851, la Société d'encouragement à l'Épargne que nous étudierons au chapitre suivant, avait prévu la fondation d'un asile de vieillards destiné aux vieux ouvriers membres de ladite Société, qui, dépourvus de famille susceptible de les héberger, même moyennant une pension, ne savaient où aller finir leurs jours. Nous verrons qu'une part des fonds de cette Société était attribuée statutairement à l'entretien de l'asile. Sa construction et son ameublement avaient coûté 65.000 francs et en 1866, il entretenait 66 pensionnaires. Les chiffres des dépenses par pensionnaire étaient d'ailleurs beaucoup plus élevés que lorsque les secours étaient donnés à domicile.

L'hospice israélite de Ribauvillé fut fondé en 1830. Il était destiné à recevoir les vieillards israélites infirmes de Ribauvillé seulement. Comme il ne contenait que six lits, ceux-ci étaient généralement tous occupés. Cet établissement couvrait ses frais grâce à une rente annuelle qu'il possédait, à laquelle venait s'ajouter une somme généralement équivalente produite annuellement par des souscripteurs et des dons.

Enfin, un hospice israélite fut construit à Mulhouse en 1861-1862. Il renfermait 32 lits, dont 16 étaient situés au rez-de-chaussée et occupés par les infirmes, et les 16 autres au premier étage destinés aux malades. Ces lits étaient tous constamment occupés car les admissions étaient gratuites et l'on recevait les malades et vieillards indigents de toute la Haute-Alsace. Ses ressources consistaient en une rente, plus une subvention de la ville de Mulhouse ainsi qu'en des dons et legs qu'on lui adressait au même titre qu'aux autres institutions similaires.

Telles sont les seules maisons de retraite qui existaient

dans la région mulhousienne avant la guerre de 1870. Quelques autres furent créées par la suite, mais elles demeurèrent toujours rares, car l'organisation des caisses de retraite avait pour but de permettre aux vieux ouvriers incapables de continuer à travailler, de vivre au sein de leur famille sans être une charge pour elle. Les maisons de retraite n'existaient que pour recueillir ceux qui, dans des cas que l'on voulait considérer comme exceptionnels, n'avaient pas de famille pour s'occuper d'eux.

CHAPITRE IV

PRÉVOYANCE ET ASSISTANCE

« Dans l'idéal que l'on peut se faire d'une ville industrielle modèle, les institutions de secours et de prévoyance occupent toujours le premier rang, et pourquoi ? c'est que partout où elles sont négligées il y a mécontentement, souffrance et misère, et qu'en définitive, la charité officielle et la charité privée qui auraient à assumer la lourde charge d'y porter remède n'y pourraient suffire que d'une manière très incomplète.

La maladie, l'incapacité de travail, la vieillesse sont des éléments certains de la vie de l'ouvrier, et qui peuvent se traduire en chiffres ; c'est par des moyens tout aussi certains qu'ils doivent être combattus avant toute chose, et je dirai que pour y réussir il faut attaquer la question de front, ne pas avoir peur des chiffres souvent décourageants, mais les regarder en face, bien sûr de n'y puiser que de bonnes inspirations ».

C'est en ces termes que s'exprimait en 1876, M. Engell-Dollfuss en tête de son étude sur les institutions de prévoyance à Mulhouse.

En effet, s'il est un danger qui, de tout temps, a menacé la famille ouvrière, c'est bien la maladie de son chef, ou tout autre événement susceptible de le contraindre à l'inaction. Car, si celui-ci gagne un salaire suffisant pour son entretien et celui des siens, ce salaire n'est

généralement point assez élevé pour lui permettre de se constituer des économies qui atteignent un chiffre tel qu'il ne tombe pas rapidement dans la misère lorsque la maladie ou la vieillesse l'oblige à cesser tout travail.

Pour remédier à ce danger, nous avons de nos jours l'institution des assurances sociales. Mais cette mesure d'application générale a été précédée d'autres, évidemment très incomplètes, au début du XIX^e siècle.

A cette époque on comprit qu'une alternative s'ouvrait devant l'ouvrier malade ou âgé : ou bien, compter uniquement sur la charité publique ou privée pour subvenir à ses besoins, ou bien vivre sur des ressources qu'il aurait eu la possibilité de se constituer au cours de sa carrière. Seule cette seconde solution était conforme à la dignité de l'être humain et répondait à la véritable notion du salaire. Celui-ci doit en effet permettre à l'ouvrier de subvenir à tous ses besoins réels, et parmi ceux-ci figurent sans contredit les frais qu'il doit faire pour se soigner lorsqu'il est malade et s'entretenir lorsque l'âge est venu.

Les patrons Mulhousiens, sous la direction de la Société Industrielle qui coordonnaient leurs travaux, se mirent donc à l'ouvrage afin de trouver une combinaison qui permit à l'ouvrier de se constituer une retraite malgré l'exiguïté des économies qu'il pouvait faire dans ses années de prospérité. Cette préoccupation de leur part répondait parfaitement au devoir de tutelle dont ils se sentaient redevables envers leurs ouvriers.

Dans ce chapitre nous allons étudier ce qui a été fait à cet égard jusqu'en 1870. Nous allons voir que, tandis que sans le chercher, la Société des Cités Ouvrières était devenue la caisse d'Epargne par excellence pour l'ouvrier

et développait chez lui l'esprit d'économie, les fondations patronales ayant directement en vue de faire naître dans les classes laborieuses l'esprit de prévoyance eurent un succès des plus relatifs. C'est que, si toutes étaient facultatives, la première donnait à l'ouvrier une jouissance immédiate, tandis que les autres la reportaient à une date éloignée, celle de la retraite que beaucoup n'atteignaient jamais.

Pour la commodité de nos explications, nous allons examiner séparément les caisses de retraite et les caisses de secours mutuels, toutefois lorsqu'elles coexistaient dans une même usine certains rapports s'établissaient entre elles.

Section I. — Historique jusqu'en 1851.

Bien que le problème eut déjà été posé à différentes reprises ce ne fut guère qu'après la Révolution de 1848 que le gouvernement commença à s'inquiéter activement de ce qu'il convenait qu'il organisât sous le rapport des caisses de secours mutuels et de retraite.

Dans le but de se documenter, le Ministre adressa un questionnaire à tous ceux qui étaient susceptibles de lui fournir des renseignements éclairés. La Société Industrielle de Mulhouse reçut un de ces questionnaires ¹.

Au sujet des caisses de secours mutuels qui, partout où elles fonctionnaient, rendaient les plus grands services, le gouvernement désirait savoir pourquoi dans bien des cas, elles étaient impuissantes à secourir ceux qui les alimentaient. Cela était-il dû à la gestion qui se révélerait inintelligente, ou bien aux statuts, aux cotisations qui

1. *Bulletin de la Société Industrielle*, n° 106, 1849, p. 49.

seraient trop faibles, ou bien encore parce que les bases de l'association seraient trop étroites, le principe de la mutualité devant, pour être fécond s'appliquer au plus grand nombre possible ? Dans ce dernier cas le Ministre se demandait s'il ne devait pas provoquer la création de caisses de secours mutuels départementales ?

Quant aux caisses de retraites, jusque-là leur développement avait été très insuffisant. Déjà l'Assemblée constituante s'était occupée d'un projet visant à les généraliser. L'Assemblée législative qui lui succédait désirait, sur ce point aussi, s'entourer d'avis avant de passer à la réalisation.

D'après le projet de l'Assemblée constituante, les versements à faire auraient été entièrement facultatifs et le capital versé aurait été rendu aux héritiers du déposant. La pension de retraite n'aurait donc été formée que de l'intérêt simple de ce capital ainsi que de l'intérêt viager de tous les intérêts accumulés produits, soit par le capital versé, soit par les chances de la mutualité, cet intérêt viager étant calculé d'après des tables de mortalité dressées avec soin.

Mais déjà des doutes s'élevaient sur l'efficacité et la régularité des versements facultatifs. D'un autre côté, était-on en droit d'imposer aux ouvriers une retenue sur leur salaire afin de leur préparer une pension de retraite ? Devait-on soutenir qu'en contre-partie du droit à l'assistance dont jouissait indubitablement l'ouvrier celui-ci avait le devoir de la prévoyance ?

Enfin, le salaire devant suffire à tous les besoins réels du travailleur, le patron ne devrait-il pas verser à la caisse des retraites une somme égale à celle qui serait retenue à l'ouvrier sur son salaire ? Mais cette mesure

ne serait-elle pas considérée comme une nouvelle charge venant peser sur l'industrie, ou bien comme une augmentation dans le prix de production, et dans ce dernier cas, allait-elle ralentir le cours de la consommation intérieure et nuire aux exportations ?

Deux autres questions étaient encore posées : le patron n'aurait-il le droit d'exercer une retenue sur le salaire de ses ouvriers que dans le cas où il s'engagerait, librement et volontairement, la contribution n'étant pas rendue obligatoire, à verser lui-même une somme égale à la retenue exercée ? Enfin, serait-il possible de n'alimenter la caisse de retraite que par des versements patronaux, ne serait-ce pas aller à l'encontre du but visé et détruire par avance tout esprit de prévoyance chez l'ouvrier ?

Les réponses données par la Société Industrielle nous permettent de connaître les idées qui avaient alors cours parmi les patrons alsaciens ¹. Ces réponses étaient suivies d'un plan élaboré par la Société elle-même depuis l'année précédente, époque à laquelle elle s'était déjà occupée de cette même question ².

Elle avait alors exposé les principes communs qui se dégageaient de tous les projets proposés jusque-là. Tous préconisaient l'établissement, par l'Etat, d'une Caisse Générale de Retraite pour les ouvriers des deux sexes, qui serait alimentée par des versements volontaires effectués pendant un certain nombre d'années. Le montant des retraites eût été proportionné à la valeur des versements et au temps pendant lequel ils eussent été effectués. On aurait commencé à en jouir à cinquante,

1. *Opus. cit.*, p. 56.

2. *Bul.* n° 105, 1848, p. 386.

cinquante-cinq, soixante ou soixante-cinq ans, à la volonté des contractants. La quotité de la retraite eût été calculée d'après une table moyenne de mortalité. Si l'ouvrier était venu à décéder, les sommes versées par lui auraient été acquises à l'Etat, et dans le cas de non-paiement de l'une des annuités, le montant de la retraite eût été réglé proportionnellement.

On fit alors remarquer que ce système n'était autre que celui des Compagnies d'assurances à primes sur la vie, l'action officielle de l'Etat se substituant à celle des Compagnies. Dans l'un et l'autre cas il y avait une opération ayant le caractère d'une spéculation avec risque de profits et pertes. Une grosse objection se dressait devant ce système : si, au cours de son existence, la maladie ou les chômages rendaient nécessaires à l'ouvrier la ressource de ses économies, l'Etat devrait lui en refuser le remboursement et le mettre dans l'obligation de vendre à vil prix son contrat. A cet égard les Caisses d'Epargne étaient bien plus recommandables. Cette combinaison exigeait d'ailleurs des versements réguliers et assez importants qui n'étaient pas à la portée des ouvriers les plus nécessiteux, c'est-à-dire de ceux pour qui les secours étaient les plus nécessaires. Le but de ce contrat eût aussi semblé bien égoïste, car ces sommes placées régulièrement ne l'eussent été qu'avec l'espoir d'obtenir une rente viagère reposant sur la seule tête de l'ouvrier déposant. En cas de décès prématuré, sa famille n'aurait eu droit à aucune restitution, bien que c'eût été par ses privations de tous les jours que son chef aurait pu effectuer ses versements.

Il existait depuis quelques années déjà en Angleterre des Sociétés d'Amis (Friendly Sociétés) qui, basées sur la

mutualité, distribuaient des secours à leurs membres malades ou infirmes, ainsi que des sommes pour les funérailles des décédés et des dots pour leurs enfants. Une des plus importantes de ces Sociétés, la Société des « Old Fellows », comptait plus de 200.000 membres et avait des ramifications dans la plupart des villes manufacturières anglaises et même à l'étranger. Le gouvernement s'était efforcé de favoriser ces associations dont le nombre s'élevait alors à plus de 12.000. Il avait, en effet, vu dans leur développement un double avantage matériel et moral pour la Société toute entière. Avantage matériel : le nombre des aumônes avait diminué puisque les classes malheureuses prélevaient elles-mêmes sur leurs salaires la part des mauvais jours, et avantage moral, car l'habitude du travail et de l'épargne à toujours contribué à rendre les hommes meilleurs.

Les écueils auxquels se heurtaient ces Sociétés et qui conduisirent bon nombre d'entre elles à la faillite étaient : 1^o les proportions mal établies entre les contributions exigées et les sommes versées, 2^o la fréquence des réunions et les lieux où celles-ci se tenaient généralement, les cabarets, ce qui était une occasion de dépense et 3^o l'absence de garantie des dépositaires de fonds.

A la suite de ce résumé la Société Industrielle exposait un plan qui lui était propre, c'est ce même plan que l'année suivante elle envoya au Ministre en réponse à son questionnaire. Elle commençait par réfuter la proposition tendant à faire payer les cotisations par le patron en démontrant que, moralement, l'ouvrier n'y gagnerait rien puisqu'il continuerait ainsi à ignorer ce qu'est l'épargne personnelle, et même, matériellement, la libéralité serait plus apparente que réelle car le prix de revient augmentant, et la

concurrence empêchant d'élever proportionnellement le prix de vente, les salaires seraient bientôt abaissés dans la mesure des cotisations imposées. Puis, elle faisait remarquer que les versements facultatifs seraient une cause infaillible d'insuccès étant donné le manque de prévoyance bien connu des ouvriers.

I. — PLAN DE LA SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE ¹

Le plan proprement dit de la Société Industrielle ne s'occupait que des vieillards, des infirmes et seulement temporairement des veuves et des orphelins. Il gagnait ainsi en simplicité tout en ne limitant pas les retraites aux seuls ouvriers mais en les rendant accessibles à tous les individus : artisans et habitants de campagnes.

D'après lui il convenait de créer sur tout le territoire une association générale, une véritable assurance mutuelle contre la misère dans certains cas prévus. Tous eussent été appelés à participer aux charges de l'association, et seuls auraient eu le droit d'en bénéficier ceux qui se seraient trouvés dans un des cas d'assistance prévus. Ainsi on eût pu fixer très bas la valeur des primes annuelles à payer par chacun, tout en pouvant prélever sur l'ensemble une somme suffisante chaque année pour secourir ceux qui en auraient eu besoin. Le principe de l'assurance eût été respecté, puisque les retraites et secours n'eussent été accordés qu'à ceux qui en auraient eu le besoin véritable. Pratiquement les nécessiteux auraient été les seuls à profiter de la combinaison, bien que tous y eussent participé.

Chaque département aurait eu sa caisse de retraite

1. *Bulletin de la Société Industrielle*, n° 105, 1848.

distincte avec une administration centrale au chef-lieu et une succursale dans chaque canton.

Des comités de gestion permanents et des conseils de surveillance se réunissant à des époques déterminées, en eussent assuré le fonctionnement avec le maximum de garanties pour tous les intérêts, car les membres de ces comités ou conseils auraient été élus de manière à ce que chaque commune se trouvât convenablement représentée.

Mais beaucoup d'individus, passant souvent par nécessité d'un département dans un autre, le plan prévoyait que chaque caisse enverrait annuellement à Paris le centième de ses recettes brutes pour y former un fonds commun destiné à venir en aide à celles dont les recettes auraient été inférieures aux dépenses. Ceci eût établi entre les départements une solidarité qui aurait permis de considérer tout individu résidant momentanément dans l'un d'eux comme en faisant partie...

Des secours eussent été alloués temporairement aux veuves et aux orphelins sans ressources.

Quant aux étrangers domiciliés en France, ils eussent joui des mêmes avantages que les nationaux, à la condition d'avoir vingt et un ans au moins de résidence. Dans le cas où on leur aurait refusé le droit à la retraite, les sommes par eux versées leur auraient été rendues, sans intérêt, sur présentation des quittances des percepteurs. En effet, toujours d'après le plan de la Société Industrielle, les versements devaient être effectués aux contributions directes, ils auraient été exigibles par douzième et faits entre les mains des percepteurs qui en auraient remis le montant aux comités cantonaux de gestion.

Dans les cas de contestations un jury cantonal eût d'abord émis son avis.

Enfin pour donner à ceux qui auraient voulu et pu effectuer des économies atteignant un chiffre plus élevé la possibilité de se préparer une retraite supérieure, la Société Industrielle prévoyait l'établissement, sous forme de tontine ordinaire, d'une « Caisse de Prévoyance » destinée à centraliser ces sommes épargnées. Cette création lui semblait un complément utile de la première tout en lui restant complètement indépendante.

Ainsi, par ces deux institutions, auraient été combinés les deux principes de la contribution forcée et des versements volontaires.

Tel est le plan que la Société Industrielle de Mulhouse joignit aux réponses qu'elle donnait au questionnaire ministériel.

Les discussions continuèrent et divers plans furent élaborés. La Société Industrielle de Mulhouse les examina tous et présenta des observations à leur sujet. Toutes ces observations étaient des critiques inspirées des contradictions qui existaient entre eux et le plan rédigé par la Société Industrielle que nous venons d'exposer.

Finalement fut votée le 18 juin 1850, une loi créant une « Caisse Nationale de Retraite » dont voici les caractéristiques essentielles.

II. — LOI DU 18 JUIN 1850 ¹

Tout d'abord, malgré de vives discussions, le principe des versements facultatifs fut adopté.

Toute personne âgée de plus de trois ans et jouissant de la nationalité française pouvait être inscrite à cette nouvelle caisse. Mais les dépôts qui étaient opérés par

1. *Thèse* Pierre Librez. Paris 1909.

des mineurs de moins de dix-huit ans devaient être autorisés par leur père, mère, ou tuteur. Lorsque des déposants venaient à se marier les dépôts qu'ils avaient effectués auparavant leur restaient propres, mais ceux qu'ils opéraient par la suite profitaient séparément par moitié à chacun des conjoints.

Deux modes de versements étaient prévus, ils pouvaient être faits, soit à capital aliéné, soit à capital réservé. Dans le premier cas, le capital était absorbé au jour du décès des rentiers par le service de la rente. Dans le second cas il était remboursé sans intérêts aux héritiers du déposant après son décès, que celui-ci se produise avant ou après l'entrée en jouissance de la rente. Il est évident qu'avec cette dernière combinaison, à capital égal, la rente était beaucoup moins élevée que lorsque le capital était définitivement abandonné.

A Paris, la Caisse des Dépôts et Consignations, et dans les départements les trésoriers payeurs généraux et les receveurs particuliers des Finances étaient chargés de recevoir les dépôts qu'ils devaient immédiatement employer à l'achat de rentes sur l'État.

La caisse de retraite qui ne faisait que recevoir les versements devait calculer le montant en capital équivalent aux rentes viagères ainsi constituées, et inscrire celles-ci tous les six mois sur le grand livre de la Dette publique. Chaque versement qui était d'ailleurs fixé au chiffre minimum de 5 francs faisait l'objet d'une liquidation distincte. Une fois versé le capital nécessaire pour l'obtention d'une rente annuelle de 600 francs, les dépôts étaient remboursés sans intérêts. Ce chiffre un peu élevé à l'époque pour les ouvriers nous permet de faire remarquer en passant que la loi ne les visait pas seulement.

Chaque déposant possédait un livret individuel sur lequel était porté le montant de ses versements et les rentes qui y correspondaient. Celles-ci étaient incessibles et insaisissables jusqu'à concurrence d'environ moitié, et les arrérages étaient payés par trimestre. L'entrée en jouissance pouvait être fixée au choix du déposant entre cinquante et soixante ans, sauf le cas de blessures graves ou d'infirmités prématurées entraînant une incapacité absolue de travail dans lequel cas la pension pouvait être liquidée avant cinquante ans.

Telles sont les grandes lignes de la loi du 18 juin 1850 qui n'entra en application à Paris que le 1^{er} mars de l'année suivante et au mois de juillet en province.

Cette loi subit par la suite des modifications de détails dont les premières intervinrent par la loi du 28 mai 1853. Cette loi modifia les tarifs (taux d'intérêts, maximum des versements annuels et maximum de la rente) et surtout octroya aux étrangers les mêmes bénéfices qu'aux Français, pourvu qu'ils fussent admis à la jouissance des droits civils conformément à l'article 13 du code.

Mais ceci ne présente pas un intérêt direct avec le sujet que nous traitons, et si nous nous sommes un peu attardés à l'étude de la loi de 1850, c'est afin de mieux faire comprendre l'esprit des descriptions qui vont suivre. En effet, immédiatement après la promulgation de la loi, nous allons voir que les patrons mulhousiens s'ingénierent pour trouver une combinaison qui permit à leurs ouvriers de mieux profiter des avantages qu'elle leur octroyait, avantages parmi lesquels le principal était certainement de garantir contre la spéculation les modestes économies des travailleurs assez sages pour songer à leur vieillesse.

Section II. — Caisses d'épargne et de retraite.

Maintenant que nous avons étudié les idées qui avaient alors cours, ainsi que les discussions qu'elles occasionnèrent et les projets qu'elles suscitèrent, nous allons décrire les réalisations pratiques qui les illustrèrent.

Dans cette section, nous allons passer successivement en revue les caisses d'épargne qui sont les premières institutions créées pour recevoir les modestes économies des ouvriers et les faire fructifier. Puis les caisses de retraite nous retiendront à leur tour.

Nous réserverons à la section suivante l'étude des caisses de secours mutuels, bien que, ainsi que nous l'avons déjà dit, il s'établît dans plusieurs cas une certaine connexité entre les deux institutions. Nous nous proposons d'ailleurs de les signaler à leur temps.

I. — CAISSES D'ÉPARGNE ET AVANCES AUX OUVRIERS

Bien avant les bureaux établis par le Gouvernement, des fabricants avaient reconnu la nécessité de fonder un de ces établissements. L'ouvrier ne pouvait en effet garder chez lui les sommes qu'il épargnait, si modestes fussent-elles, il eût été trop tenté de les dépenser dans une foule de circonstances, d'un autre côté il fallait trouver un organisme présentant toutes les garanties nécessaires qui voulut bien recevoir gratuitement et faire fructifier ces faibles sommes malgré l'administration compliquée que cela nécessiterait.

C'est ainsi que fut fondée en 1827 par MM. Gaspard Dollfus et Nicolas Koechlin, qui se chargèrent de sa gestion, la première « Caisse d'épargne » à Mulhouse. L'argent

y rapportait 5 p. 100, les directeurs le faisaient valoir à 6, ce petit boni servant à couvrir les dépenses et à entretenir des œuvres de charité.

Parmi les inscriptions prises à cette Caisse, un tiers seulement l'était par des ouvriers. La plupart des souscripteurs appartenaient à la classe des domestiques, et parmi ceux-ci le rapport des femmes aux hommes était de plus du double : les femmes plaçaient leurs économies en plus grand nombre que les hommes ¹.

La moyenne des dépôts prouvait que ce n'étaient pas les ouvriers les plus pauvres, pour qui l'établissement avait pourtant été réellement créé, qui y portaient leurs petites économies. Quant aux femmes le pourcentage des servantes y atteignait près de 9 p. 100.

Si les ouvriers de fabrique y déposaient fort peu, cela s'expliquait par le fait que, dans la plupart des établissements industriels, existaient des caisses de secours mutuels qui suffisaient le plus souvent à drainer les quelques économies qu'ils étaient susceptibles de réaliser.

Cette Caisse continua cependant à fonctionner jusqu'à l'apparition des caisses d'épargne gérées par l'État qui furent organisées par la loi du 5 juin 1835. N'ayant alors plus d'objet la caisse de MM. Dollfuss et Koechlin cessa ses opérations ².

Mais si les Caisses d'épargne particulières existant dans les grands centres tels que Mulhouse n'avaient plus de raison d'être, celles qui étaient établies à l'usage du personnel employé dans les usines isolées continuèrent leurs opérations. Ainsi, malgré les caisses officielles de l'État, la fabrique de Wesserling maintint sa caisse fondée dès

1. *Bul.*, n° 17, 1831.

2. *Les institutions de prévoyance à Mulhouse*. Penot.

1821. Les sommes déposées rapportaient 5 p. 100. Les dépôts étaient volontaires sauf dans deux cas :

1^o Les jeunes gens en apprentissage dans les ateliers de constructions, de gravure ou d'imprimerie étaient tenus d'y déposer une partie de leur salaire qui s'accumulait jusqu'à la fin de leur apprentissage pour être alors mise intégralement à la disposition de leurs parents ;

2^o Les jeunes filles attachées à la filature et dont le salaire atteignait un certain chiffre (5 francs par semaine) y laissaient la moitié de leur paye. Les sommes ainsi formées, augmentées de leurs intérêts, leur étaient remises lorsqu'elles quittaient la fabrique, généralement pour se marier.

Dans bien des cas, l'ouvrier qui habitait la campagne et dont la famille restait attachée aux champs préférait, plutôt que de déposer ses économies dans une caisse quelconque, acheter une maison, ou une pièce de terre, ou un bétail. Les ouvriers avaient même alors souvent recours à l'emprunt et les fabricants leur venaient en aide.

A Wesserling on faisait fructifier les fonds déposés en prêtant aux seuls souscripteurs, à condition toutefois de désigner par avance l'emploi qui devait être fait des sommes empruntées et de payer l'intérêt exigé qui était également de 5 p. 100.

A Thann des prêts étaient consentis aux ouvriers, surtout en vue de leur faciliter l'acquisition de propriétés immobilières ou la construction de maisons. Le prêt ne pouvait dépasser la somme de 1.000 francs et celui qui le demandait devait avoir déjà réuni une somme au moins égale au montant de celle qu'il empruntait. Dans ces conditions les prêts pouvaient être faits sans intérêts contre une inscription hypothécaire et des remboursements en cinq ans par cinquièmes chaque année.

A Giromagny, MM. Borgeol-Japy avançaient à leurs ouvriers, souvent sans intérêts, et même à ceux dont la bonne conduite était une garantie, on avançait avant même qu'ils eussent quelque chose en réserve.

En résumé, si les Caisses d'épargne n'eurent pas un succès foudroyant dès leur origine, elles n'en continuèrent pas moins à se développer et leurs progrès furent constants sauf aux époques troublées de la révolution de 1848 et de la guerre de 1870 ¹.

II. — CAISSES DE RETRAITE. PENSIONS VIAGÈRES.

Dans ce paragraphe nous allons étudier successivement le fonctionnement de la Société d'Encouragement à l'Épargne, et une institution particulière à l'usine de produits chimiques de Thann connue sous le nom de pensions viagères et subventions temporaires.

I. — *Société d'Encouragement à l'Épargne.*

Après la promulgation de la loi du 18 juin 1850, onze fabricants mulhousiens s'associèrent afin d'offrir à leurs ouvriers la faculté de grossir les pensions que l'État leur permettait de se constituer. C'est ainsi que fut fondée en 1851 la « Société d'Encouragement à l'Épargne » dont le rôle de simple intermédiaire entre l'ouvrier et la Caisse Générale devait consister à ajouter aux dépôts une somme presque équivalente afin de les encourager ².

Les ouvriers à partir de dix-huit ans, et les ouvrières à partir de seize ans étaient invités à déposer à la Caisse de retraite de l'État 3 p. 100 de leur salaire, que les fabricants

1. Enquête de 1878.

2. *Les institutions de prévoyance du Haut-Rhin.* Penot.

se chargeaient de retenir, et de verser périodiquement chaque fois que l'on faisait la paye. Pour encourager et en même temps augmenter l'importance de cette épargne, les fabricants associés s'étaient engagés par acte notarié à déposer en outre, dans une caisse commune et à leurs propres frais, 3 p. 100 du montant des salaires qu'ils distribuaient chaque année à leurs ouvriers ayant atteint dix-huit ou seize ans. Ces sommes, entièrement à la charge des patrons, devaient avoir deux destinations différentes : 2 p. 100 étaient ajoutés à la retenue subie par chaque souscripteur, si bien que l'ensemble de ses dépôts s'élevait à 5 p. 100 et lui donnait la possibilité de toucher un jour une pension plus élevée ; tout en laissant en réserve 1 p. 100 du total des salaires versés par les fabricants, auquel s'ajoutait un excédent sur les deux centièmes destinés à grossir les dépôts des ouvriers, car un petit nombre d'entre eux seulement consentait à subir une retenue. Les sommes ainsi réunies étaient employées :

1° A couvrir les frais de gestion ;

2° A distribuer immédiatement des secours à des ouvriers déjà vieux et infirmes qui n'avaient pu supporter de retenue à une époque où la Caisse de retraite n'existait pas encore ;

3° A élever par la suite le taux des pensions reconnues insuffisantes.

Nous avons vu que ce fut la Société d'Encouragement à l'Épargne qui éleva l'asile de vieillards de Mulhouse pour héberger les vieillards et ouvriers devenus invalides¹.

La Société atteignit-elle son but, c'est-à-dire sût-elle encourager l'épargne ? Bien qu'elle eut rendu de grands services comme caisse de retraite, les faits obligent à

1. Voir *supra* p. 108.

répondre négativement. Au bout de peu de temps, en présence du petit nombre de déposants ouvriers, les maisons associées durent même prendre la décision de réduire leurs propres versements et de les limiter à 1 p. 100 seulement des salaires payés par elles. Si bien que, dès 1854, nous constatons un brusque fléchissement dans les sommes versées annuellement par les patrons. En 1851 ceux-ci versaient 70.893 francs, et en 1854 ils ne versaient plus que 26.884 francs. Dans les années suivantes nous voyons ces sommes augmenter lentement pour atteindre 48.359 francs en 1870 ¹.

A quoi tenait cet échec partiel ? Nous ne pouvons que répéter ce que nous avons déjà dit au début de ce chapitre. A la même époque, la Société des Cités ouvrières devenait, sans le chercher, le placement qui attirait le plus puissamment les épargnes de l'ouvrier.

L'épargne existait donc à Mulhouse mais on exigeait d'elle qu'elle prit immédiatement une forme tangible. Il faut en effet distinguer « l'esprit de prévoyance » qui exige des bases solides correspondant à un niveau de culture et de raison auquel étaient à peine parvenues les classes les plus instruites et les plus aisées. Il faut le distinguer de « l'esprit d'épargne » qui rarement ne trouve pas un avantage immédiat à être mis en pratique. De là vient sa force et l'explication de ce fait que, depuis longtemps, cet esprit avait fait ses preuves à Mulhouse, tandis que l'esprit de prévoyance n'en était encore qu'à ses premiers pas ².

En dehors de la Société d'Encouragement à l'Épargne, des caisses existaient dans la plupart des établissements industriels de la Haute-Alsace, et quelques-unes d'entre

1. *Les institutions de prévoyance à Mulhouse*. Engel-Dollfus, 1876.

2. Enquête décennale de 1878.

elles avaient le caractère de véritables caisses de retraite.

Ainsi à Rixheim, MM. Zuber établirent une caisse pour leurs ouvriers invalides et la dotèrent à son origine d'un premier fonds de 10.000 francs. Chaque année un prélèvement sur les bénéfices venait augmenter ce capital dont les intérêts seuls étaient appliqués à des secours à distribuer aux vieux ouvriers ayant passé au moins une vingtaine d'années dans l'établissement. Leurs veuves bénéficiaient des mêmes avantages.

A Beaucourt, dès 1808, MM. Japy frères accordèrent toujours sur leurs propres deniers aux [veuves de leurs ouvriers des pensions calculées sur l'importance des services rendus.

II. — *Pensions viagères et subventions temporaires.*

En 1851, M. Kestner institua, au profit des ouvriers de l'usine de produits chimiques de Thann, la coutume de servir des pensions viagères et des subventions temporaires dans les conditions que voici ¹ :

a) Les contremaîtres et ouvriers recevaient 540 francs par an lorsque ayant atteint soixante-dix ans et trente-trois années de collaboration ils voulaient cesser de travailler.

b) Ils recevaient 360 francs lorsqu'ils avaient atteint soixante-dix ans ou trente ans de collaboration, ou bien lorsque des blessures ou des maladies incurables reçues ou contractées par suite de leur travail les condamnaient à l'inaction.

c) Deux cent quarante francs par an lorsque des infirmités, ne résultant pas de leur travail, les mettaient dans l'impossibilité de travailler, pourvu qu'ils aient au moins dix ans de collaboration.

1. Enquête décennale de 1878.

d) Les veuves des contremaîtres et ouvriers, qui, à leur décès avaient atteint dix ans de collaboration avaient droit à une pension qui variait selon leur âge au moment du décès de leur mari.

e) Avaient droit à un secours unique de 100 francs les veuves dont le mari avait au moment de son décès moins de dix ans de collaboration.

Les pensionnaires hommes qui prenaient de l'ouvrage dans un autre établissement, et les veuves qui contractaient un second mariage perdaient leurs droits à la pension.

Les dépenses auxquelles donnaient lieu cette institution s'élevaient pour une population ouvrière d'environ 350 personnes à 10.000 francs par an. M. Risler Kestner écrivait à ce sujet en 1878¹. « L'expérience a été suffisamment longue pour former cette preuve d'une grande importance, que, pour une dépense relativement faible : 30 francs environ par homme, chaque année, il est possible d'assurer l'avenir des ouvriers d'une fabrique placée dans les conditions de celle des produits chimiques de Thann. Et ici nous avons à faire ressortir que la dépense d'environ 10.000 francs par an, nécessaire au fonctionnement des pensions viagères, est couverte exclusivement par ladite Société, c'est-à-dire que l'ouvrier ne contribue absolument en rien à cette dépense qui est égale environ à 3 p. 100 de la main-d'œuvre. »

Section III. — Caisses de secours mutuels.

La maladie prolongée du chef de famille est une des causes qui contribue le plus souvent à plonger dans la misère une famille honnête d'ouvriers laborieux. Aussi une

1. Enquête décennale.

ville industrielle comme Mulhouse sentit-elle de bonne heure la nécessité d'associations de secours mutuels en cas de maladie.

La plus ancienne caisse de ce genre remonte à l'année 1804¹. Elle fut créée et gérée par des imprimeurs sur étoffe qui s'acquittèrent de leur mission avec prudence. Cette caisse rendit de grands services ainsi que d'autres qui furent instituées plus tard, mais ce ne fut qu'après 1830, au moment où l'industrie prit un développement jusqu'alors inconnu, que l'on vit surgir ces associations nouvelles à un rythme accéléré. Plus de trente furent créées dans la décade 1830-1840, soit à l'instigation des chefs d'industrie, soit du propre mouvement des ouvriers des différents corps de métiers. En 1846 ces diverses caisses de secours recevaient les versements de plus de 8.000 souscripteurs. Ce chiffre baissa au moment de la crise de 1847-1848.

Toutes n'eurent pas le même sort : les unes prospérèrent et secoururent efficacement leurs adhérents. Tandis que d'autres périclitèrent faute d'avoir su établir un rapport convenable entre le montant des primes à percevoir, celui des secours à accorder et les chances de maladie, ou bien encore parce qu'elles étaient mal dirigées ou ne comptaient qu'un trop petit nombre d'adhérents.

Toutes présentaient la même lacune ; en effet, outre qu'elles n'étaient instituées qu'en faveur des ouvriers, elles n'admettaient que des hommes dans la force de l'âge et dans un bon état de santé. Rien n'avait été fait pour les enfants, les femmes et les vieillards.

C'est pour combler cette lacune que fut créée en 1844, par M. Émile Dollfus alors maire de Mulhouse, secondé

1. *Bul.*, n° 106, 1849.

par le Conseil municipal, la première *Caisse générale de secours mutuels en cas de maladie*. Cette Caisse admettait indistinctement les personnes de tout âge, de tout sexe et de toute condition qui voulaient en faire partie. Elle était ouverte à la mairie sous la garantie de la ville, et elle répondait si bien à un besoin réel qu'en peu d'années elle compta plus de trois mille souscripteurs dont la plupart n'eussent pas été admis dans une autre association.

Mais, précisément parce que ses adhérents se recrutaient dans la partie de la population qui recevait les plus bas salaires, et qui, en même temps présentait le plus de chances de maladies, cette Caisse générale dut, à plusieurs reprises, pour faire face à ses engagements, être aidée par les finances municipales ¹.

Rien qu'à l'origine on se flattait que cette Caisse générale absorberait toutes les autres, la fusion ne se réalisa qu'avec peu d'entre elles, les ouvriers ayant, en général, préféré conserver leurs associations qu'ils géraient eux-mêmes et dont la plupart ne comprenaient que des hommes du même métier ou travaillant dans le même établissement industriel. L'expérience avait d'ailleurs montré que pour certaines caisses il y avait avantage à ne pas trop centraliser.

Ainsi pour mieux contrôler les caisses de malades, le fractionnement devenait presque une nécessité. Pour éviter des abus, les malades devaient être soumis à une surveillance active et sévère, cette surveillance s'exerçait à tous les instants par les membres de l'Association les uns sur les autres, indépendamment de celle à laquelle ils étaient soumis pendant le temps où ils recevaient des secours.

A la différence de la Caisse générale de Mulhouse et des

1. Notice nécrologique sur Émile Dollfus. *Bulletin de la Société Industrielle*, 1858.

caisses de secours communales dont les versements étaient facultatifs, et qui ne possédaient pas de médecins attitrés, les caisses de secours des établissements industriels essayèrent de rendre la participation obligatoire ¹. Là où la fabrique était isolée le patron pouvait imposer plus facilement des obligations à ses ouvriers, mais dans les grands centres industriels où l'ouvrier quittait facilement une fabrique pour une autre, l'entreprise se révéla fort difficile. Les versements s'effectuaient sous forme de retenues faites par le patron à chaque paye. Le service médical était en général gratuit, et les médicaments étaient entièrement, ou par moitié, payés par l'Association. Quant au montant de l'allocation accordée au participant malade il formait ordinairement, par jour, le double de la cotisation de la quinzaine. Dans certaines caisses l'ouvrier cessait d'être participant lorsqu'il quittait l'établissement, tandis que, dans d'autres, il restait membre de l'Association tant qu'il se conformait à ses règlements, qu'il remplissait ses obligations et qu'il n'entrait pas dans un établissement situé à plus de 8 kilomètres de celui qu'il avait quitté.

Ceci nous fait toucher du doigt l'inconvénient qu'il y avait à avoir une caisse particulière dans chaque fabrique, l'ouvrier étant en droit, lorsqu'il quittait la fabrique, d'exiger son argent, ce qui pouvait créer un embarras financier momentané. D'un autre côté, quelques ouvriers peu consciencieux pouvaient se faire inscrire dans plusieurs manufactures et simuler une maladie par spéculation à l'époque où ils pouvaient retirer de l'ensemble une somme un peu considérable. Tous ces inconvénients auraient disparu par la création d'une caisse générale ².

1. Enquête décennale de 1878.

2. *Bul.*, n° 17, 1831.

Ces dispositions étaient assez libérales mais les retenues effectuées sur les salaires ne pouvant être très élevées ¹, les caisses de secours eussent été rapidement vides lorsqu'un trop grand nombre d'adhérents se trouvaient dans la nécessité d'être secourus, ou que l'un d'eux était atteint d'une maladie de longue haleine, si les patrons ne s'étaient alors toujours hâtés d'intervenir pour combler une partie du déficit et recommencer un nouveau fonds en joignant aux cotisations le produit des amendes imposées aux ouvriers aux termes des règlements en vigueur dans les ateliers ².

Nous allons voir dans un instant que ces sommes versées par les patrons constituaient pour les ouvriers une véritable participation indirecte aux bénéfices ³.

Dans quelques fabriques isolées où la plupart des ouvriers passaient leur vie entière, les patrons avaient su faire de plus grands sacrifices.

Ainsi, à Wessserling, indépendamment des secours distribués aux malades et prélevés sur les caisses entretenues par les ouvriers, un médecin était attaché spécialement au service de l'établissement. Ses soins étaient gratuits et s'appliquaient à toute la famille de l'ouvrier. Les médicaments étaient aussi fournis au compte de la maison sur la simple présentation de l'ordonnance.

Les établissements de MM. Borgeol-Japy à Giromagny se faisaient aussi remarquer à cet égard. Les soins médicaux étaient donnés gratuitement ainsi que les médicaments,

1. Elles atteignaient en fait 2 à 2 1/2 p. 100 du salaire auquel s'ajoutait en général 1 1/2 de subvention indispensable pour assurer un service complet et bien fait (Engel-Dollfus. *Les institutions de prévoyance à Mulhouse*).

2. *Les institutions de prévoyance du Haut-Rhin*. Penot.

3. *Histoire documentaire*, t. II, p. 1023.

mais ces derniers aux ouvriers seulement à moins que la famille ne fût par trop nécessiteuse. Les ouvriers malades les plus pauvres recevaient en outre, sur un certificat du médecin et suivant leurs besoins : des aliments, du bois, des vêtements, du linge, etc..., on acquittait aussi les termes arriérés de leur loyer. Si l'ouvrier était attaché à la maison depuis longtemps, s'il s'y était fait apprécier par sa conduite, et surtout si sa maladie était due aux suites de son travail, il était mis ordinairement à la demi-solde. Enfin un repas de douze couverts était préparé journellement et servi à des ouvriers convalescents. Le défaut de cette organisation était de ne pas posséder de caisse mutuelle. Tout était l'œuvre des patrons. Or, quelle que soit la modicité de son budget, l'ouvrier doit apprendre qu'il faut prélever sur ses ressources une part, même très modeste, pour les mauvais jours.

A Mulhouse même, la Maison Dollfus-Mieg venait au secours des associations mutuelles de ses divers établissements en payant les honoraires de deux médecins et en se chargeant des frais occasionnés par les maladies graves, lorsque ceux qui en étaient atteints n'avaient droit qu'à des secours insuffisants.

A Thann, M. Charles Kestner établit en 1851, moyennant une première dotation de 2.500 francs, une caisse de secours entre les contremaîtres et les ouvriers qui étendait son action à leurs femmes et à leurs enfants. Ils la géraient eux-mêmes et la maison versait chaque quinzaine une subvention proportionnée au nombre d'ouvriers, hommes, femmes et enfants qu'elle employait. Les versements patronaux étaient subordonnés à la condition que le total des cotisations des contremaîtres et ouvriers leur soit égal, que le capital de la caisse ne soit jamais partagé entre

les sociétaires mais employé en cas d'excédent à réduire les cotisations, ou bien qu'il soit affecté à un autre objet d'intérêt commun aux ouvriers, et qu'enfin le règlement de la caisse de secours ne puisse être modifié sans l'assentiment du Conseil d'Administration de la Société.

Le système des secours était d'ailleurs partout si parfaitement organisé que le 1^{er} janvier 1885, lorsque la loi allemande du 15 juin 1883 sur l'assurance des ouvriers pour les cas de maladies entra en vigueur en Alsace, elle ne fit que rendre légal et obligatoire un état de choses qui existait depuis longtemps. En effet, plusieurs établissements, pour se conformer à la nouvelle loi, n'eurent qu'à modifier les statuts de leurs caisses de malades et y faire participer les femmes en couches jusque là exclues.

Pour les employés du commerce et de l'industrie, une association répondant à un besoin urgent avait été fondée le 15 février 1866. Son but était analogue à celui qui était poursuivi par les caisses de secours pour les ouvriers. Il consistait à fournir les soins du médecin et les médicaments aux sociétaires malades, à leur payer une indemnité pendant le temps de leur maladie, et à pourvoir aux frais d'enterrement en cas de décès ¹.

Les conditions requises pour faire partie de l'association étaient d'avoir dix-huit ans au moins et quarante-cinq ans au plus, et d'être pourvu d'un emploi dans une maison de commerce, de banque ou d'industrie de Mulhouse.

La prime était mensuelle et égalait le secours journalier qui était alloué en cas de maladie. Les soins et les médicaments étaient donnés pendant six mois aux frais de l'association, et, en cas de maladie grave, le sociétaire pouvait,

1. Enquête décennale de 1878.

sur l'avis du médecin, être traité dans une maison de santé désignée par le Conseil d'Administration. Dans ce dernier cas aucune indemnité n'était allouée.

Si un membre de l'association s'était rendu coupable d'un acte d'improbité, son exclusion pouvait être prononcée par le Conseil, et dans les cas où ces actes avaient donné lieu à une condamnation, l'exclusion était prononcée de droit.

CAISSES DE SECOURS MUTUELS DISTRIBUANT DES RETRAITES

Nous avons déjà fait allusion aux rapports étroits qui s'établissaient, dans certaines usines, entre les secours alloués en cas de maladie et les pensions accordées aux vieux travailleurs. En voici quelques exemples ¹.

A Wesserling, deux des associations mutuelles en cas de maladie qui fonctionnaient dans l'établissement trouvèrent dans les sommes dont elles disposaient un moyen d'aborder avec succès la question des pensions. Mais les ressources des autres associations du même genre entre les ouvriers de la même fabrique se trouvant dans un état moins prospère, MM. Gros, Odier et Roman y suppléaient par des dons annuels considérables.

A Munster c'était aussi la situation prospère d'une caisse unique de secours mutuels qui permettait, avec l'aide toute-fois d'une subvention accordée par MM. Hartman, de constituer des pensions de retraite aux ouvriers invalides de l'établissement.

1. *Les institutions de prévoyance du Haut-Rhin.* Penot.

APPENDICE

Avant de terminer ce chapitre ayant trait à l'assistance et à la prévoyance dans le Haut-Rhin, nous allons parler de deux institutions encore embryonnaires en 1870, mais dont l'une, reconnue utopiste de nos jours, ne devait pas moins faire l'objet de vives controverses : c'est la participation aux bénéfices. L'autre, était au contraire appelée à un tel développement qu'actuellement on peut sans exagération soutenir que l'assurance a envahi tous les domaines.

I. — PARTICIPATION AUX BÉNÉFICES

L'ouvrier ayant dans la production un rôle situé sur un autre plan, mais non moins important que celui de son patron, il semblerait à première vue équitable qu'il intervienne d'une manière effective lors de la répartition des bénéfices. Cette combinaison présente de grands avantages théoriques et même pratiques. Leur énumération est devenue classique ainsi d'ailleurs que les objections qui leur sont opposées.

L'ouvrier associé aux bénéfices serait moins tenté de changer d'établissement et s'intéresserait davantage à son ouvrage qui gagnerait ainsi en perfection. La paix publique et l'harmonie sociale en bénéficieraient également, car l'ouvrier intéressé par les bénéfices de l'usine dans laquelle il travaille hésiterait à se mettre en grève. L'antagonisme

entre travail et capital serait ainsi en partie effacé. Mais les difficultés commencent au moment où le rêve tente de devenir une réalité.

Si le principe de la participation était admis, le rôle de l'ouvrier variant dans la production, quelle base de répartition conviendrait-il d'adopter ? L'ancienneté ? Mais celle-ci peut être un défaut lorsqu'elle est un signe de routine et de manque d'ambition. L'équité demande à ce que chaque ouvrier, pourvu qu'il soit laborieux et de bonne conduite, soit considéré comme une unité impersonnelle, comme un facteur contribuant dans une mesure quelconque à la production des bénéfices ¹.

Les bénéfices ainsi partagés entre les ouvriers seraient destinés à être épargnés par eux en vue des besoins auxquels faisaient jusqu'alors face les institutions de prévoyance ; mais des bénéfices qui, par leur nature, sont inconstants et surtout inégaux (de deux usines s'occupant à la même industrie et installées côte à côte, l'une prospère et l'autre périclité pour des causes tout à fait indépendantes de la gestion, et à plus forte raison des ouvriers) ; de tels bénéfices ne rempliraient pas les conditions de stabilité exigées par les besoins de l'ouvrier.

On ne pourrait en effet songer à assurer à la fois à l'ouvrier les avantages des institutions de prévoyance et la participation aux bénéfices sans condition de emploi, ce serait « diviser les eaux d'une même source au risque de voir la partie la plus précieuse se perdre ² ».

C'est à cette conclusion qu'était déjà parvenu, en 1876, M. Engell-Dollfus qui s'exprimait en ces termes : « Il faut, ou adopter la participation avec partage différé et

1. *Les institutions de prévoyance à Mulhouse.* Engell-Dollfus.

2. *Opus. cit.*

conditions formelles de remploi, ou développer encore le patronage qui n'est que la prévoyance organisée par l'initiative des patrons ; on commencera dans ce cas sans le concours de l'ouvrier et l'on continuera avec son concours dès qu'on aura trouvé la formule de l'encouragement à la prévoyance comme on a trouvé aux Cités Ouvrières, sans l'avoir précisément cherchée, celle de l'encouragement à l'épargne.

« Posée dans ces termes, la question si controversée de la participation ouvrière aux bénéfices touche, de bien près, à la seule solution générale dont elle me paraît susceptible, car ce qui est réclamé au nom d'un prétendu droit appelé par sa nature à ne s'exercer qu'éventuellement, est accordé bénévolement et en tout temps au nom de la solidarité dans le travail et de la prévoyance érigée en devoir collectif. »

Ainsi se trouvait démontrée la supériorité de ce que nous avons appelé la participation indirecte aux bénéfices par rapport à la participation directe.

Immédiatement après la guerre de 1870, de timides essais de réalisation pratique furent tentés dans trois usines alsaciennes. Différentes modalités que nous allons rapidement décrire essayaient d'atténuer les inconvénients dont nous venons de rappeler brièvement quelques-uns.

En 1872, les Établissements Seinheil Dieterlen et C^{ie} à Rothau rédigèrent des statuts qui écartaient la participation individuelle pour ne conserver qu'une participation au profit des œuvres collectives sans aucune déduction en cas de perte¹. Antérieurement la même maison avait essayé un système différent d'après lequel 12 p. 100 des

1. Enquête décennale de 1878.

bénéfices et des pertes étaient répartis entre deux comptes selon les proportions que voici : 7 p. 100 étaient appliqués au premier et servaient à soutenir des œuvres collectives de toute nature, 5 p. 100 restaient donc au second et étaient destinés, en cas d'excédent, à des répartitions individuelles en prenant pour base les salaires en tenant compte de l'ancienneté.

C'est en 1873 que les Établissements de Thann décidèrent de faire participer chaque année, pour 10 p. 100, au bénéfices nets de l'inventaire les contremaîtres et ouvriers ayant au moins un an de travail chez eux. La répartition s'effectuait proportionnellement aux salaires et s'accroissait en raison de la durée de la collaboration. Chaque participant voyait la part lui revenant inscrite à son crédit, sur un livre spécial, produire 5 p. 100 d'intérêts. Il ne pouvait la retirer qu'après trois ans. Bien des années auparavant M. Charles Kestner avait institué des primes sur le salaire qui s'augmentaient suivant les années de collaboration. Elles avaient déjà eu pour résultat d'attacher les ouvriers à la fabrique en apportant quelque amélioration à leur situation.

A Pfstadt ce fut seulement en 1875 que la participation aux bénéfices fut établie par M. Haefely et C^{ie} ¹. Seuls les anciens ouvriers et les plus méritants y avaient droit. Leur liste était arrêtée chaque année par les gérants. La répartition avait lieu au prorata des salaires annuels de chaque participant. Un tiers était distribué en espèces. Un second tiers était porté sur un livret de prévoyance au nom de chaque ouvrier et rapportait 5 p. 100 d'intérêts. Les sommes ainsi consignées n'étaient remboursables que

1. *Les institutions de prévoyance à Mulhouse.* Engell-Dollfus.

lorsque le titulaire avait atteint l'âge de soixante ans, ou bien seulement quarante-cinq ans mais vingt années de travail consécutif dans l'établissement, ou bien encore en cas d'incapacité de travail ou de décès. Le dernier tiers restait au crédit du compte de chacun jusqu'à l'année suivante, mais était perdu en cas de départ; la seconde année ce tiers en réserve augmenté des intérêts venait s'ajouter à la part revenant à chacun dont le total se trouvait de nouveau divisé et réparti par tiers. Cette somme était suffisante pour arrêter les départs inconsidérés.

Nous devons souligner que partout ce ne fut qu'après avoir pourvu aux caisses de secours et de retraite qu'on rechercha dans la participation directe un moyen d'améliorer l'avenir de l'ouvrier, en lui constituant une sorte d'épargne obligatoire et en rendant ses intérêts aussi solidaires que possible de ceux de ses patrons.

II. — ASSURANCE

Plus que quiconque l'ouvrier subit une perte irréparable lorsque son mobilier est détruit par un incendie, car ce mobilier constitue souvent toute sa fortune. L'assurance à laquelle toutes les classes de la Société ont actuellement recours était encore, au siècle dernier, pratiquement inconnue des classes laborieuses.

De nombreux obstacles se dressaient devant l'assurance de l'ouvrier. Ces obstacles étaient la faible valeur des objets assurés, valeur qui atteignait en moyenne de 1.200 à 1.500 francs. Pour couvrir cette somme il eût fallu faire à l'agent d'assurance une déclaration qui eût été d'un mince intérêt pour celui-ci, car le montant des frais de police eût souvent dépassé celui de la prime à payer.

D'autres difficultés pratiques arrêtaient l'ouvrier : la nécessité de faire connaître tous ses changements de domicile, souvent nombreux ; en cas de sinistre les formalités à remplir et les discussions avec les compagnies lui eussent demandé un temps dont il ne pouvait disposer.

Et cependant l'ouvrier avait besoin d'être garanti dans ce qu'il possédait. C'est M. Engell-Dollfus, qui le premier pensa que « puisque l'ouvrier ne pouvait aller à l'assurance, il fallait que celle-ci vint à lui ¹ ». Dans ce but il obtint, en 1864, de la Caisse Générale des Assurances Agricoles qu'elle consentit à faire une police unique comprenant tous ceux des ouvriers des établissements Dollfus qui désiraient assurer leur mobilier. L'usine versait les primes en bloc et l'ouvrier était couvert partout où il résidait à la seule condition qu'il déclarât à l'usine ses changements de domicile et que ceux-ci fassent l'objet d'une inscription dans un registre spécial.

La police était souscrite par le chef de l'établissement industriel, elle indiquait une somme totale représentant approximativement la valeur des mobiliers réunis des ouvriers. Une prime moyenne était débattue entre le chef de l'établissement industriel et la Compagnie, et cette prime était invariable pendant toute la durée de la police. Les participants étaient inscrits sur un registre ouvert à cet effet dans les bureaux de l'établissement dans lequel ils travaillaient, et il leur était délivré par leur patron un bulletin qui constatait leur inscription et leur tenait lieu de police. Ce bulletin était renouvelé chaque année et servait en même temps de quittance de paiement de la prime. L'ouvrier n'était donc mis en contact qu'avec son patron

1. *Note sommaire sur l'assurance collective dans les établissements manufacturiers.* Engell-Dollfus.

entre les mains duquel il payait sa prime annuelle. Le total de ces primes était versé par le patron à la Compagnie d'assurances qui n'entrait en relation directe qu'avec lui.

En cas d'incendie la déclaration du sinistre était faite devant le maire afin d'éviter les droits d'enregistrement de la police exigés pour les déclarations en justice de paix.

L'ouvrier restait assuré pendant tout le temps qu'il demeurait attaché à l'établissement qui avait contracté l'assurance. Celui qui le quittait cessait de compter au nombre des participants à partir de l'expiration de l'année pour laquelle il avait versé sa dernière prime ¹.

A-t-on réussi par ce procédé à donner à l'ouvrier la pensée et en quelque sorte le goût de l'assurance, but visé par M. Engell-Dollfus ? En dépit des facilités données afin d'y arriver, il fallut rapidement reconnaître que l'assurance collective rencontrait peu de sympathies, malgré la nécessité de cette addition aux efforts qui avaient pour but de doter l'ouvrier de la propriété immobilière.

Les Établissements Dollfus-Mieg, sous la persistante et puissante influence de M. Engell-Dollfus, furent à peu près les seuls pendant de longues années, dans la Haute-Alsace, à pratiquer sur une échelle de quelque importance l'assurance collective du mobilier de leurs ouvriers. En 1865, ils comptaient 106 assurés représentant un capital de 165.596 francs et en 1870 le nombre des assurés atteignait 190 pour un capital de 255. 220 francs.

1. *Note sommaire sur l'assurance collective dans les établissements manufacturiers.* Eugène de Pourville.

CONCLUSION

Après 1870, l'impulsion donnée était telle que durant une vingtaine d'années encore les fondations patronales continuèrent à surgir. C'est aux alentours de 1890 que l'on peut en effet fixer la fin de la période classique de l'industrie mulhousienne, après vinrent l'étatisme social et le syndicalisme ¹. Déjà depuis 1870 aucune idée vraiment nouvelle n'avait surgi, on avait plutôt l'impression que les fondations qui étaient alors réalisées étaient dues à une force mise antérieurement en mouvement. Ce fait nous fut expliqué clairement en 1931 par M. Émile Dollfus ² : « L'industrie de Mulhouse a été une initiatrice, des idées nouvelles y sont nées, elles ont été semées ailleurs pour y prendre un développement plus grand. C'est que la guerre de 1870, et l'annexion de l'Alsace qui en a été la conséquence sont venues arrêter l'essor de cette région. Après, il fallait vivre, maintenir le respect des traditions du passé et conserver intacts les souvenirs jusqu'au moment où nous pourrions reprendre notre place au foyer d'où nous avons été arrachés. »

A une époque comme celle que nous traversons, où les questions sociales sont au premier plan dans les préoccupations de tous les États, où même certains d'entre eux

1. *Cours d'économie alsacienne*. Laubenfurger, t. II.

2. *Les dispositions prises par l'industrie en faveur de leurs ouvriers et employés*.

nous accablent de statistiques pour nous démontrer le point avancé où ils ont conduit l'instruction populaire et les secours pour les malades, il nous a semblé intéressant de rappeler par la description des principales d'entre elles les fondations alsaciennes réalisées à une époque où le régime capitaliste ne connaissait pratiquement aucune entrave, époque à laquelle on a tant reproché de n'avoir connu qu'un seul mot d'ordre « enrichissez-vous ! ».

Loin de nous la pensée de vouloir soutenir que tout était alors parfait et qu'il n'y avait plus qu'à laisser les choses dans l'état dans lequel elles se trouvaient. Certes non, il y avait encore beaucoup à faire et aurait-on cru pouvoir s'arrêter que la grande loi de l'évolution serait venue obliger, dans cette voie comme dans toute autre, à de nouveaux efforts. Frédéric Engell-Dollfus s'exprimait déjà dans ce sens en 1876 : « Il existe (et il est bon qu'il existe) pour l'industrie un idéal moral, comme il y en a un vers la perfection technique qu'elle s'efforce sans cesse d'atteindre. Nous devons y tendre avec la même énergie, et s'ils paraissent l'un et l'autre s'éloigner au fur et à mesure que nous croyons nous en rapprocher, ne nous en plaignons pas, car c'est la loi du progrès même qui veut que tous les intérêts soient satisfaits parallèlement au développement du bien-être et au sentiment plus juste et plus vif de ce qui est dû à la collaboration à tous les degrés ¹. »

Cette loi du progrès qui tend toujours vers une perfection jamais atteinte veut aussi que, malgré les assauts qu'on lui livre, la misère résiste et ne permette jamais de dire à ceux qui s'occupent d'amélioration sociale qu'ils en ont fait assez.

1. *Les institutions de prévoyance à Mulhouse*. Engell-Dollfus.

Au terme de cette étude il nous vient, semble-t-il, naturellement à l'esprit l'idée d'établir un parallèle entre les initiatives privées et les initiatives officielles de l'État que nous voyons se multiplier actuellement. Les grands industriels mulhousiens de la période classique les eussent tous sans nul doute condamnées avec la même rigueur que leur éminent confrère Engell-Dollfus : « Appelè-je l'intervention de l'État pour l'aplanissement des difficultés sociales et l'organisation obligatoire des institutions de prévoyance ? Non. Ses ingérences doivent être combattues quand elles ne sont pas d'une nécessité absolue. Si l'on voulait détruire l'esprit d'initiative bénévole qui a fait de si excellentes choses en Alsace, il suffirait de le décréter. L'idée de continuer la tradition, c'est-à-dire de faire nos affaires nous-mêmes, sans en craindre le fardeau, doit le plus possible rester notre règle ¹. »

A cette conception s'en oppose une autre, celle des théoriciens socialistes qui, à la suite de Karl Marx et de Engel, proclament que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, et présentent les institutions patronales comme une manifestation d'égoïsme ou comme une aumône humiliante.

Nous n'hésiterons pas à répondre qu'entre ces deux opinions nos sympathies vont plutôt à la première. En effet, à notre avis, les faits sont suffisamment éloquents pour justifier nos préférences. Avec le premier système il y a amélioration, lente certes, mais réelle et surtout elle est réalisée sans heurts ni secousses, tandis que dans le second cas nous assistons à des luttes violentes, bien souvent sanglantes qui provoquent un ébranlement écono-

1. *Opus. cit.*

mique après lequel tous se retrouvent généralement plus malheureux qu'avant.

Nous pensons tout de même que l'État ne doit pas avoir un rôle entièrement passif et que dans certains cas, il doit, par la loi, imposer des mesures qui, sans son secours, resteraient pour beaucoup lettre morte. Telle la loi de 1841 sur le travail des enfants, qu'un grand nombre d'industriels, même opposés à l'intervention de l'État, durent reconnaître indispensable, car leur bonne volonté était paralysée par l'attitude négative de quelques-uns.

Le gros avantage des initiatives privées est qu'elles peuvent s'exercer avec plus de discernement, et revenir en arrière lorsqu'elles reconnaissent qu'elles se sont engagées sur un terrain dangereux qui risquerait de les conduire à la catastrophe. M. Émile Dollfus nous dit très justement : « Elles ont plus de souplesse que les institutions d'État avec leurs règlements rigides ; elles peuvent tenir compte dans leurs décisions de situations intéressantes et porter secours utilement dans les cas où l'État, malgré son bon vouloir, est incapable d'agir. Dans toutes ses créations l'initiative privée a eu, semble-t-il, pour but essentiel la sauvegarde de la famille et la santé des enfants ¹. »

De nos jours ce sont les fondations d'État qui se multiplient et nous concluons en nous demandant si les institutions d'origine patronale ne doivent pas être maintenant considérées comme un stade dans l'Histoire sociale ?

1. *Les dispositions prises par l'industrie en faveur de ses ouvriers et employés.*

BIBLIOGRAPHIE

BULLETINS ET OUVRAGES SANS NOM D'AUTEUR

Bulletins de la Société Industrielle.

Cinquantenaire de la Société Industrielle, 1876.

Centenaire de la Société Industrielle, 1826-1926.

Réponses aux questions de l'enquête industrielle de 1848.

Exposition universelle de 1867. Enquête du 10^e groupe (conditions physique et morale de la population.

Enquête décennale sur les institutions d'initiative privée de la Haute-Alsace, 1878.

Histoire documentaire de l'industrie de Mulhouse et de ses environs au XIX^e siècle. Enquête centennale, 1902.

AUTEURS

BOISSIÈRE (Émile). *Vingt ans à Mulhouse, 1855-1875.*

DOLLFUS (Émile). *Les dispositions prises par l'industrie, en faveur de ses ouvriers et employés, 1931.*

DOLLFUS (Jean). *Congrès de Francfort. Note sur les Cités ouvrières, 1857.*

DOLLFUS (Auguste). — *Compte rendu du Conseil d'Administration de l'école de filature, 1865 et 1867.*

DOLLFUS-AUSSET (Daniel). — *Instruction populaire en Europe, 1868.*

— *Matériaux pour les bibliothèques populaires, 1865-1869.*

DUPIN (baron Charles). — *Enseignement et sort des ouvriers de l'industrie avant, pendant, et après 1848, 1848.*

ENGELL-DOLLFUS. — *Etude sur l'épargne. Les institutions de prévoyance. La participation aux bénéfices, 1876.*

— *Congrès scientifique international des institutions de prévoyance tenu à Paris du 1^{er} au 7 juillet 1878, 1878.*

— *Note sommaire sur l'assurance collective dans les établissements manufacturiers, 1876.*

GÉRANDO (baron de). — *Traité de la bienfaisance publique, 1839.*

— *Des progrès de l'industrie dans leurs rapports avec le bien-être physique et moral de la classe ouvrière, 1845.*

GRAD (Charles). — *Etudes statistiques sur l'industrie de l'Alsace, 1879 et 1880.*

HOFFMANN (Charles). — *L'Alsace au XVIII^e siècle au point de vue historique, judiciaire, administratif, économique, intellectuel, social et religieux. 1906-1907.*

- LAUFENBURGER. — *Cour d'économie alsacienne*, 1930.
- LÉVY (Robert). — *Histoire économique de l'industrie cotonnière en Alsace, Etude de sociologie descriptive*, 1912.
- LIBREZ (Pierre). — *La caisse nationale de retraites ouvrières. Thèse Paris*, 1909.
- MEININGER (Ernest). — *Essai de description, de statistique et d'histoire de Mulhouse*, 1855.
- *Notice sur Dornach*, 1872.
- *Vie de Frédéric Engell-Dollfus*, 1886.
- MOSSMANN (Xavier). — *Les grands hommes de la France industrielle*, 1879.
- *Les grands industriels de Mulhouse*, 1879.
- PENOT (Dr Achille). — *Discours sur quelques recherches de statistique comparée faites sur la ville de Mulhouse*, 1828.
- *Des institutions de prévoyance fondées par les industriels du Haut-Rhin en faveur de leurs ouvriers*, 1855.
- *Statistique générale du département du Haut-Rhin*, 1831.
- *Tableaux synoptiques de la production industrielle et agricole, et de l'état de l'instruction publique dans le département du Haut-Rhin*, 1832.
- *Recherches statistiques sur Mulhouse*, 1843.
- *Discours funèbre prononcé le 17 juillet 1852 à l'occasion de la mort de M. Nicolas Koechlin*.
- *Les Cités Ouvrières du Haut-Rhin*, 1865.
- *Les Cités Ouvrières de Mulhouse et du département du Haut-Rhin*, 1867.
- *Enseignement populaire. Discours prononcé à la distribution des prix*, 1866.
- *Les institutions privées du Haut-Rhin*, 1867.
- *Des cercles d'ouvriers à propos des Workingsmen club d'Angleterre* 1870.
- *Histoire de la Société Industrielle*, 1876.
- POUVOURVILLE (Eugène de). — *Note sommaire sur l'assurance collective dans les établissements manufacturiers*, 1876.
- SAND (Dr René). — *Le service social à travers le monde*, 1931.
- STROHL (H.). — *Etudes sur Oberlin*, 1926.
- THIERRY-MIEG (Ch.). — *Des forces matérielles et morales de l'Industrie du Haut-Rhin pendant les dix dernières années (1851-1861)*.
- VILLERMÉ (Dr). — *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers*, 1840.

VU

Le Doyen,
EDGARD ALLIX

VU

Le Président de la thèse,
JEAN LESCURE

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
G. ROUSSY

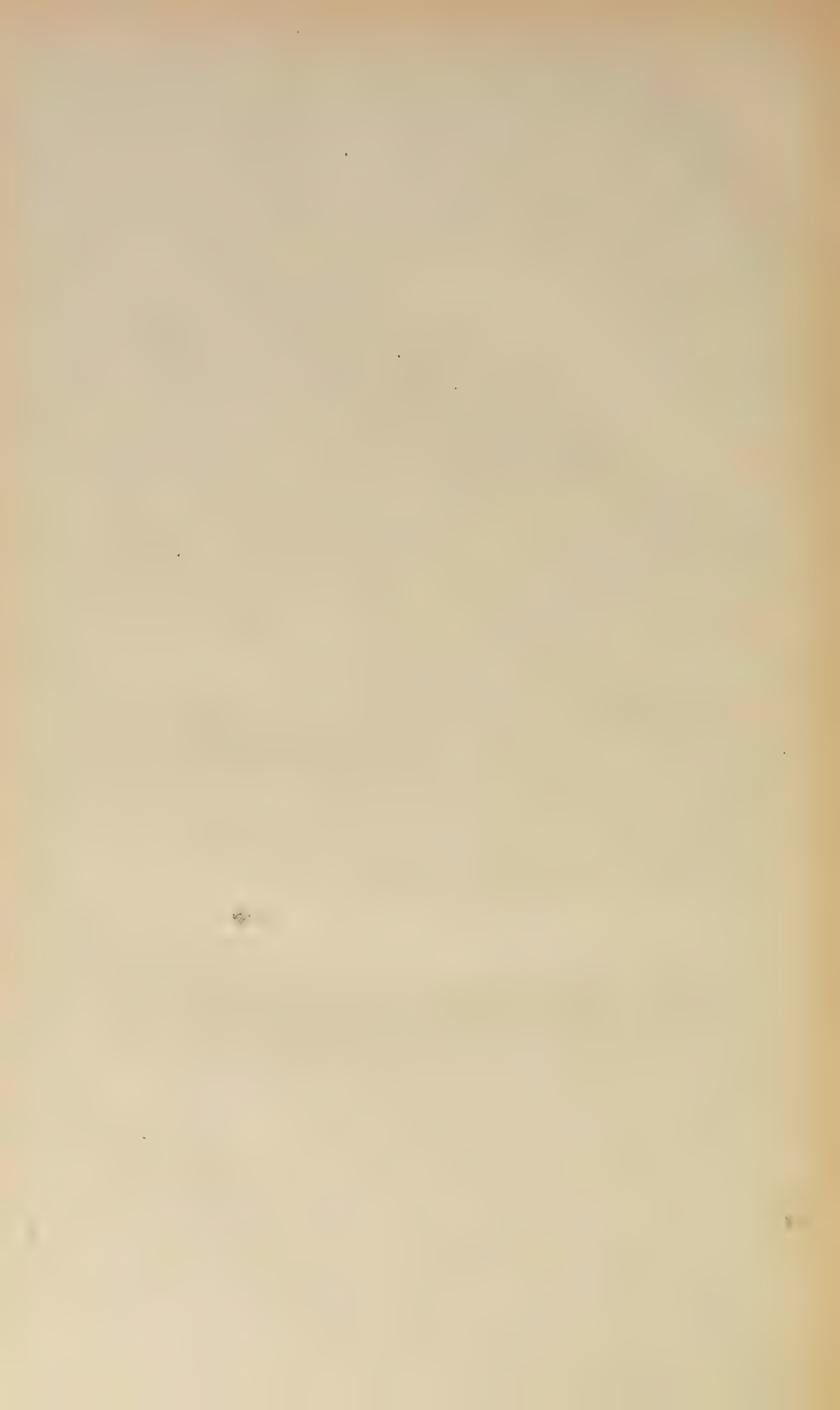


TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.	1
CHAPITRE PREMIER. — Œuvres sociales en faveur de l'enfance.	15
<i>Section I.</i> — Œuvres en faveur de la première enfance	19
Maternités	21
Crèches.	25
Jardins d'enfants.	27
Salles d'asile.	28
<i>Section II.</i> — Œuvres en faveur de l'adolescence.	33
<i>Partie I.</i> — Education et instruction	33
Écoles primaires	34
Écoles du dimanche.	36
Ouvroirs	38
Orphelinats	40
<i>Partie II.</i> — Formation professionnelle.	43
École de dessin.	46
École de filature et de tissage.	48
École supérieure de commerce	51
École professionnelle israélite	52
CHAPITRE II. — Œuvres en faveur des adultes.	55
<i>Section I.</i> — Œuvres en faveur des illettrés	56
Classes d'adultes	56
Asile pour les aveugles	58
<i>Section II.</i> — Œuvres destinées à occuper les loisirs de l'ouvrier.	60
Bibliothèques populaires.	61
Cercle mulhousien ouvrier.	65
Cercle du dimanche de Dornach	68
CHAPITRE III. — L'hygiène et la santé publique.	70
<i>Section I.</i> — Les logements d'ouvriers	72
Terrains choisis et modèles des maisons édifiées	77
Moyens d'acquies une maison. Versements et preuve de ces versements. Emploi de l'argent ainsi touché	81

Dépendances de la Cité	86
Restaurant et boulangerie à bon marché.	87
Bains et lavoirs.	88
Autres Cités du département du Haut-Rhin	91
Cité de Guebwiller	91
Cité de Colmar.	92
Cité de Beaucourt	94
<i>Section II. — La santé publique</i>	97
Médecine cantonale.	97
Patronages de quartiers	100
Hospices et asiles de vieillards	104
CHAPITRE IV. — La prévoyance et l'assistance.	111
<i>Section I. — Historique jusqu'en 1851.</i>	112
Plan de la Société Industrielle	117
Loi du 18 juin 1850	119
<i>Section II. — Caisses d'épargne et de retraite.</i>	122
Caisses d'épargne et avances aux ouvriers.	122
Caisses de retraite et pensions viagères.	125
Société d'encouragement à l'épargne.	125
Pensions viagères.	128
<i>Section III. — Caisses de secours mutuels.</i>	129
Appendice. — Participation aux bénéfices	136
Assurances	141
CONCLUSION.	144

IMPRIMERIE
HÉRISSEY
: ÉVREUX :